M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel, Montréal.

Gazette officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 8 AVRIL 1933

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUEBEC"

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cents par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th APRIL, 1933

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insections required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du gouvernement. 1361—9-9

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1362—9-9

Lettres patentes

"A. B. C. Auto Salvage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vintième jour de mars 1933, constituant en corporation: Isidore Popliger, avocat et conseil en Loi du Roi, David Miller, avocat, et Sara Cooper, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Faire affaires comme marchands, locataires, négociants, réparateurs, nettoyeurs, emmagasineurs et entreposeurs d'automobiles, voitures-automobiles, motocyclettes, véhicules-moteurs, tricycles, vélocipèdes et véhicules de toutes sortes soit mus par le pouvoir mécanique, ou autre, et toutes machines, engins, instruments, outillages, appareils, dispositifs, accessoires, lubrifiants, ciment, solutions, émaux et toutes choses susceptibles d'être utilisées en rapport avec iceux, ou concernant leur entretien, ou leur travail respectifs: faire les affaires générales d'un garage, y compris le transport d'un endroit à un autre, d'effets, produits, marchandises et personnes, au moyen de véhicules de toute nature mûs par aucun pouvoir ou procédé quelconque; faire le commerce de voitures et pièces usagées de toutes sortes et description; et faire le commerce de machineries usagées de toutes sortes et description, et des pneus usagés, ainsi que des neufs;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir par achat, bail ou autrement, et assumer totalement ou partiellement l'entreprise, le commerce, les propriétés, biens ou responsabilités d'aucune personne, société ou compagnie, exerçant toute industrie que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en tout ou en partie en deniers ou en actions ou autres valeurs de la compagnie, totalement ou partiellement acquittées, et avec l'approbation des actionnaires, payer de façon semblable pour tous services ren-

Letters patent

"A. B. C. Auto Salvage, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1933, incorporating: Isidore Popliger, advocate and King's Counsel, David Miller, advocate, and Sara Cooper, spinster, stenographer, of full age and majority, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of merchants, hirers, dealers, repairers, cleaners, storers and warehousers of automobiles, motor cars, motor cycles, motor vehicles, tricycles, velocipedes, and vehicules of all kinds whether driven by mechanical power, or not, and all machines, engines, implements, appliances,apparatus, devices, accessories, lubricants, cements, solutions, enamels, and all things capable of being used therewith, or in the maintenance, or working thereof respectively; to carry on a general garage business, including the transportation from place to place of goods, wares, merchandise and persons by means of vehicles of every kind driven by any power or process whatever; to deal in second hand cars and parts of every kind and description; and to deal in second hand machinery of all kinds and description, and second hand tires, as well as new ones;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire by purchase, lease or otherwise, and to take over the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company, carrying on any business which the Company is authorized to carry on, and to pay for same in whole or in part by cash or shares or other securities of the Company wholly or partly paid up, and with the approval of the shareholders, to pay in like manner for any services rendered to the

dus à la compagnie, soit en rapport avec son organisation ou la conduite de ses affaires ou autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Généralement acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement tous biens réels et personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes telles choses qui sont incidentes à l'entreprise de la compagnie, l'exercice de son industrie et la réalisation de ses fins et exploiter tout négoce ou commerce susceptible d'être convenablement exploité en rapport avec les objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "A. B. C. Auto Salvage, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2179 Sous-secrétaire de la Province.

"American Laundry, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1933, constituant en corporation: Edgar-Reginald Parkins, avocat et conseil du Roi, John-Frank Kitching et Cecil-James Gagnier, tous deux commis, tous trois de Montréal, Qué., dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie à vapeur et générale, et laver, nettoyer, purifier, écurer, blanchir, tordre, sécher, presser, colorier, teindre, désinfecter, rénover, et préparer à l'usage des articles de vêtements, lingerie domestique ou autre, coton et lainages et habits, et tissus de toutes sortes, et acheter, vendre, prendre à bail, manufacturer, réparer, donner à bail, modifier, améliorer, travailler et faire le trafic de tous appareils, machines, matériel et articles de tous genres qui sont susceptibles de servir à toutes telles fins;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Company, whether in connection with its organization or the conduct of its business or otherwise;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Generally to purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real and personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, hypothecate, dispose of, turn to account or otherwise deal with the whole or any part of the property and rights of the company;

To do all such things as are incidental to the undertaking of the Company, the carrying on of its business and the attainment of its purposes and to carry on any trade or business capable of being carried on in conjunction with those above mentioned, under the name of "A. B. C. Auto Salvage, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2180—o Assistant Provincial Secretary.

"American Laundry, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of March, 1933, incorporating: Edgar Reginald Parkins, advocate and King's Counsel, John Frank Kitching, and Cecil James Gagnier, both Clerks, all of the city of Montreal, Que., for the following purposes:

To carry on the business of a steam and general laundry and to wash, clean, purify, scour, bleach, ring, dry, iron, colour, dye, disinfect, renovate, and prepare for use all articles of wearing apparel, household, domestic, and other linen, and cotton and woollen goods and clothing, and fabrics of all kinds, and to buy, sell, hire, manufacture, repair, let on hire, alter, improve, treat and deal in all apparatus, machines, materials and articles of all kinds which are capable of being used for any such purposes;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre, ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour des services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer, ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures, ou autres valeurs de la compagnie, ou dans, ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie, ou la conduite de ses affaires;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "American Laundry, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

2181

"Alvyn & Joyce Co.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1933, constituant en corporation: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson et Théodore Herzl Shapiro, tous avocats, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir par achat, bail, échange ou autrement toutes sortes d'immeubles et biens immobiliers; et prendre, bâtir, détenir, posséder, maintenir, travailler, développer, améliorer ou autrement négocier et disposer des dits immeubles et biens immobiliers ou aucun intérêt en iceux;

Exercer le commerce comme agents, manufacturiers, importateurs, exportateurs, grossistes, détaillants, négociants, producteurs, acheteurs et vendeurs, soit comme mandants ou agents ou agents à commission, et, de toute autre manière, comme marchands et négociants dans et d'effets, articles, marchandises textiles de tout genre et descriptions;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or the conduct of its business;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To borrow money on the credit of the Company and to issue bonds, debentures or other securities of the Company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "American Laundry, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

2182–o

"Alvyn & Joyce Co.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1933, incorporating: Joseph Shapiro, Benjamin Robinson and Theodore Herzl Shapiro, all advocates, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise any description of real restate and real property; and to take, build, hold, own, maintain, work, develop, improve or otherwise deal in and dispose of such real estate and real property or any interest there in;

To carry on the business of agents, manufacturers, importers, exporters, wholesalers, retailers, jobbers, producers, buyers and sellers, either as principals or agents or commission agents, and in any other manner, dealers and traders in and of textile goods, wares, merchandise of every kind and description;

Acheter, vendre, manufacturer et échanger, donner à bail, importer, exporter et faire le commerce de toutes sortes d'articles et choses qui peuvent être requis pour les fins d'aucun des dits commerces ou dont on pourra faire avantageusement le commerce en rapport avec aucune des dites industries:

Détenir, acheter, prendre ou autrement acquérir, soit par souscription originaire, achat à la bourse, vente privée ou en échange pour les actions, obligations, débentures ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement, et détenir, vendre, transférer ou autrement disposer de titres, d'actions, ordinaires ou privilégiées, débentures, bons et autres obligations dans aucune autre compagnie ayant des objets similaires en tout ou en partie aux objets de cette compagnie, ou exerçant aucun commerce pouvant être conduit de manière à profiter, directement ou indirectement, à cette compagnie, et voter toutes les actions ainsi détenues par l'intermédiaire de tel agent ou tels agents que les directeurs pourront nommer;

Acheter, louer ou autrement acquérir la totalité ou aucune partie du commerce, biens, franchises, clientèle, actif, droits et privilèges, détenus ou dont a la jouissance toute personne, firme ou corporation exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens appropriés aux fins de cette compagnie, et les payer entièrement ou partiellement en argent, ou entièrement ou partiellement en obligations, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie, ou autrement, et assumer les responsabilités de toute telle personne, firme ou corporation;

Promouvoir toute autre compagnie aux fins d'acquérir tous ou aucun des biens et de l'entreprise, toutes ou aucune des responsabilités de cette compagnie, ou pour l'exercice d'aucun commerce ou opérations qui peuvent paraître semblables pour aider ou bénéficier à cette compagnie ou augmenter la valeur de tous biens ou commerce de cette compagnie;

Prendre part à la gestion, surveillance et au contrôle du commerce ou des opérations de toute autre corporation, compagnie à responsabilité limitée, entreprise dont les actions ou valeurs sont détenues par la compagnie ou dans lesquelles la compagnie est autrement intéressée, et pour cette fin nommer et rémunérer tous directeurs ou comptables ou autres experts ou agents, prêter de l'argent, garantir les obligations, nantir des biens pour le bénéfice de telle autre corporation, compagnie à responsabilité limitée ou entreprise ou toute autre compagnie quelconque ou autrement les aider, aux termes et conditions que les directeurs croiront convenables;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou exploitant toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les obligations ou aider autrement cesdites personnes, firmes ou corporations, ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute compagnie, et les vendre, les détenir, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Rémunérer aucune personne soit par l'émission d'actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel ou par l'octroi d'une commission pour services rendus à la compagnie en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'au-

To buy, sell, manufacture, exchange, let on hire, import, export and deal in all kinds of articles and things which may be required for the purposes of any of the said businesses, or which may seem capable of being properly dealt with in connection with any of the said businesses;

To hold, purchase, take or otherwise acquire, whether by original subscription, purchase through the stock exchange, private sale or in exchange for the shares, bonds, debentures or other securities of this company or otherwise, and to hold, sell, transfer or otherwise dispose of shares, stock whether common or preferred, debentures, bonds and other obligations in any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to vote all shares so held through such agent or agents as the directors may appoint;

To purchase, lease or otherwise acquire the whole or any part of the business, property, franchises, goodwill, assets, rights and privileges held or enjoyed by any person, firm or corporation carrivng on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company, and to pay therefor either wholly or partly in cash or wholly or partly in bonds, paid up shares or other securities of the company, or otherwise, and to undertake the liabilities of any such person, firm or corporation;

To promote any other company for the purpose of acquiring all or any of the property and undertaking all or any of the liabilities of this company, or of undertaking any business or operations which may appear likely to assist or benefit this company or to enhance the value of any property or business of this company;

To take part in the mnagement, supervision and control of the business or operations of any other corporation, limited liability company, undertaking, shares or securities of which are held by the company or in which the company is otherwise interested, and for that purpose to appoint and remunerate any directors or accountants or other experts or agents to lend money to, to guarantee the obligations of, pledge of its assets for the benefit of or otherwise assist any such other corporation, limited liability company or undertaking or any other and further company whatsoever, upon such terms, subject to such conditions as the directors may think fit;

To enter into partnership or any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, to lend money to, guarantee the obligation of, or otherwise assist any such person, firm or corporation, and to take or otherwise acquire shares and securities of any company, and to sell, hold with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To remunerate any person whether by the issue of fully paid non assessable shares or by the granting of a commission for the services rendered to the company in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in

cune des actions du capital de la compagnie ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou concernant la formation ou la promotion de la compagnie ou la conduite de son commerce;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie ou l'un quelconque desdits objets, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Faire enregistrer et reconnaitre la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

Emettre et répartir comme totalement acquittées des actions de la compagnie par les présentes incorporée, en paiement ou partie de paiement de toute affaire, franchise, entreprise, propriété, droits, pouvoirs, privilèges, bail, licence, contrat, immeuble, valeurs, bons, débentures et autre propriété ou droits qu'elle peut légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par les présentes et avec l'approbation des actionnaires pour services rendus;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et de l'entreprise de la compagnie comme industrie en exploitation ou autrement, pour telle considération que la compagnie croira convenable et en particulier pour les actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, comme dividendes déclarés légalement à même les bénéfices nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions obligations, débentures ou valeurs de toutes autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont cette compagnie aura le pouvoir de disposer;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures, ou d'autres valeurs, lettres de change, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie et garantir l'exécution de contrats par telle personne, firme ou compagnie ou par toute autre personne ou personnes avec lesquelles la compagnie serait en affaires;

Faire toutes ou aucune des choses susdites qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Alvyn & Joyce Co.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2183 Sous-secrétaire de la Province.

---

the company's capital or any bonds, debentures, or other securities of the company or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To draw, make, accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercice and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company, and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To issue and allot, as fully paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment of any business, franchises, undertaking, property, rights, powers, privileges, lease, licenses, contract, real estate stocks, bonds and debentures or other property or rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers herein granted, and with the approval of the shareholders of any services rendered to it;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the company as a going concern or otherwise, for such consideration as the company may deem fit and in particular for shares, bonds, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of this conpany;

To distribute among the shareholders of the company, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities, bills of exchange or otherwise any other person, firm or company, and to guarantee the performance of contracts by any such persons, firm or company or by any other person or persons with whom the company may have business relations;

To do all or any of the above things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Alvyn & Joyce Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2184-o Assistant Provincial Secretary.

"Bassel's, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1933, constituant en corporation: Arthur Kishner, William Roberts, tous comptables publics certifiés, et Hyman S. Freedman, comptable agréé, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exploiter le commerce, en détail ou en gros, ou les deux ensemble sous toute forme que ce soit, dans toute ligne qui peut faire généralement et être l'objet d'un commerce; exercer ou exploiter toute industrie, commerce, manufacture, établissement financier ou commercial, corporation, occupation, art, négoce ou moyens de profits ou d'existence quelconques, que la compagnie jugera nécessaire ou croira convenable d'exercer ou d'exploiter;

Etablir et exploiter des chaînes de magasins dans le but de vendre et de faire le commerce général d'effets, articles et marchandises de toutes sortes. Exploiter le négoce d'importateurs et exportateurs. Faire le commerce d'immeubles, la construction, le développement, la location, réparation, l'administration ou le contrôle de toutes constructions ou édifices d'aucune sorte quelconque;

Faire société ou conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir et détenir des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier, ou des actions ou valeurs de toute compagnie exploitant ou exerçant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter tout commerce ou transaction que cette compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou toute affaire ou transaction susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Exploiter toute autre industrie ou entreprise que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exploitée en rapport avec toute partie des intérêts de la compagnie;

Promouvoir toute compagnie, ou compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou toute partie des propriétés et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleraient favoriser la compagnie, directement ou indirectement;

Se fusionner, s'unir ou se joindre avec toute personne, firme, association ou corporation exploitant tout commerce similaire ou allié, et acquérir la clientèle, le commerce, les droits, propriétés et biens, et assumer ou se charger de la totalité ou de toute partie des responsabilités de toute personne, firme, association ou corporation exploitant tout commerce similaire ou allié, et le payer en argent, actions ou obligations pour la compagnie ou autrement;

Souscrire, garantir, acheter, acquérir, détenir, posséder, vendre, céder, transférer, ou autrement faire le commerce et disposer de toutes actions, bons, débentures, billets, ou autres valeurs, obligations, contrats, titres de créance de toute compagnie ou corporation, et prendre, détenir et se prévaloir de toute garantie collatérale de toute nature pour l'exécution des obligations contenues dans les présentes, et émettre en échange d'icelles ses propres actions, bons, et autres obligations et aider et subventionner de toute manière, au moyen de prêts, avances, garanties ou autrement,

"Bassel's, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1933, incorporating: Arthur Kishner, William Roberts, both certified public accountants, and Hyman S. Freedman, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on any business, retail or wholesale or both together, under any form whatever, in anything which may generally form and be the object of any business; to exercise or exploit any industry, business, manufacture, financial or commercial establishment, corporation, occupation, art, trade or means of profit or existence whatever, which the Company may deem fit and think advisable to exercise or exploit;

To conduct the business of establishing and operating chain stores for the purpose and sales of and the general dealing in goods, wares and merchandise of all kinds. To carry on the trade of importers and exporters. To carry on the business of real estate, buildings, development, leasing, repairing, management or control of any buildings and edifice of any kind whatsoever;

To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company and to take and otherwise acquire and hold shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same, or shares, or securities of any company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this Company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To carry on any other business or undertaking which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with any portion of the Company's interests;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To amalgamate, unite or join with any person, firm, association or corporation carrying on any similar or allied business and to acquire the goodwill, business rights, property and assets, and to assume or undertake the whole or any part of the liabilities of any person, firm, association or corporation carrying on any similar business, or allied business, and to pay for the same in cash, stock or bonds for the Company or otherwise;

To subscribe for, underwrite, purchase, acquire, hold, own, sell, assign, transfer, or otherwise deal in and dispose of any shares, bonds, debentures, notes, or other securities, obligations, contracts and evidences of indebtedness of any company or corporation, and to take, hold and avail itself of any security or collateral of any nature for the performance of obligations contained therein, and to issue in exchange therefor, its own stock, bonds, and other obligation to aid and assist in any manner by loans, advances, guarantees or otherwise any person, firm, corporation or

toute personne, firme, corporation ou association avec lesquelles la compagnie est intéressée comme créditrice, actionnaire, ou autrement;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, lettres de crédit, mandats et autres effets et garanties négociables ou mercantiles;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de toute licence, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis et de telle manière qui sera, de temps à autre, déterminée;

Faire toutes ou aucune des choses précitées comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets de la compagnie, sous le nom de "Bassel's, Incorporated", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2185 Sous-secrétaire de la Province.

"Canadian Girls' First Aid and Life Saving Corps, Inc.".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1933, constituant en corporation sans capital-actions: Francis-George Bush, gérant, William -Patrick Creagh, commis en loi, et John-Lawrence McCrory, secrétaire, tous des cité et district de Montréal, en la province de Québec, dans les buts suivants:

Etablir, tenir et conduire une ou des écoles, gymnase ou gymnases, où des personnes peuvent obtenir un entraînement physique et de l'instruction pour ce qui regarde toutes les branches de premiers soins, sauvetage, natation, récréation, gymnastique et autres genres d'exercices et délassement;

Accorder ou attr buer des certificats appropriés et/ou des diplômes aux personnes qui auront suivi les cours donnés par la Corporation;

Poursuivre dans toutes ses branches les activités d'un club de santé et d'un gymnase;

Fournir, établir, diriger et gérer un ou plusieurs gymnases et en général faire tout ce qui est nécessaire pour le maintien, la mise en opération et l'exploitation de gymnases;

Construire, établir, diriger, administrer et mettre en opération un ou plusieurs locaux où se pratiquent des examens médicaux, des traitements par massage, rayons ultra violets et des bains de soleil et où l'on trouve des commodités pour la pratique de la gymnastique, les exercices physiques, moyens de récréation et la culture de l'esprit et le délassement du corps;

association in which this Company is interested as creditor, shareholder, or otherwise;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, letters of credit, warrants, and other negotiable or mercantile instruments and guarantees;

To apply for, secure, acquire, by assignment, transfer, purchase or otherwise and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required and in such manner as may from time to time be determined;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conductive to the attainment of the objects of the Company, under the name of "Bassel's, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2186—o Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Girls' First Aid and Life Saving Corps, Inc.".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of March, 1933, to incorporate as a corporation without share capital: Francis George Bush, manager, William Patrick Creagh, Law clerk, and John Lawrence McCrory, secretary, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To establish, carry on and conduct a school or schools, gymnasium or gymnasia, where persons may obtain physical education and instruction in all branches of first-aid, life-saving, swimming, recreation, gymnastics and other forms of exercise and relaxation;

To grant or issue appropriate certificates and/or diplomas to persons who shall have taken classes conducted by the corporation;

To carry on the business of a health club and gymnasium in all its branches;

To contribute, establish, direct and manage one or several gymnasia and generally to do everything necessary for the maintenance, operation and exploitation of gymnasia;

To construct, establish, direct, manage and operate one or more places where medical examinations may be made, massage treatments, ultra-violet and sun baths given and where facilities for gymnastics, exercises, means of recreation and instruction of the mind and relaxation of the body may be procured;

Organiser, établir, diriger, gérer, et mettre en opération des clubs, associations, corps et autres groupes pour aucune des fins de la Corporation;

Faire la diffusion, par des campagnes dans la presse ou autrement, au moyen d'annonces, brochures et tous autres moyens d'annonce, la science qui conserve la santé et le bon état par les soins appropriés à la culture de l'esprit et du corps;

Favoriser et tenir et donner des cours, des conférences, tenir des expositions, assemblées publiques et classes qui sembleront devoir favoriser directement ou indirectement la culture physique et conduire à la réalisation des objets de la Corporation;

Entrer en pourparlers avec, s'unir à et conclure des arrangements avec et aider en aucune manière que ce soit toute école, collège ou université aux fins de propager la connaissance de la culture physique;

Faire la perception et recevoir des souscriptions, donations, legs, dons testamentaires et autres contributions ou dons pour les objets de la Corporation et placer les deniers de la Corporation comme il sera jugé à propos et dans des valeurs qui sembleraient convenir et vendre, offrir et changer telles valeurs ou placements;

Entrer en pourparlers et conclure des arrangements avec toute corporation, provinciale, municipale ou autre qui peuvent conduire à la réalisation des objets de la Corporation ou aucun d'entre eux;

Acquérir, recevoir, détenir et avoir la jouissance de biens mobiliers et immobiliers de quelques sortes que ce soit, soit par donation, achat, legs, testament, location ou autrement, et céder, transporter, nantir et/ou hypothéquer tels biens comme garantie du paiement de prêts ou pour d'autres fins;

Vendre, aliéner, améliorer, administrer, développer, échanger, donner ou prendre à bail, disposer de ou autrement négocier la totalité ou aucune partie des biens et droits de la Corporation;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la Corporation et sur ses biens par voie d'hypothèque, obligations, débentures, ou autrement et nantir ses biens meubles et hypothéquer, affecter de mortgage ou nantir ses biens immeubles comme garantie de tels prêts à tels termes et conditions qui pourront être convenus avec le prêteur;

Adopter et décréter tels règlements, règles et réglementations non incompatibles avec les lois d'ordre public de la province de Québec qui peuvent être requis pour la bonne gouverne, l'administration et la conduite en général des affaires et de tout ce qui concerne la Corporation et de ses membres, et pour l'admission, discipline, suspension et expulsion de ses membres, pourvu toutefois qu'il sera loisible à la Corporation de temps à autre d'amender, modifier, abroger et changer en tout ou en partie tels règlements, règles et réglementations comme la Corporation le jugera à propos;

Louer, vendre ou autrement disposer de la totalité ou de partie des entreprises et biens de la dite Corporation à toute autre personne, firme, compagnie ou corporation pour telle considération et à tels termes et conditions qui seront jugés convenables;

Faire toutes choses qui sont requises et incidentes à la réalisation des objets de la Corporation ou aucun d'entre eux et généralement à la promotion et l'avancement en général de la dite Corporation, sous le nom de "Canadian Girls' First Aid and Life Saving Corps, Inc.".

To organize, establish, direct, manage, and operate clubs, associations, corps and other groups for any of the purposes of the corporation;

To diffuse by campaigns in the press or otherwise, advertisements, pamphlets and all other advertising means, the science of health and fitness through the proper care of the mind and body;

To provide for the encouragement and delivery of and to hold lectures, exhibitions, public meetings, classes and conferences calculated directly or indirectly to advance the cause of physical education and the purposes of the corporation;

To make representation to, unite with and enter into arrangements with and to assist in any manner whatsoever any school, college or university for the purpose of extending the cause of physical education;

To collect and receive subscriptions, donations, legacies, bequests and other contributions or benefits for the purposes of the corporation and to invest any moneys of the corporation in such manner and in such securities as may be deemed expedient and to sell, offer and transpose such securities or investments;

To make representation to and enter into arrangements with any corporation, provincial, municipal or otherwise that may seem conducive for the purposes of the corporation or any of them;

To acquire, receive, hold and enjoy moveable and immoveable property of all kinds whatsoever, whether by gift, purchase, devise, will, lease or otherwise, and to cede, transfer, pledge and/or hypothecate such property as security for loans or other purposes;

To sell, alienate, improve, manage, develop, exchange, let, lease, dispose of or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the corporation;

To borrow money on the credit of the corporation and its assets by way of mortgage, bonds, debentures or otherwise and to pledge its moveable property and hypothecate, mortgage or pledge its immoveable property as security therefor upon such terms and conditions as may be arranged with the lender;

To adopt and enact such by-laws, rules and regulations not inconsistent with the laws of public order of the Province of Quebec as may be requisite for the management, administration and conduct generally of the affairs and concerns of the corporation and its members and for the admission, discipline, suspension and expulsion of its members, provided always that the corporation may from time to time amend, alter, repeal and change in whole or in part such by-laws, rules and regulations as the corporation may see fit;

To lease, sell or otherwise dispose of in whole or in part the undertaking and assets of the said corporation to any other person, firm, company or corporation for such consideration and upon such terms and conditions as may be deemed expedient;

To do all things necessary or incidental to the objects of the corporation or any of them and generally for the promotion and advancement of the affairs of the said corporation, under the name of "Canadian Girls' Frist Aid and Life Saving Corps, Inc.".

Le montant auquel est limité le revenu annuel provenant des biens immeubles et qu'elle peut posséder est de $25,000.00.

Les membres de la Corporation n'encourront aucune responsabilité personnelle en ce qui se rapporte aux dettes ou obligations de la Corporation.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Mont-Royal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2187 Sous-secrétaire de la Province.

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may possess is to be limited is $25,000.00.

The members of the corporation shall not be personally responsible for the debts or obligations of the corporation.

The head office of the company will be at the town of Mount Royal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-first day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2188—o Assistant Provincial Secretary.

"Central Jobbing Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Harry Baraboff, Harry Weiss, tous deux marchands, et Dame Fannie Weiss, marchande publique, épouse séparée de biens de Joseph Cohen, par ordre de la Cour, et le dit Joseph Cohen pour autoriser et aider son épouse aux fins des présentes, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, manufacturer, importer, exporter, négocier et faire le commerce de toutes sortes de jouets, nouveautés, bijouteries, porcelaine, verrerie, cristal, appliques électriques, diamants et articles faits d'or et d'argent, ou composés d'or, argent et tout autre alliage, et généralement négocier et faire le commerce de tous articles se rapportant aux jouets, nouveautés et bijouteries, en aucune manière directement ou indirectement avec les commerce et fabrication ci-dessus mentionnés;

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands en gros et en détail et négociants de toutes sortes de jouets, nouveautés, bijouteries, porcelaine, verrerie, cristal, appliques électriques, diamants ainsi que de toutes leurs branches;

Acheter, louer ou autrement acquérir des propriétés mobilières ou immobilières, réelles ou personnelles, de toute espèce et nature quelconque, qui peuvent être jugées convenables pour les fins de la compagnie et les gager, les nantir, les hypothéquer, les vendre ou autrement les aliéner;

Acquérir par achat, bail ou autrement, la totalité ou toute partie de l'entreprise, du commerce, des propriétés, biens ou responsabilités de toute personne, société ou compagnie exerçant un commerce similaire à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, et acquérir des produits et marchandises, et les payer en tout ou en partie en deniers ou en actions ou autres valeurs de la compagnie, totalement ou partiellement libérées;

Acheter, acquérir, détenir et posséder le capital-actions, les obligations, ou autres valeurs de toute autre compagnie, corporation, ou individu exploitant ou exerçant tout commerce que cette compagnie est préparée à exploiter ou exercer, et acquérir, détenir, gager, ou autrement aliéner ces actions, obligations ou autres valeurs;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou per-

"Central Jobbing Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1933, incorporating: Harry Baraboff, Harry Weiss, both merchants, and Dame Fannie Weiss, *marchande publique*, wife separate as to property of Joseph Cohen, by judgment, and the said Joseph Cohen to authorize and assist his wife to these presents, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, manufacture, import, export, trade and deal in all kinds of toys, novelties, jewellery, china-ware, glass-ware, crystal, electric fixtures, diamonds, and articles mde of gold or silver, or gold, silver, and any other alloy combined, and to generally deal in, and deal with all articles connected with toys, novelties, and jewellery, in any way directly or indirectly with the above mentioned trade and manufacturing;

To carry on trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in all kinds of toys, novelties, jewellery, china-ware, glass-ware, crystal, electric fixtures, diamonds, and all branches thereof;

To purchase, lease or otherwise acquire moveable or immoveable, real or personal property of any kind and nature whatsoever, that may be deemed suitable for the purpose of the Company, and to pledge, mortgage, hypothecate, sell or otherwise alienate the same;

To acquire by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the undertaking, business, property, assets or liabilities of any person, partnership or company carrying on business similar to that which this Company is authorized to carry on, and to acquire materials and stock, and to pay for the same in whole or in part by cash or shares or other securities of the Company, wholly or partly paid up;

To purchase, acquire, hold and own the capital stock, bonds or other securities of any other company, corporation or individual carrying on or engaged in any business which this Company is prepared to carry on or engage in, and to acquire, hold, pledge, or otherwise dispose of such shares, bonds, or other securities;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, *brevets d'inventions*, license, concessions and the like, conferring any exclusive, non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may be calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercice, develop, or grant licenses in respect thereof, or otherwise turn to

mettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant une industrie, transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute autre compagnie, et les vendre, les détenir ou les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des propriétés, droits ou entreprises de la compagnie pour telle considération qui sera convenue, et particulièrement pour des actions, débentures, ou valeurs de toute autre compagnie, dont les produits sont similaires aux produits de la compagnie;

Rémunérer, avec l'approbation des actionnaires, toute personne ou compagnie pour services rendus, ou à être rendus en disposant ou aidant à disposer ou en garantissant la disposition de tout nombre d'actions ou autres valeurs de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets, lettres de crédit, lettres de change, traites, chèques, débentures, et tous autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs, et exploiter toute industrie connexe à l'exercice des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Central Jobbing Compagny", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2189 Sous-secrétaire de la Province.

"Chief Designer Shop, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de mars 1933, constituant en corporation: Gilbert-Thomas Lafleur, avocat, Paul-Galt Michaud, étudiant en loi, et Allen Eddisford, commis, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer aucun ou tous les commerces de vente et de fabrication d'habillements et vêtements de toutes sortes;

Exercer le commerce de tailleurs, chapeliers, pelletiers, gantiers et merciers;

Manufacturer, importer et exporter, et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission de toutes sortes d'effets, articles, marchandises et matériels manufacturés;

Exercer aucune autre industrie, soit manufacturière ou autrement, que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son commerce, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur d'aucun des biens, droits et produits de la compagnie, ou de les rendre profitables;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des marques de fabriques, marques de commerce, account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in any business, transaction which this company is authorized to carry on or trade in, or any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without security, or otherwise deal with the same;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of in whole or in part the property, rights or undertakings of the Company for such consideration as may be agreed upon, and particularly for shares, debentures, or securities of any other company, having products similar to the products of this Company;

To remunerate with the sanction of the shareholders, any person or company for services rendered, or to be rendered in disposing of or helping to dispose of or guaranteeing the disposal of any number of shares or other values of the Company or the conduct of its affairs;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue notes, letters of credit, bills of exchange, drafts, cheques, debentures, and all other negotiable or transferable instruments;

To do all things, exercise all the powers, and carry on any business incidental to the carrying on the objects wherefore the Company is incorporated, under the name of "Central Jobbing Company", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2190–o Assistant Provincial Secretary.

"Chief Designer Shop, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1933, incorporating: Gilbert Thomas Lafleur, advocate, Paul Galt Michaud, student-at-law, and Allen Eddisford, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on any of all or the businesses of selling and manufacturing clothing and wearing apparel of all kinds;

To carry on the business of tailors, hatters, furriers, glovers and haberdashers;

To manufacture, import and export, and to act as manufacturers' agents or commission agents on all kinds of manufactured goods, wares, merchandise and materials;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses,

patentes, licences, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif limité ou illimité à l'usage d'aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, formule, recette ou procédé qui sembleront propres à servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition peut paraître susceptible directement ou indirectement de profiter à la présente compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir aucune propriété mobilière ou immobilière, aucuns droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou avantageux aux fins de son industrie et spécialement des machines, du matériel, le fonds de commerce;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie, et émettre des actions acquittées, obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

Promouvoir et devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera susceptible directement ou indirectement de profiter à la compagnie, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, parts, obligations, débentures et autres titres, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

Souscrire, prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou des titres de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et les vendre ou autrement en disposer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne ou compagnie

concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to issue paid up shares or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To subscribe for, take up or otherwise acquire and hold shares or stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to sell or otherwise dispose of the same;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercice, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies for

pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de chacune des parts dans le capital de la compagnie, ou toutes débentures, actions hypothécaires ou toutes autres garanties de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie dans des titres, obligations ou autres valeurs ou de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre, échanger la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour des actions, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital, ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions hypothécaires, ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, par fiduciaires, agents ou autres, et soit seuls soit conjointement avec d'autres, sous le nom de "Chief Designer Shop, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2191 Sous-secrétaire de la Province.

services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the company or any debentures, debentyre stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To raise, and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company, or corporation;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in stock, bonds or other securities or in such manner as from time to time may be determined;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of the company;

To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company to pay the same;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and, to do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and by or through trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "Chief Designer Shop, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2192-o Assistant Provincial Secretary.

"Classy Dress, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Harold Neumann et Jacob-S. Rotgaus, tous deux avocats, et Solly Crystal, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

"Classy Dress, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1933, incorporating: Harold Neumann and Jacob S. Rotgaus, both advocates, and Solly Crystal, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer des robes de toutes sortes pour femmes et enfants;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier la laine, les tissus de coton, lainages, soieries, toiles, et vêtements de tous genres; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toutes descriptions, et acquérir, acheter, détenir, vendre et autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

Exercer toutes autres entreprises, (manufacturières ou autres), qui peuvent sembler à la compagnie susceptibles d'être exercées convenablement en relation avec son entreprise, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis, y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie,

To carry on the business of manufacturing ladies' and children's dresses of all kinds;

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any frights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other

pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Classy Dress, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2193 Sous-secrétaire de la Province.

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Classy Dress, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2194–o Assistant Provincial Secretary.

"Crescent Finance Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de mars 1933, constituant en corporation: Henry Weinfield, avocat et Conseil en Loi du Roi, de la cité de Westmount, Samuel David Rudenko, avocat, de la cité d'Outremont, et Charles Gavsie, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles et agents financiers, et agir comme agents aux fins d'acheter, vendre, louer, gérer, administrer des biens immobiliers et charger une commission pour ses services;

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir, exporter, importer, détenir, posséder à titre de propriétaire, hypothéquer, vendre, céder et transférer, placer, négocier, disposer de et faire le commerce d'effets, articles et marchandises et biens de toute classe et description;

Exercer le négoce et le commerce d'entrepreneurs et constructeurs en général et tout autre commerce y relatif;

Acheter, louer ou autrement acquérir et posséder à titre de propriétaire des immeubles; vendre, hypothéquer, louer, transporter, échanger, disposer ou autrement faire le commerce des dits immeubles, ou toute partie d'iceux, et développer, améliorer et diviser telle propriété en lots à bâtir, rues, ruelles, places ou autrement; cultiver tous tels immeubles, et vendre ou disposer de leurs produits;

Acheter, vendre, négocier et échanger aucune et toutes sortes de matériaux requis pour la construction d'édifices de tous genres et description;

Agir comme agents ou procureurs pour l'administration des immeubles, la vente de propriétés, le placement, la manutention, prêt, paiement, transmission et perception de deniers, rentes, intérêts, dividendes, hypothèques, obligations, débentures et autres valeurs et les entreprises d'investigations, évaluations, ventes, échanges, baux, subdivisions et choses semblables;

Construire, bâtir, réparer, modifier et aménager des édifices et autres structures et faire le commerce d'accessoires de construction;

Obtenir, acheter ou autrement acquérir, et détenir, être propriétaire de, utiliser, vendre, céder ou autrement disposer de, concéder des permis en ce qui les concerne ou autrement exploiter et faire valoir aucune ou toutes inventions ou améliorations et toutes lettres patentes ou demandes pour icelles, et adopter, utiliser, être propritaire de, acheter ou autrement acquérir et vendre, céder ou autrement disposer d'aucune et toutes marques de commerce, noms de commerce et droits de marques de commerce et enregistrements et demandes d'enregis-

"Crescent Finance Corporation".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of March, 1933, incorporating: Henry Weinfield, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Samuel David Rudenko, advocate, of the city of Outremont, and Charles Gavsie, advocate of the City of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate and financial agents, and act as agents for the purpose of buying, selling, leasing, managing, administering immoveable property and charge commission for its services;

To manufacture, purchase, or otherwise acquire, export, import, hold, own, mortgage, sell, assign and transfer, invest, trade, deal in and deal with goods, wares and merchandise, and property of every class and description;

To carry on the trade and business of contractors and builders in general and any other business incidental thereto;

To purchase, lease, or otherwise acquire and to own real estate; to sell, hypothecate, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate, or any portion thereof, and to develop, improve, and lay out such property in building lots, streets, lanes, squares, or otherwise; to farm any such real estate, and to sell or dispose of the products thereof;

To buy, sell, deal in and exchange each and every kind of material required in the construction of buildings of every kind and description;

To act as agents or attorneys for the management of estate, the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of moneys, rents, interests, dividends, mortgages, bonds, debentures and other securities and the undertakings of investigations, valuations, sales, exchanges, leases, subdivisions and the like;

To construct, build, repair, alter and equip buildings and other structures and to deal in any building requisites;

To obtain, purchase, or otherwise acquire, and to hold, own, use, sell, assign or otherwise dispose of, to grant licenses in respect of, or otherwise exploit and turn to account any and all inventions and improvements and any letters patent or applications therefor; and to adopt, use, own, purchase, or otherwise acquire, and to sell, assign or otherwise dispose of, any and all trade marks, trade names, and trade marks rights and registrations or applications for registration therefor, and when purchasing, acquiring or otherwise obtaining any such trade marks, trade names or

trement d'iceux et lors de l'achat, acquisition ou autrement l'obtention de telles marques de commerce, noms de commerce ou droits de marques de commerce, assumer et acquérir l'achalandage, l'actif et le commerce en rapport avec lesquels les dites marques de commerce, noms de commerce ou droits de marques de commerce sont ou ont été utilisés; aussi aucun et tous droits d'auteur, procédés, formules, secrets commerciaux, et dispositifs de toutes sortes, et les utiliser, les exercer et les développer;

Acheter et acquérir la clientèle, propriété, droits, privilèges et franchises ou aucun intérêt en iceux ou aucune partie d'iceux, et assumer tout ou aucune partie de l'actif ou du passif d'aucune personne, firme, association ou corporation exploitant un commerce d'une nature prévue dans les présentes et les payer en argent, actions ou obligations de cette corporation ou autrement;

Emettre des actions, débentures ou obligations de la corporation et au gré de la corporation les garantir au moyen de mortgages, nantissements, acte de fiducie ou autrement;

Acheter, acquérir, détenir, disposer des mortgages, nantissements ou autrement faire valoir les actions, obligations, débentures et autres titres de créances et autres valeurs de toute autre corporation, domestique ou étrangère, et émettre en échange pour iceux ses actions, titres ou autres obligations et, pendant le temps qu'elle en aura la détention, posséder et exercer en ce qui les concerne tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires individuels ou porteurs de telles actions, y compris le droit de voter sur icelles;

Se fusionner, s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, ou les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dits fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires) ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire, ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie,

trade marks rights, to take over and acquire the good-will, assets and business in connection with which said trade marks, trade names or trade marks rights are or have been used; also any and all copyrights, processes, formulas, trade secrets and devices of all kinds, and to use, exercise and develop the same;

To purchase and acquire the good-will, property, rights, privileges and franchises, or any interest therein or any part thereof, and to take over the whole or any part of the assets and liabilities of any person, firm, association or corporation engaged in business of a kind herein provided for and to pay for the same in cash, stocks or bonds of this corporation or otherwise;

To issue bonds, debentures, or obligations of the corporation, and at the option of the corporation to secure the same by mortgage, pledge, deed of trust, or otherwise;

To purchase, acquire, hold and dispose of, mortgage, pledge or otherwise turn to account, the stocks, bonds, debentures and other evidences of indebtedness and other securities of any other corporation, domestic or foreign, and issue in exchange, therefor its stock, bonds, or other obligations, and while the holder thereof, possess and exercise in respect thereof, all the rights, powers and privileges of individual owners or holders of such stock, including the right to vote thereon;

To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, (or its predecessors in business) or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe, or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any

ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Prendre, acquérir et détenir toute garantie de toute nature quelconque, réelle ou personnelle, pour dettes, responsabilités ou obligations envers la compagnie, encourues ou qui seront encourues en rapport avec les objets et fins de cette compagnie;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada ou dans tout pays étranger et y désigner des personnes, en conformité des lois de ce dit pays étranger, pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou en aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Emettre et répartir des actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés réelles ou personnelles achetées ou autrement acquises par la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous revenus provenant de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie, et particulièrement toutes actions, obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie ou de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie, ou dont cette compagnie peut avoir le pouvoir de disposer;

Établir des agences et succursales;

Placer et disposer des deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis dans telles valeurs, et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut, en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Emprunter aucune et toutes sommes qui seront requises en rapport avec une ou plusieurs des opérations exercées par la compagnie;

other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To take, acquire and hold any guarantee of whatsoever nature, real or personal, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in connection with objects and purposes of this company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any other Province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country, to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To issue and allot fully paid-up shares of the capital stock of the company in payment or part payment of any real or personal property purchased or otherwise acquired by the company;

To distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or otherse curities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such securities, and in such manner as may from time to time be determined;

To adopt such means of making known the product of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To borrow any and all sums that may be required in connection with one or more operations carried on by the company;

Hypothéquer, grever, nantir, donner en gage, ou autrement donner comme garantie tous ou aucun des biens de la compagnie de toute nature, espèce et description quelconques;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Payer à même les fonds de la compagnie, toutes ou aucune partie des dépenses de la compagnie, ou dépenses incidentes à sa promotion ou à son organisation;

Dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrats ou transactions ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt eixste soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction;

Chacune des clauses susdites sera interprétée comme fins, objets et pouvoirs, et les objets exprimés dans chaque clause ne seront, excepté tel qu'autrement expressément prévu, en aucune manière limités par induction ou par déduction dess termes de toute autre clause, mais seront regardés comme fins, objets et pouvoirs indépendants et l'énumération des fins, objets et pouvoirs spécifiques ne sera pas interprétée pour limiter ou restreindre en aucune manière la signification des termes généraux ou les pouvoirs généraux de la Corporation actuellement ou dans la suite conférés par les lois de la Province de Québec, et l'expression d'une chose n'est pas censée exclure une autre, quoiqu'elle soit de même nature, non exprimée;

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt;

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions, sous le nom de "Crescent Finance Corporation", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2195 Sous-secrétaire de la Province.

To hypothecate, charge, mortgage, pledge or otherwise give as security any or all of the assets of the Company of whatsoever nature, kind and description;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of, or incidental to the promotion or organization thereof;

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stock-holders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors acting upon or in reference to such contract or transaction;

The foregoing clauses are each to be construed as purposes, objects and powers, and the matters expressed in each clause shall, except as otherwise expressly provided, be in no wise limited by reference to or inference from terms of any other clause, but are to be regarded as independent purposes, objects and powers and the enumeration of specific purposes, objects and powers are not to be construed to limit or restrict in any manner the meaning of general terms or the general powers of the corporation now or hereafter conferred by the laws of the Province of Quebec, nor is the expression of one thing to be deemed to exclusde another, although it be of like nature, not expressed;

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Crescent Finance Corporation", with a total capital stock of forty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2196–o Assistant Provincial Secretary.

"Duroc, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de mars 1933, constituant en corporation: S.-Léon Meldensohn, Harold S. Freeman, avocats, A. Hyman Mettarlin, notaire public, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs de planchers, soit comme mandant ou agent, y compris le polissage, le grattage, le posage, le revêtement, la préparation, l'achevèvement, le sablage, le cirage et le huilage des planchers, et manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de tous matériaux nécessaires à iceux;

"Duroc, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of March, 1933, incorporating: S. Leon Meldensohn, Harold S. Freeman, advocates, A. Hyman Mettarlin, notary public, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of floor contractors, either as principal or agent, including polishing, scraping, laying, resurfacing, preparing, finishing, sandling, waxing and oiling floors, and to manufacture, buy, sell, import, export, and deal in all materials necessary therefor;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce de toutes fournitures pour planchers, y compris le bois, bois de charpente, liège, caoutchouc, linoleum, béton, fibre, compositions, cires, huiles, vernis, polis, et aucun et tous articles utilisés en rapport avec les planchers ou leurs accessoires;

Faire les opérations d'entrepreneurs généraux pour l'érection, la construction, l'aménagement et la démolition de constructions et édifices publics et privés;

Acheter, ou autrement acquérir, manufacturer, mettre sur le marché, préparer pour le marché, vendre, négocier et faire le commerce, importer et exporter tous matériaux qui sont requis ou qui peuvent entrer dans la construction et l'aménagement d'édifices;

Employer des agents, voyageurs et marchands à commission pour prendre des commandes et vendre les marchandises de la compagnie;

Ouvrir et exploiter des succursales, manufactures, entrepôts, magasins et agences privées;

Représenter d'autres manufacturiers, distributeurs, exportateurs et importateurs pour toutes ou aucune des marchandises susdites, ou toutes autres marchandises à base de commission ou autrement;

Conclure tout arrangement pour le partage des profits, l'union des intérêts, ou tout risque conjoint similaire avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que cette compagnie croira convenable;

Souscrire, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute compagnie ayant des objets semblables ou en partie semblables à ceux de la susdite compagnie, et les détenir, vendre ou autrement en disposer;

Exercer toute autre industrie, soit comme fabricants, négociants, marchands ou autrement, qui semblera convenable à la compagnie ou de nature à être exercée;

Acquérir, assumer tout ou aucune partie du commerce, propriété et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant aucun commerce que cette présente compagnie exerce ou peut exercer et les payer entièrement ou partiellement avec les actions acquittées de la présente compagnie;

Acheter, vendre, louer, arrenter, échanger, acquérir ou disposer d'aucune manière toute propriété immobilière que la présente compagnie considèrera nécessaire ou utile pour exercer son commerce;

Faire tous autres actes que la compagnie jugera nécessaires ou convenables aux objets susdits ou susceptibles de les rendre profitables, sous le nom de "Duroc, Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2197 Sous-secrétaire de la Province.

To manufacture, buy, sell, import, export and deal in all supplies for floors, including wood, timber, cork, rubber, linoleum, concrete, fibre, compositions, waxes, oils, varnishes and any and all articles used in connection with floors or accessories;

To carry on the business of general contractors for the erection, construction, equipment and demolition of public and private works and buildings;

To buy, or otherwise acquire, manufacture, market, prepare for market, sell, deal in and deal with, import and export all materials that are required for or enter in the construction and equipment of buildings;

To employ agents, travellers and commission merchants to take orders and to sell the company's merchandise;

To open and operate branches, manufactories, warehouses, stores and private agencies;

To represent other manufacturers, distributors, exporters and importers for all or any of the above merchandise or any other merchandise on commission basis or otherwise;

To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests or any similar joint venture with any person, persons, firm or company which this company may think fit;

To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company and to hold, sell or otherwise dispose of same;

To carry on any other business, whether as manufacturers, jobbers, dealers or otherwise, which may seem to the Company convenient or capable of being carried on;

To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carries on or may carry on and to pay for the same wholly or in part with paid up shares of the present company;

To buy, sell, lease, rent, exchange, acquire or dispose of in any way any immoveable property which the present company may consider necessary or useful to carry on its business;

To do any other acts which the company may deem necessary or incidental to the foregoing objects or calculated to render them profitable, under the name of "Duroc, Ltd.", with a total capital of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2198-o Assistant Provincial Secretary.

"Fleming-Thompson Gold Mines, Limited— (Sans responsabilité personnelle)".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour de mars 1933, constituant en corporation: Wilbur-Ralph Salter, Herbert-Gordon Stapells, et William-Skelcher Sewell, tous

"Fleming-Thompson Gold Mines, Limited— (No Personal Liability)".

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of March, 1933, incorporating: Wilbur Ralph Salter, Herbert Gordon Stapells, and William Skelcher Sewell, all three Solicitors, of the city of

trois avocats, de la cité de Toronto, province d'Ontario, dans les buts suivants:

(1) Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Compagnies Minières de Québec (chap. 80), de la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

(8) Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

(9) Acquérir l'actif, les entreprises, les propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes ou compagnies exploitant toute entreprise ou industrie qu'elle peut elle-même exploiter, en vertu de cette Loi, et les payer, totalement ou partiellement, si telles personnes ou compagnies y consentent, en actions entièrement acquittées, et se charger des dettes et charges y afférentes;

(10) Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation; sous le nom de "Fleming-Thompson Gold Mines, Limited—(Sans responsabilité personnelle)", avec un capital total de cent cinquante mille dollars ($150,000.00), divisé en quinze cents (1500) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Rouyn, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2199 Sous-secrétaire de la Province.

Toronto, in the Province of Ontario, for the following purposes:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit, upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (chap. 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such other acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated, under the name of "Fleming-Thompson Gold Mines, Limited—(No Personal Liability)", with a total capital stock of one hundred and fifty thousand dollars ($150,000.00), divided into fifteen hundred (1500) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the town of Rouyn, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-third day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2200—o Assistant Provincial Secretary.

"George H. Brown, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1933, constituant en corporation: George Hay Brown, marchand, de la cité de Westmount, George Lionel Brown, vendeur, et Joseph-Eugène Poirier, comptable, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

"George H. Brown, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1933, incorporating: George Hay Brown, merchant, of the city of Westmount, George Lionel Brown, salesman, and Joseph Eugène Poirier, accountant, both of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de négociants et producteurs de produits laitiers, agricoles et maraîchers de toutes sortes, et en particulier du lait, de la crème, du beurre, du fromage, de la volaille et des œufs, fruits et légumes; et exercer le commerce de laitiers, fermiers, meuniers et maraichers; et comme manufacturiers de toutes sortes de lait condensé, confitures, marinades, cidres et conserves de toutes sortes; et acquérir par achat, location, échange, concession ou autrement, des lopins de terre urbains, fermes, terrains miniers ou fruitiers, emplacements de ville, terres à pâturage, terres à bois et toutes sortes d'héritages et de propriétés immobilières ou de tous intérêts ou droits y afférents, légaux ou équitables ou d'autre nature quelconque; prendre, bâtir, détenir, posséder à titre de propriétaire, maintenir, travailler, développer, vendre, louer, échanger, améliorer et autrement troquer et aliéner tels lopins, terres, emplacements, héritages et propriétés immobilières ou tout intérêt y afférent; négocier aucune partie des terrains et biens ainsi acquis et y faire des constructions pour fins commerciales, manufacturières ou résidentielles, ou autrement;

Exercer tout autre commerce, soit comme manufacturiers ou autrement, que la compagnie croira devoir être exercé en rapport avec son commerce ou susceptible d'augmenter, directement ou indirectement, la valeur ou rendre profitable aucun des biens, droits ou intérêts de la compagnie;

Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou privilège qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis en ce qui les concerne ou rendre profitables les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage ou les faire valoir autrement;

Acheter, prendre à bail ou échanger, louer ou acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies qui peuvent être formées dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et assumer la totalité ou une partie des engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs de toutes telles compagnie ou compagnies ainsi que l'exécution des contrats qui peuvent être conclus par aucune telle compagnie ou compagnies;

Acquérir, par achat ou autrement, la totalité ou aucune partie du commerce, biens, mobiliers et immobiliers, droits et biens de toutes sortes, et assumer la totalité ou aucune partie des responsabilités de tout individu, société ou corporation exerçant ou sur le point d'exercer aucun commerce ou entreprise que la compagnie est autorisée à exercer ou à exploiter, ou aucun commerce ou biens en aucune manière convenables aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie par l'émission d'actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie; et, en particulier,

To carry on business as dealers in and producers of dairy, farm and garden produce of all kinds, and in particular milk, cream, butter, cheese, poultry and eggs, fruit and vegetables; and to carry on business as dairymen, farmers, millers and market gardeners; and as manufacturers of all kinds of condensed milk, jam, pickles, cider, and preserved provisions of all kinds; and to acquire by purchase, lease, exchange, concession or otherwise city lots, farm lands, mining or fruit lands, town sites, grazing and timber lands and any description of real estate and real property or any interest and rights therein, legal or equitable or otherwise howsoever; to take, build upon, hold, own, maintain, work, develop, sell, lease, exchange improve, and otherwise deal in and dispose of such lots, lands, sites, real estate and real property or any interests therein; to deal with any portion of the lands and property so acquired and to build upon the same for commercial, manufacturing or residential purposes, or otherwise;

To carry on any other business, either as manufacturers or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's properties, rights or interests;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use, any secret or other information as to any invention, formula, recipe or privilege which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect thereof or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or exchange, hire or otherwise acquire any moveable or immoveable property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant or stock-in-trade;

To promote, and become a shareholder in any company or companies which may be formed for the purpose of acquiring all or any part of the property, and assuming the whole or part of the liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of any such company or companies and the performance of contracts which may be entered into by any such company or companies;

To acquire, by purchase or otherwise, the whole or any part of the business, property, both moveable and immoveable, rights and assets of all kinds, and to assume the whole or any part of the liabilities of any individual, partnership or corporation carrying on or about to carry on any business or undertaking which the company is authorized to carry on or engage in or any business or property of any kind suitable for the purposes of the company and to pay for the same in whole or in part by the issue of fully paid shares of the capital stock of the company; and, in

acquérir de George Hay Brown, de la cité de Westmount, le commerce de produits laitiers et du lait qui est présentement exercé par lui, avec ensemble toutes les propriétés et biens de toutes sortes, mobiliers et immobiliers, possédés par lui et utilisés en rapport avec le dit commerce, y compris la clientèle, et les payer en tout ou en partie par l'émission et la répartition, au dit George Hay Brown, d'actions entièrement acquittées du capital-actions de la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et souscrire ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les détenir, les vendre ou en disposer autrement;

Souscrire ou acquérir autrement et détenir des actions, du capital ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les gager, grever, les vendre ou autrement en disposer;

Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, endossement, garantie d'obligations, débentures et d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre personne, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

Etablir des agences et succursales;

Placer et négocier les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Distribuer, en espèces ou autrement, par voie de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses actionnaires et en particulier les actions, les obligations, les débentures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Louer, vendre ou autrement aliéner l'industrie, les biens et l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Faire toutes telles choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits et faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et par des ou par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "George H. Brown, Limited", avec un capital

particular, to acquire from George Hay Brown, of the City of Westmount, the Dairy and Milk Business which is at present being carried on by him, together with all the property and assets of every kind both moveable and immoveable owned by him and used in connection with the said business, including the goodwill of the same, and to pay for the same in whole or in part by the issue and allotment to the said George Hay Brown of fully paid up shares of the capital stock of the company;

To enter into partnership or any arrangement for sharing of profits or expenses, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on, engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to subscribe for or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to hold, sell or otherwise deal with the same;

To subscribe for, or otherwise acquire and hold shares of stock or other securities of or in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company and to sell or otherwise dispose of the same;

To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, endorsement, guarantee of bonds, debentures and other securities or otherwise any other person, firm, company or corporation with whom the Company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the Company, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company amongst its shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as a consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets and liabilities of this Company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, properties and undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of this Company;

To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others, under the name of "George H. Brown, Limited", with a total capital stock of sixty thousand dollars ($60,000.00)

total de soixante mille dollars ($60,000.00), divisé en six cents (600) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2201 Sous-secrétaire de la Province.

"Inventors Association & Manufacturing Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1933, constituant en corporation: Albert Gollain, industriel, de la cité de Montréal, Louis-Damien Charron, menuisier contracteur, de Montebello, province de Québec, Ovila-Joseph Martin, ingénieur mécanicien, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Etablir et maintenir une association d'inventeurs de nature à les renseigner, et les protéger, passer des contrats, engagements ou arrangements avec ceux qui voudront en faire partie pour fin de manufacturer, annoncer, vendre ou autrement en disposer, du produit de leurs inventions, afin d'établir la valeur de la ou les dites inventions, pour tel ou tels terme, condition, rémunération et ou considération que la compagnie établira ou jugera à propos;

Demander, acheter ou autrement acquérir brevets d'inventions, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention, ou quelque renseignement secret ou autre au sujet d'une invention qui peut paraître susceptible d'être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur, ou faire valoir autrement les biens, droits ou renseignements ainsi acquis, ou de mettre en valeur ou accorder des permis à leur sujet;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir brevets d'invention, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité, ou tous biens personnels ou tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, matériel d'exploitation et fonds de commerce, et payer avec des actions, obligations, ou débentures de la compagnie ou en argent;

Acheter ou autrement acquérir pour exploiter les droits d'une certaine invention pour véhicule moteur appelée "Valve-Hood" brevetée au Canada en 1929 sous le numéro 288189 par O.-J. Martin, et toutes autres inventions ayant trait à la présente, pour telle ou telles conditions, rémunérations ou considérations qui seront jugées à propos;

Acheter ou autrement acquérir les droits d'une certaine invention pour l'ouverture et la fermeture des portes de garages et autres actuellement appelée ou nommée "Automatic Door Release", inventée par M. Louis-D. Charron, de Montebello, P. Q., actuellement en prospective, pour telle ou telles conditions, rémunérations ou considérations qui seront jugée à propos;

Les actions payées et acquittées par la vente ou l'acquisition des droits du ou des brevets d'inventions ou inventions ci-dessus pourront être émises, non sujettes aux appels de versements;

divided into six hundred (600) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2202–o Assistant Provinical Secretary.

"Inventors Association & Manufacturing Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1933, incorporating: Albert Gollain, manufacturer, of the city of Montreal, Louis Damien Charron, carpenter, contractor, of Montebello, Province of Quebec, Ovila Joseph Martin, mechanical engineer, of the city of Montreal, for the following purposes:

To establish and maintain an inventors' association, capable of giving them information and protection, to enter into contracts, engagements or arrangements with those desirous of forming part thereof, for the purpose of manufacturing, advertizing, selling or otherwise disposing of the product of their inventions, in order to establish the value of said invention or inventions, on and for such or such terms, conditions, remuneration or consideration as the company may determine or consider expedient;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To purchase, take on lease or in exchange, lease or otherwise acquire patents of invention, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non exclusive, or limited right, or any personal property, or any rights or privileges which the company may deem necessary or expedient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant and stock in trade, and to pay with shares, bonds or debentures of the company or in cash;

To purchase or otherwise acquire for exploitation the rights on a certain invention for motor-vehicles called "Valve-Hood", patented in Canada in 1929, under number 288189 by O. J. Martin, and any other inventions incidental to the same, on and for such condition or conditions, remuneration or consideration as may be deemed proper;

To purchase or otherwise acquire the rights on certain invention for the opening and closing of garage doors and others, actually called or named "Automatic Door Release", invented by Louis D. Charron, of Montbeello, P. Q., actually pending, on and for such condition or conditions, remuneration or consideration as may be deemed proper;

The shares paid up by the sale or acquisition of the rights on the above patent or patents of invention, or inventions, may be issued as non-assessable;

Manufacturer, annoncer, vendre, importer, exporter, échanger, généralement exploiter, ou autrement faire valoir, le ou les droits, brevets d'inventions, inventions, permis, concessions, et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité, et utiliser, mettre en pratique, une invention, ou quelque renseignement secret ou autres au sujet d'une invention qui peut paraître susceptible d'être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'exploitation peut paraître de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et d'utiliser, exercer, mettre en valeur, exploiter, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

To manufacture, advertize, sell, import, export, exchange, exploit generally or otherwise turn to account any right or rights, patents of invention, inventions, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right, and to utilize, put into practice, any information or any secret as to any invention, which may seem capable of being used for any of the company's purposes, or the exploitation of which may seem capable of benefiting the company directly or indirectly, and to utilize, exercise, develop, exploit or otherwise turn to account the property, rights or information thus acquired;

Prendre les moyens qui peuvent paraître à propos pour faire connaître les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat, par l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres, et périodiques, et en accordant des prix, récompenses, et dons;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals, and by granting prizes, rewards and donations;

Etablir et maintenir une ou des manufactures, acheter ou autrement acquérir une ou des machineries ou appareils à fabriquer ou utiles à la fabrication des objets, instruments, appareils dont la compagnie a acquis les droits, et acquérir toutes autres machineries ou machines à travailler le fer ou le bois pour fabriquer ou manufacturer toutes autres choses, en métal, en bois, ou en ciment, et employer la main d'œuvre nécessaire, pourvu que la ou les dites constructions ne soient pas frappées de droits exclusifs, non acquis par la compagnie, et que la ou les dites constructions soient de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

To establish and maintain one or more factories, to purchase or otherwise acquire any machine or machinery or manufacturing appliances or any apparatus useful for the manufacturing of articles, instruments, apparatus for which the company has acquired rights, and to acquire any other machinery or machines for the working of iron or wood to make or manufacture any other things in metal, wood or cement, and to employ the required labour, provided that such construction or constructions be not subject to any exclusive rights not acquired by the company, and that the said construction or constructions be of such kind as to benefit the company directly or indirectly;

Manufacturer ou généralement entreprendre ou agir comme entrepreneur de constructions par contrat, engagement, ou autrement pour construire en tout ou en partie des immeubles, manufactures, garages, maisons, maison-appartements, ou toutes autres constructions de nature à abriter, mobiles ou immobiles, et affecter les actions, obligations, et fonds de la compagnie pour acquérir les matériaux, et payer les frais, charges et dépenses nécessaires, pourvu que la ou les dites constructions soient de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

To manufacture or generally undertake or act as building contractor by contract, engagement or otherwise, for the building, in whole or in part, of immovables, factories, garages, houses, apartment-houses, or any other shelters, movable or immovable, and to appropriate the shares, bonds and funds of the company to acquire the materials, and to pay the necessary costs, charges and expenses, provided the said buildings be of such kind as to benefit the company directly or indirectly;

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, échanger, généralement faire le commerce d'automobiles, d'aéroplanes, de véhicules moteurs de toutes sortes, d'engins, de moteurs, de machineries et de toutes parties ou accessoires d'automobiles, de véhicules moteurs ou d'aéroplanes et de toutes machineries et appareils employés dans la construction des objets ci-dessus ou de toutes parties d'iceux;

To manufacture, purchase, sell, import, export, exchange and generally deal in automobiles, aeroplanes, motor vehicles, any kind of engines, motors, machinery and any parts or accessories of automobiles, motor vehicles or aeroplanes and of any machinery or apparatus used in the building of the objects aforesaid or any part thereof;

Opérer et maintenir des garages, ateliers de réparations, stations de service et faire le commerce de la gazoline, des huiles, et de tout article généralement vendu dans les garages, et stations de service;

To operate and maintain garages, repair-shops, service stations and deal in gasolene, oils, and in any article generally sold in garages and service stations;

Faire le service de louage d'automobiles et de véhicules moteurs de toutes sortes, et faire le transport des passagers, et de marchandises suivant tels termes et conditions que la compagnie établira avec ses clients;

To carry on a service for the renting of automobiles and of motor vehicles of any kind and to carry on the transportation of passengers and merchandise on such terms and conditions as the company may establish with its clients;

Construire, acheter, acquérir, posséder, et exploiter toutes manufactures en rapport avec les objets ci-dessus;

To build, purchase, acquire, own and exploit any factories in connection with the objects aforesaid;

Acquérir, posséder, échanger, louer, vendre ou autrement en disposer de toutes propriétés mobilières ou immobilières et de tous droits et privilèges que la compagnie jugera utiles ou nécessaires à l'exploitation de son commerce ou de son industrie;

To acquire, own, exchange, lease, sell or otherwise dispose of any movable or immovable property and of any rights or privileges which the company may deem useful or necessary for the carrying on of its business or its trade;

Vendre, améliorer, administrer, mettre en valeur, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir autrement la totalité ou partie des biens et droits de la compagnie;

Emettre et répartir comme entièrement libérées et acquittées, les actions du capital social de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous services rendus avant ou après son incorporation et de l'achat de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits, brevets et franchises, non sujettes aux appels de versement;

Acheter, échanger, louer, ou autrement acquérir tous biens personnels, et tous droits et privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toutes machineries, matériels d'exploitation et fonds de commerce;

Exercer toute autre industrie manufacturière ou non qui peut sembler à la compagnie susceptible d'être exercée convenablement en relation avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou à les rendre profitables;

Acquérir ou entreprendre la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et obligations de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

Prendre ou autrement acquérir et posséder des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Favoriser toute compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou partie des biens et obligations de la compagnie, ou pour toute autre fin qui peut paraître directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces personnes;

Acheter et acquérir tout ou en partie des parts d'une autre compagnie, et employer les fonds de la compagnie pour l'achat d'actions, obligations, ou débentures d'autres compagnies;

Lever et contribuer à lever des fonds pour toutes autres compagnie ou corporation avec laquelle la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et l'aider au moyen de gratifications, prêts, pr messes, endossements, garanties d'obligations, débentures, ou autres valeurs ou autrement, et de garantir l'exécution des contrats par tou e parei le compagnie, corporation ou par toutes pareilles personne ou personnes;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui semblent conduire aux fins de la compagnie, à l'une quelconque de ces fins, et obtenir de ces autorités des droits, privilèges et concessions que la compagnie p ut croire désirable d'obtenir, et exécuter ces conventions, exercer ces droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et d'exercer, exécuter et utiliser tout permis, pouvoir, autorité, franchise, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou une corporation ou un autre corps public peut avoir le pouvoir d'accorder et payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter des actions, obligations et fonds de la compagnie pour en payer les frais, charges et dépenses nécessaires;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To issue and allot as fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company in full or part payment for any services rendered before and after its incorporation, for the purchase of any movable or immovable property, rights, patents and franchises;

To purchase, take n exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which th company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock in trade;

To carry on any other business whether manufacturing or otherwise which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or ca culated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purposes which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by such persons;

To purchase or acquire the whole or part of the shares of any other company and make use of the company's funds for the purchase of stock, bonds or debentures of other companies;

To raise and assist in raising money for, and to aid, by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have busines relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by such person or persons;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's bjects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges an concessions;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and utilize any license, power, authority, franchise, concession, rights or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charg s and expenses thereof;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des actions du capital de la compagnie, ou des débentures, actions-débentures ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de la conduite de ses opérations;

Etablir et maintenir des associations, institutions, fonds de fiducies et installations, de nature à profiter aux employés ou ex-employés de la compagnie ou de ses prédécesseurs en affaires, ou aux personnes à la charge ou parentes de ces employés, ou aider à leur établissement et maintien; et accorder des pensions et allocations et faire des paiements dans un but d'assurance, et souscrire ou garantir des fonds pour fins de charité ou de bienfaisance, ou pour toute exposition ou pour tout objet public, général ou utile;

Diviser parmi les actionnaires au moyen de dividendes légalement déclarés toutes parts, actions, obligations, ou débentures d'autres compagnies détenues par la compagnie;

S'associer ou conclure des conventions pour le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou faisant ou sur le point d'exercer ou de faire une transaction que la compagnie est autorisée à exercer ou faire, ou une industrie ou une transaction susceptibles d'être conduites de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et de prêter des fonds à cette personne ou compagnie, garantir ses contrats, ou autrement l'aider, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs de toute pareille compagnie;

Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de cette entreprise, pour la considération que la compagnie peut juger convenable, et en particulier pour des actions, obligations, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans toute autre province du Canada et dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de cette province ou de ce pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de toute assignation ou poursuite pour la compagnie et en son nom;

Faire toutes les choses énumérées plus haut ou l'une d'elles en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs, ou autrement, et soit seule, ou de concert avec d'autres;

Faire les autres choses qui se rattachent ou conduisent à la réalisation des objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Inventors Association & Manufacturing Co., Limited".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf dollars ($99,999.00), dont neuf mille neuf cent quatre vingt-dix neuf (9,999) actions communes de un dollar ($1.00) chacune, et

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de quatre-vingt-dix mille dollars ($90,000.00), divisé en neuf mille (9,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune, portant intérêt ou dividende fixe de 7% par an, accumulatif et sujettes à rachat par la Cie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2203—o Sous-secrétaire de la Province.

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or the conduct of its business;

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the Company (or its predecessors in business) or the dependants or connections of such persons and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful objects;

To distribute among the shareholders by means of legally declared dividend any shares, stock, bonds or debentures of other companies, held by the company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To procure the company to be registered and recognized in any other province of Canada or in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such Province or of such foreign country, to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do any other things which are connected with or conducive to the realisation of the hereabove mentioned objects, under the name of "Inventors Association & Manufacturing Co., Limited".

The amount of the capital stock of the company shall be ninety nine thousand, nine hundred and ninety nine dollars ($99,999.00), whereof nine thousand, nine hundred and ninety nine (9,999) common shares of one dollar ($1.00) each, and

The part of the capital stock to be issued as preferred shares shall be ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine thousand (9,000) shares of ten dollars ($10.00) each, bearing a 7% per annum fixed, cumulative interest or dividend, and subject to redemption by the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2204 Assistant Provincial Secretary.

"J. E. Lafrance, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de mars 1933, constituant en corporation: J.-Horace Michaud, avocat, Maurice Lafrance, gérant de magasin, Germaine Lafrance, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer en tout ou en partie, importer, exporter, acheter ou autrement acquérir, vendre en gros ou en détail, toutes sortes de produits naturels ou industriels, marchandises ou matières premières, et en faire le commerce généralement;

Particulièrement, mais sans limitation des pouvoirs ci-dessus, exercer le commerce comme négociants en gros et en détail d'épiceries, denrées alimentaires de toutes sortes et description, y compris des animaux vivants, viandes cuites, poisson, volailles, gibiers, fruits, légumes et toutes autres sortes de denrées alimentaires, et exercer le commerce d'entreposeurs et fabricants de marchandises en conserve;

Posséder, maintenir et exploiter toutes fermes, cultures, plantations ou autres établissements susceptibles de fournir ou produire les matières premières ou les denrées à être utilisées par la compagnie, pour des fins de fabrication, de commerce ou d'expérimentation;

Acquérir par voie d'achat ou autrement, prendre à bail, posséder, maintenir et exploiter des navires ou vaisseaux de toutes descriptions, des quais, des entrepôts, des droits de quéage et d'entreposage, les vendre ou en autrement disposer et passer tous contrats et conventions relatifs à l'acquisition, la possession ou la disposition de ces choses et droits;

Acquérir par voie d'achat ou autrement, prendre à bail, construire, maintenir, et exploiter pour l'usage de la compagnie et sur ses propriétés ou sur les propriétés adjacentes avec le consentement des propriétaires d'icelles, des embranchements de chemins de fer à vapeur, à l'électricité et à toute autre force motrice de traction, de façon à relier l'un quelconque de ses établissements ou chacun d'eux à une voie de transport public en opération;

Agir comme agents et entreposeurs et entreposer et hangarer des produits pour d'autres personnes ou compagnies pour l'achat, la vente, l'échange ou la location d'aucun de ces produits relatifs aux objets de la compagnie, et agir comme agents d'assurance;

Acquérir par achat, échange, bail ou par tout autre titre légal, et posséder, détenir, améliorer, louer, sous-louer, vendre, échanger ou autrement trafiquer et disposer de terrains, bâtisses ou autres biens immobiliers et droits en iceux, de toute catégorie et description;

Bâtir et construire, sur tout terrain que louera ou possèdera la compagnie ou dans lequel elle est de toute manière intéressée, des bâtisses pour tous objets, installer et exploiter des moulins, usines, machines et outillages de toute nature nécessaires ou appropriés à l'exercice adéquat de l'industrie de la corporation;

Sans restriction à la généralité de ce qui précède, acquérir ou assumer la totalité ou toute partie du commerce, des droits, franchises, de l'achalandage, de la propriété et de l'actif, y compris toute option, concessions et chose semblable, de toute personne, société, association ou corporation exerçant toute industrie ou tout commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et en

"J. E. Lafrance, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of March, 1933, incorporating: J. Horace Michaud, advocate, Maurice Lafrance, store manager, Germaine Lafrance, spinster of age, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, in whole or in part, import, export, purchase or otherwise acquire, sell, wholesale or retail, any kind of natural or industrial products, merchandise or raw materials and generally deal therein;

In particular, but without any limitation as to the powers aforesaid, to carry on business as wholesale and retail dealers in groceries, foodsstuffs of every kind and description, including live stock, cooked meats, fish, poultry, game, fruit, vegetables, and any other kinds of foodstuffs and to carry on business as warehousemen and canned goods manufacturer;

To own, maintain and exploit any farms, cultivation, plantations or other establishments capable of supplying or producing raw materials or goods to be utilized by the company for manufacturing, commercial or experimental purposes;

To acquire by means of purchase or otherwise, take on lease, own, maintain and exploit ships or vessels of any description, wharves, warehouses, wharfage and storage rights, to sell or otherwise dispose thereof and enter into any contracts or agreements in connection with the acquisition, possession and disposal of such things and rights;

To acquire by means of purchase or otherwise, take on lease, build, maintain and exploit for the use of the company and on its properties, or on adjacent properties with the consent of the owners thereof, railway sidings with steam, electric or other motive traction power, in such manner as to connect any or each of its establishments with some public means of public transportation in operation;

To act as agents and warehousemen and to warehouse and store products for other persons or companies for purchase, sale, exchange or lease of any such products relating to the objects of the company, and to act as insurance agents;

To acquire by purchase, exchange, lease or by any other legal title, and to own, hold, improve, lease, sub-let, sell, exchange of otherwise deal in and with lands and buildings and rights therein and that of every kind and description;

To erect and construct, upon any land owned by or leased by the company, or in which the company is in any way interested, buildings for any purposes, and to install and operate mills, plant, machinery and equipments of every kind, necessary or suitable for the due carrying on of the company's business;

Without in any way restricting the generality of the foregoing, to acquire or undertake the whole or any part of the business, rights, franchise, good-will, property and assets, including any option, concession and the like, of any individual, firm, association or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on, and in particular, the foodstuffs' busi-

particulier le commerce de produits alimentaires présentement possédé et e ploité par J.-E. Lafrance, et en payer le prix au moyen d'actions libérées ou d'obligations de la compagnie;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie de la propriété, de l'actif, des droits, de l'entreprise ou de l'achalandage de la compagnie, en recevoir paiement total ou partiel en numéraire, en obligations, actions ou autres valeurs dans toute corporation ou compagnie;

Obtenir, acheter ou autrement acquérir toutes patentes, brevets d'invention, marques de commerce, licences ou autres concessions conférant un droit d'usage d'iceux, exclusif ou non, limité ou illimité, ainsi que tout procédé secret ou information concernant une invention dont la compagnie pourra faire usage à aucune des fins pour lesquelles elle aura été constituée, ou dont l'acquisition peut être au bénéfice direct ou indirect de la compagnie, les exploiter, vendre, ou autrement en disposer légalement;

Généralement, acheter, échanger, prendre ou donner à louer, tous biens, meubles et immeubles, ainsi que tous droits, franchises et privilèges dont la propriété, la posse sion ou l'exercice peut sembler utile ou convenable à la compagnie, pour la conduite de ses affaires, et en particulier, tous terrains, constructions, machineries, installations et fonds de commerce, et ainsi acquérir tous tels biens, droits et privilèges, les posséder et en disposer par tous moyens légaux;

Faire toute convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec toute personne ou compagnie exerçant, ayant l'intention d'exercer toute industrie ou négoce susceptible d'être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir, organiser, développer, administrer et aider à promouvoir, organiser, développer et administrer toute corporation, compagnie, syndicat, entr prise ou exploitation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et comme opérations connexes, entreprendre, administrer, contrôler et autrement disposer du commerce et de l'entreprise de toute telle corporation, compagnie, firme ou individu, dans le but de protéger les valeurs émises pa eux et de réaliser leur réclamation;

Hypothéquer, nantir ou donner en gage tous les biens mobiliers ou immobiliers présents ou futurs, qu'elle pourra posséder dans la province, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures qu'elle est autorisée par la loi à émettre;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des biens meubles et/ou immeubles de la compagnie, de toute nature quelconque, vendu par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des its mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Emettre des actions libérées, des obligations, débentures, stocks et d'autres valeurs en paiement intégral ou partiel d'aucune propriété foncière ou personnelle, des réclamations, privilèges, permis, concessions, franchises ou autres avantages que la compagnie pourra légalement acquérir et en paiement des services rendus, de l'ouvrage fait; émettre aussi des actions entièrement libérées des obligations, débentures, stocks ou autres valeurs en paiement, paiement partiel ou échange des actions, obligations, actions-débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie;

ness actually owned and carried on by J. E. Lafrance, and to pay the price thereof with paid-up shares or bonds of the company;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights, undertaking or good-will of the company, and to accept payment of the same wholly or in part in cash, bonds, stocks or other securities in any corporation or company;

To obtain, purchase or otherwise acquire any patents, brevets of invention, trademarks, licenses or other concessions conferring any exclusive or non-exclusive, limited or unlimited right to use, or any secret process or information concerning any invention which may be used by the company for any of the purposes for which it is incorporated, or the acquisition of which may directly or indirectly benefit the company, to exploit, sell or otherwise legally dispose thereof;

Generally, to purchase, exchange, take or give on lease any movable or immovable property, and also any rights, franchises and privileges the property, ownership or exercise whereof may seem useful or expedient to the company, for the conduct of its business, and in particular any lands, buildings, machinery, installations and stock-in-trade and thus to acquire any such property, rights and privileges, own the same and dispose thereof in any legal manner;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or intending to carry on any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To promote, organize, develop, manage or assist in the promotion, organization, development and management of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company, and as incidental thereto, to undertake, manage, control or otherwise deal with the business and undertaking of any such corporation, company, firm or individual, for the purpose of protecting securities issued thereby and realizing upon the claims thereon;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, which it may own in the province for the purpose of securing any bonds, debentures or debenture stock which it is by law entitled to issue;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's movable an/dor immovable property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers, and to sell, or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

To issue fully paid up shares, bonds, debenture stock and other securities for the payment, either in whole or in part, of any property, real or personal, claims, privileges, licenses, concessions, franchises or other advantages which the company may lawfully acquire, and for the payment of services rendered to or work performed, and also to issue such fully paid up shares, bonds, debentures, stock or other securities in payment or part payment or exchange for the shares, bonds or debenture stock or other securities of any other company;

Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie, garantir avec ou sans gages l'exécution des contrats, ainsi que l'exécution d'aucune obligation ou entreprise de toute autre compagnie ou personne dans laquelle la compagnie est intéressée; accepter en garantie de ces prêts, et garantir aucune garantie offerte par cette compagnie ou personne, y compris les actions, obligations, débentures, actions hypothécaires, hypothèques, gages, liens, ou autres titres de ces compagnies, sur la propriété de ces personnes ou compagnies;

Etablir des agences et succursales;

Placer et attribuer les deniers de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera déterminée de temps à autre;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec le commerce de la compagnie ou susceptible directement ou indirectement d'augmenter la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie ou de les mettre à profit;

Faire la totalité ou aucune des choses susmentionnées, comme principaux, agents à commission ou autrement, comme entrepreneurs ou par l'entremise d'agents ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "J.-E. Lafrance, Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est de quarante-cinq mille dollars ($45,000.00), divisé en cinq cent cinquante (550) actions privilégiées d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune et en mille sept cent cinquante (1,750) actions ordinaires de dix dollars ($10.00) chacune.

Les actions privilégiées seront sujettes aux droits, privilèges et restrictions qui suivent, savoir:

a) Les dites actions privilégiées donneront droit à un dividende privilégié, mais non cumulatif fixe, au taux de sept pour cent (7%) par année, sur le capital libéré sur icelles, lequel dividende sera payable annuellement, sauf aux directeurs le pouvoir de fixer par règlement une période plus courte pour le paiement de semblable dividende.

Les ajustements à faire quant aux dividendes ou à l'intérêt en vue des diverses dates des souscriptions et des divers montants payés sur les dites actions privilégiées seront déterminés de temps à autre par règlements ou résolutions des administrateurs (directeurs) de la compagnie jusqu'à ce que l'émission totale des dites actions privilégiées soit faite et payée;

b) Les dites actions privilégiées auront rang de priorité, tant pour les dividendes que pour le remboursement de capital, sur toutes les autres actions de la compagnie, mais elles ne confèreront aucun autre droit de participer dans les bénéfices ou l'actif;

c) Les détenteurs d'actions privilégiées ne seront pas éligibles comme tels à la charge d'administrateurs (directeurs) de la compagnie, et n'auront pas droit de vote aux assemblées générales de la compagnie ou de ses actionnaires;

d) La compagnie, sur résolution des directeurs, aura le droit en aucun temps et de temps à autre de racheter en tout ou en partie les dites actions privilégiées de gré à gré, à la bourse, ou autrement, au prix du marché ou à tout prix dont il pourra être convenu, mais ne dépassant pas la somme de cent dix dollars ($110.00) par action;

e) La compagnie, sur résolution des directeurs, aura de plus le droit de racheter les dites actions privilégiées en tout ou en partie à chaque date fixée pour le paiement des dividendes après l'expiration de cinq ans à compter du commence-

To lend money to persons or companies having dealings with the company and to guarantee with or without security the performance of contracts, as also the performance of any obligations or undertaking of any other company or person in which the company is interested, to accept as security for such loans and guarantee any security that may be offered by such company or persons, including shares, bonds, debentures, debenture stock, mortgages, pledge, liens or other securities of such other companies, upon the property of such persons or companies;

To establish agencies and branches;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, in such manner as may from time to time be determined;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all or any of the above things as principals, agents on commission or otherwise, contractors, and by or thourgh agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "J.-E. Lafrance, Ltée".

The capital stock of the company shall be forty five thousand dollars ($45,000.00), divided into five hundred and fifty (550) preferred shares of a par value of fifty dollars ($50.00) each and seventeen hundred and fifty (1,750) common shares of ten dollars ($10.00) each.

The preference shares shall be subject to the following rights, privileges and restrictions, namely:

a) The said preference shares shall carry the right to a yearly seven per cent (7%) fixed non cumulative preferential dividend on the capital paid up thereon, such dividend to be paid annually, save that the Directors may have the power to fix, by by-law, a shorter period for the payment of such dividend.

The adjustments to be made as to dividends or interest, with regard to the divers subscription dates and the divers sums paid on the said preferred shares shall be fixed upon from time to time by by-laws or resolutions of the Directors of the company until the total issue of preferred shares be made and paid for;

) The said preference shares shall rank, both as regards dividend and return of capital, in priority to all other shares of the company, but shall not confer any further right to participate in profit or assets;

c) The holders of preferred shares shall not be eligible as such as Directors of the company and shall not be entitled to vote at the general meetings of the company or of its shareholders;

d) The company, on resolution of the Directors, shall have the right, at any time and from time to time, to redeem the whole or part of the said preferred shares, by private agreement, on the stock exchange or otherwise, at the market price, or at any price which may be agreed upon, but not exceeding the sum of one hundred and ten dollars ($110.00) per share;

e) The company, on resolution of the directors, shall have the right to redeem the whole or any of the said preferred shares, at each date fixed for the payment of dividends, after the expiration of five years from the beginning of opera-

ment des opérations, en payant aux porteurs des dites actions cent dix dollars ($110.00) pour chaque action, avec en plus tous les d videndes déclarés à la date du rachat;

f) Dans le cas de rachat partiel des dites actions privilégiées en vertu du pouvoir mentionné au paragraphe "*e*" ci-dessus, la compagnie devra le faire soit par tirage au sort, soit au prorata, suivant résolution des directeurs de la compagnie, qui détermineront de la même façon la procédure à suivre dans chaque cas;

g) Les dividendes sur les dites actions privilégiées ainsi rachetées cesseront automatiquement à la date fixée pour le rachat et les porteurs des dites actions ainsi rachetées n'auront plus dans la suite aucun droit contre la compagnie ni dans la compagnie, ni aucun autre droit, sauf celui de recevoir le paiement du prix de rachat, tel que décrit ci-dessus;

h) La compagnie pourra, par résolution des directeurs, nommer à Montréal, une ou plusieurs compagnies de fiduci : et leur confier les pouvoirs qu'elle jugera convenables comme agents de transfert des actions de la compagnie, comme agents fiduciaires, tant pour le transfert des actions de la compagnie que pour le rachat des actions privilégiées selon que ci-dessus pourvu. La compagnie pourra également, par résolution de ses directeurs, créer un fonds de rachat ou d'amortissement destiné au rachat des actions privilégiées et en confier le dépôt ou l'administration aux agents fiduciaires de la compagnie choisis comme ci-dessus indiqué;

i) Tout ce à quoi il n'est pas présentement pourvu pourra être réglé et déterminé par règlements adoptés par le conseil d'administration (bureau de direction) dans les limites prescrites par la loi.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2205–o Sous-secrétaire de la Province.

tions, by paying to the holders of said shares ($110.00) one hundred and ten dollars for each share, with, moreover, all the declared dividends at the date of redemption;

f) In case of partial redemption of the said preferred shares in virtue of the power mentioned in hereinabove paragraph "*e*", the company must proceed either by drawing lots or pro rata, according to resolution of the Directors of the company, who shall in the same way determine the procedure to be followed in each case;

g) The dividends on the said preferred shares thus redeemed shall cease automatically at the date fixed upon for redemption and the holders thereof shall, from the said date, no longer have any rights whatever against the company, save that of receiving the amount of the redemption price, such as hereinabove described;

h) The company, by resolution of its directors, may appoint, in Montreal, one or several trust companies and entrust the same with such powers as may be deemed expedient as transfer agents for the shares of the company, as trust agents both for transfer of the company's shares and for the redemption of the preferred shares, such as hereinabove provided. The Company may also, by resolution of its Directors, create a redemption or sinking fund destined for the redemption of the preferred stock and entrust the deposit or the management thereof to the company's trust agents chosen as hereinabove indicated;

i. Everything not herein presently provided for, may be settled and determined by by-laws adopted by the Board of directors within the limits prescribed by law.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2206 Assistant Provincial Secretary.

"La Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de mars 1933, constituant en corporation: Frank Byrne, marchand de bois, J. Arthur Paquet, financier et J.-Philéas Galibois, comptable, tous trois de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Exercer d'une façon générale le commerce de fournir de l'amusement au public; exercer le commerce d'hippodrome, cirque, terrain de courses, parc d'amusement, théâtre, exhibitions et représentations de toutes sortes, dans toutes ses branches, et en particulier disposer et préparer tous terrains ou emplacements pour courses de chevaux, automobiles, motocyclettes, bicycles, aéroplanes et toutes autres courses, pour les manœuvres et revues de troupes militaires, et pour tout genre de sports et jeux, inclus la boxe, la lutte, le baseball, le cricket, le curling, le lawn-tennis, le polo, lacrosse ou tout autre genre d'amusement, récréation, sport ou amusement, construire une grande ou autre genre d'estrade, des arènes, baraques, écuries pour chevaux, enclos, garages, hangars, ateliers, salles de rafraîchissements et

"La Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of March, 1933, incorporating: Frank Byrne, wood merchant, J. Arthur Paquet, financier, and J. Phileas Galibois, accountant, all three of the city of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally the business of furnishing amusement to the public: to carry on the business of a hippodrome, circus, race course, amusement park, theater, exhibitions and performances of all kinds, in all their branches, and in particular to lay out and prepare any grounds or emplacements for the running of horse, automobile, motorcycle, bicycle, aeroplane and any other races, for military reviews and manœuvres, and for all kinds of sports and games including boxing, wrestling, baseball, cricket, curling, lawn-tennis, polo, lacrosse or any other type of amusement, recreation, sport or games, to erect grand or other stands, arenas, barracks, stables for horses, enclosures, garages, sheds, workshops, refreshment rooms and constructions, buildings and other conveniences either permanent or tempora-

constructions, édifices et autres commodités de nature permanente ou temporaire qui puissent se rapporter directement ou indirectement à l'objet de la compagnie;

Conduire, tenir et promouvoir les courses de chevaux et sports athlétiques, tournois de tous genres, expositions et démonstrations agricoles, industrielles, manufacturières, telles que expositions de chevaux, animaux de la ferme, automobiles, aéroplanes et autres produits industriels et manufacturiers; de plus utiliser les propriétés et droits de la compagnie et contribuer à la gratification de prix, coupes, bourses et autres récompenses

Acquérir par achat ou autrement, construire, ériger, entretenir et fournir salles, théâtres, hippodromes, baraques, enclos, parcs, terrains, arènes champ d'atterrissage pour avions et autres constructions convenables, édifices et emplacements, de s'en servir et d'en permettre l'usage en tout ou en partie aux conditions que la compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec jugera à propos pour tout usage public ou privé, et en particulier pour toutes réunions publiques, politiques ou autres, expositions, concerts, conférences, tournois, diners, pique-niques, représentations théâtrales et cinématographiques, vaudeville, spectacles, assemblées, music-hall, boxe, acrobatie, arts, musique, amusements et représentations, et pour salles de lecture, d'écriture et de rédaction, bibliothèque, bains, vestiaires et magasins;

Fournir, engager et employer des acteurs, danseurs, chanteurs, acrobates, artistes divers, athlètes, et de charger un droit d'entrée et autres contributions au public pour les dits spectacles, expositions, représentations, assemblées, et pour toutes les activités t opérations de la compagnie de l'Expositions Provinciale de Québec;

D'établir tous clubs, hôtels ou autres commodités relatives à la propriété et au commerce de la Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec, et de faire le commerce d'hôtellerie, café, restaurants et de tavernes, sous le nom de "La Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq dollars ($5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Dqté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2207–o Sous-secrétaire de la Province.

ry which may be directly or indirectly incidental to the object of the company;

To conduct, hold, promote horse races and athletic sports, tournaments of all kinds, agricultural, industrial, manufacturing expositions and shows, such as horse shows and exhibitions of livestock, automobiles, airplanes and other industrial and manufactured products; moreover to utilize the properties and rights of the company and contribute to the granting of prizes, cups, purses and other awards;

To acquire by purchase or otherwise, construct, erect, maintain and furnish halls, theaters, hippodromes, barracks, enclosures, parks, grounds arenas, landing fields for aeroplanes and other suitable buildings, edifices and emplacements, to make use of and permit the usage of same in whole or in part upon the conditions which La Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec deems fit, for any public or private use, and in particular for all public meetings, politic or otherwise exhibitions, concerts, lectures, tournaments, dinners, pic-nics, theatrical and cinematographical representations, vaudeville, shows, meetings, music halls, boxing bouts, acrobatic acts, arts, music, amusements and representations and as lecture, writing and reading rooms, libraries, baths, dressing rooms and stores;

To furnish, engage, and employ actors, dancers, singers, acrobats, variety artists, athletes and to charge entrance fees and other contributions to the public for the said shows, expositions, representations, meetings, and for any of the activities and operations of La Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec;

To establish any clubs, hotels or other commodities incidental to the property and to the business of La Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec, and to carry on the business of hotel, café, restaurant and tavern keepers, under the name of "La Compagnie de l'Exposition Provinciale de Québec", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into four thousand (4,000) shares of five dollars ($5.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2208 Assistant Provincial Secretary.

"La Rosa Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vintième jour de mars 1933, constituant en corporation: Michael Garber, de Westmount, Jacob-Harold Blumenstein, de Montréal, tous deux avocats, et Irène Rubin, d'Outremont, fille majeure, sténographe, tous trois de la province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, négocier et faire le commerce et le trafic de toutes sortes de soieries, lainages, vêtements, chapeaux, robes, complets, casquettes, fourrures, articles de mode, habillements, tweeds, tissus, marchandises sèches, ou autres vêtements, tricots, effets imperméables, cotonnades, draps, et dentelles, parapluies, cannes, ornements, articles de toilettes, parfums, savons, formes et doublures

"La Rosa Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of March, 1933, incorporating: Michael Garber, of Westmount, Jacob Harold Blumenstein, of Montreal, both advocates, and Irene Rubin, spinster, stenographer, of Outremont, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, import, export, trade in and deal with all kinds of silks, woollens, clothing, hats, dresses, suits, caps, furs, millinery, wearing apparel, tweeds, fabrics, dry goods, or any garments, knitted goods, waterproof goods, cottons, cloth and laces, umbrellas, walking sticks, ornaments, toilet requisites, perfumery, soap, hat frames, hat linings, and any other articles, commodities, merchandise or things

de chapeau et tous autres articles, commodités, marchandises ou choses requises aux fins de la Compagnie, et agir comme tailleurs, drapiers, bonnetiers, costumiers, pelletiers, gantiers et trafiquants de caoutchouc, et agir comme agents de manufacturiers et à commission de toutes sortes d'articles, objets, effets, marchandises et matériels;

Manufacturer, acheter, et de toute manière acquérir, posséder, détenir, et autrement mettre en valeur et vendre et de toute manière disposer et faire le commerce et le trafic d'articles, effets, marchandises et biens personnels de toute classe et description;

Acheter, revendre, accepter, prendre, recevoir, détenir, vendre ou aliéner en aucune manière, des actions, stocks, soit ordinaires ou privilégiés, débentures, bons et autres obligations de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de cette compagnie ou exploitant toutes affaires pouvant être exploitées directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et voter toutes actions ainsi détenues par l'entremise de l'agent que les directeurs nommeront;

Acquérir, assumer, louer et exploiter toute corporation, compagnie, firme ou société ou firme faisant des affaires dans toute ligne se rapportant directement ou indirectement au commerce qui sera exercé par "La Rosa Company, Limited", et en payer le prix convenu soit en deniers comptants ou en actions entièrement libérées du capital-actions de la compagnie constituée par les présentes, ou partie en deniers comptants et partie en actions libérées;

Ouvrir et exploiter des succursales, fabriques, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places où le commerce de la compagnie peut être exercé;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne exerçant toute industrie se rapportant en aucune spécialité aux objets de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne, et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir, acquérir par achat, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger, ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats à toute telle personne, sous le nom de "La Rosa Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille (1,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

2209 Sous-secrétaire de la Province.

necessary for the purpose of the company, and to act as tailors, drapers, hosiers, *costumiers*, furriers, glovers and dealers in india-rubber, and to act as manufacturers' agents or commission agents in all kinds of manufactured articles, goods, wares, merchandise and materials;

To manufacture, purchase and in any manner acquire, to own, hold and otherwise turn to account, and to sell and in any manner dispose of and to trade in and deal with goods, wares, merchandise and personal property of every class and description;

To purchase, re-sell, accept, take, receive, acquire, hold or sell or dispose of in any way, shares, stocks, either common or preferred, debentures, bonds and other obligations of any other company having objects similar in whole or in part to the objects of this company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company and to vote all shares so held through such agent as the Directors may appoint;

To acquire, take over, lease and operate any corporation, company, firm or pertnership carrying on business in any line connected directly or indirectly with the business carried on by "La Rosa Company, Limited", and to pay for same the price agreed upon either in cash or in fully paid-up shares of the capital stock of the company hereby created, or partly in cash and partly in paid-up shares;

To operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places where the business of the company may be carried on;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present Company's objects;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immoveable property or real estate which the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid-up shares of the capital stock of the present company;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts to any such person, under the name of "La Rosa Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand (1000) shares of ten dollars ($10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

2210—o Assistant Provincial Secretary.

"Louis Pickard & Co., Inc.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de mars 1933, constituant en corporation: Lazarus Phillips, avocat et conseil en loi du Roi, et Lionel Albert Sperber et Louis Mortimer Bloomfield, avocats, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, dessiner, ériger et faire le commerce général de charpentes en acier et d'acier pour la structure, et exercer un commerce comme entrepreneurs pour la démolition et entrepreneurs en général;

Payer toute propriété mobilière ou immobilière, droits, privilèges, commerce ou franchises que cette compagnie peut acquérir, ou, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus ou qui seront rendus à la compagnie, en actions entièrement libérées, obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie;

Acquérir par achat, location, échange, octroi, concession ou autre titre légal, et détenir et posséder des terrains et immeubles de toute description, nécessaires ou utiles pour les fins commerciales de la compagnie, et vendre, louer, arrenter, transporter, échanger, hypothéquer, aliéner ou autrement approprier tels terrains et immeubles, aux termes et conditions que la compagnie croira convenables;

Garantir et donner des garanties et se porter garants du paiement de billets promissoires, lettres de change, et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

Se fusionner, faire le partage des profits ou s'unir avec toute personne ou compagnie exerçant tout commerce semblable ou similaire à celui que cette compagnie est autorisée à exercer, aux termes que cette compagnie pourra décider;

Acheter, prendre en échange ou en paiement ou acquérir autrement, posséder et détenir et vendre et aliéner des actions, obligations et autres valeurs d'autres compagnies dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et acquérir, détenir, vendre, et aliéner des droits chirographaires, privilèges ou gages dans et d'autres compagnies ou individus;

Si autorisés par règlement ratifié par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, représenté à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

a. Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

b. Emettre des débentures ou autres garanties de la compagnie et les nantir ou vendre pour les sommes et prix qui seront considérés convenables;

c. Nonobstant l'article 2017 du Code civil, hypothéquer, gager ou nantir la propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, de la compagnie, pour garantir toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de pareilles garanties pour tel but, et constituer l'hypothèque ou le gage, ou le nantissement dans ce sous-paragraphe par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, ou en toute autre manière;

d. Hypothéquer ou nantir la propriété immobilière de la compagnie ou autrement grever la

"Louis Pickard & Co., Inc.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of March, 1933, incorporating: Lazarus Phillips, advocate and King's Counsel, and Lionel Albert Sperber and Louis Mortimer Bloomfield, advocates, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, design, erect and deal generally in steel frames and structural steel, and to carry on business as demolition contractors and contractors generally;

To pay for any property, moveable or immoveable, rights, privileges, business or franchises which the company may acquire or, with the approval of the shareholders, for any services rendered or to be rendered to the company, in fully paid-up shares, bonds, debentures or other securities of the company;

To acquire by purchase, lease, exchange, grant, concession or other legal title, and to hold and own lands and immoveables of every description, necessary or useful for the purposes of the company's business, and to sell, lease, rent, convey, exchange, hypothecate, dispose of and otherwise deal with such lands and immoveables, on such terms and conditions as the company may think fit;

To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of promissory notes, bills of exchange, and other obligations of any other corporation, firm or individual;

To amalgamate, share profits or unite with any person or company carrying on any business the same as or similar to that which this Company is authorized to carry on, on such terms as this company may decide;

To purchase, take in exchange or in payment or otherwise acquire, own and hold, and to sell and dispose of shares, bonds, and other securities in other companies having objects similar in whole or in part to those of this company, and to acquire, hold, sell and dispose of rights of hypothec, privileges, or pledge in and from other companies or individuals;

If authorized by By-law sanctioned by a vote of not less than two thirds in value of the subscribed stock of the company, represented at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may, from time to time:

a. Borrow money upon the credit of the company;

b. Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

c. Notwithstanding article 2017 of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes, and constitute the hypothec, mortgage or pledge mentioned in this sub-paragraph by trust deed, in accordance with articles 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, or in any other manner;

d. Hypothecate or mortgage the immovable property of the company or pledge or otherwise

propriété mobilière ou donner semblables garanties pour garantir le paiement d'emprunts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

Les limitations et les restrictions contenues en cet article ne s'appliquent pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change, billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou pour la compagnie, sous le nom de "Louis Pickard & Co., Inc.", avec un capital total de vingt mille ($20,000.00), dollars, divisé en deux cents (200) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2211 Sous-secrétaire de la Province.

"Mallek's Gent's Furnishing Co., Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Michael Greenblatt et Samuel Godinsky, avocats, Dame Ida Schwartz, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le trafic et le commerce de laine, tissus de coton, lainages, soies, toile et vêtements de toutes sortes; exploiter l'industrie de manufacturiers, acheteurs et vendeurs de vêtements de toutes descriptions et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer de, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes d'effets, articles et marchandises;

Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autrement) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou utrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la presente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur

affect the movable property, or give all such guarantee to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this article shall not apply to the borrowing of money by the company ou bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Louis Pickard & Co., Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2212-o Assistant Provincial Secretary.

"Mallek's Gent's Furnishing Co., Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1933, incorporating: Michael Greenblatt and Samuel Godinsky, advocates, Dame Ida Schwartz, spinster, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying, and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the Company;

To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry

le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales, ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure, dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the Company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right, or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the Company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Mallek's Gent's Furnishing Co., Ltd.", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2213 Sous-secrétaire de la Province.

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the Company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this Company, upon such terms and conditions as this Company may see fit;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Mallek's Gent's Furnishing Co., Ltd", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2214-o Assistant Provincial Secretary.

"M. G. S. Realty Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Moses-Hyman Myerson, Max-Isidore Sigler, tous deux avocats, et Samuel Sigler, bourgeois, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acquérir, détenir, vendre et transporter tous biens immobiliers ou immeubles situés dans la province de Québec, et construire, maintenir, exploiter et administrer sur les dits immeubles détenus, des manufactures, entrepôts, magasins, habitations et autres travaux qui sembleront susceptibles d'avancer, directement ou indirectement, les intérêts de la compagnie;

Pour les fins de la compagnie, acheter, louer ou autrement acquérir des biens mobiliers ou immobiliers;

Acheter ou autrement acquérir aucune partie des biens, commerce de toute firme ou compagnie exerçant aucun commerce similaire ou partiellement similaire à celui de cette compagnie;

Placer ou autrement négocier les deniers ou autres biens de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Faire aucune et toutes telles opérations qui sont incidentes aux objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "M. G. S. Realty Corporation",

"M. G. S. Realty Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of March, 1933, incorporating: Moses Hyman Myerson, Max Isidore Sigler, both advocates, and Samuel Sigler, gentleman, all of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, sell and convey any immoveable or immoveables situated in the Province of Quebec, and to construct, maintain, work and manage on the said immoveables held, manufactories, warehouses, stores, dwellings and other works which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests;

For the purpose of the company to purchase, lease or otherwise acquire real or personal property;

To purchase or otherwise acquire any part of the assets, business of any firm or company carrying on any business similar or partly similar to that of this company;

To invest or otherwise deal with the moneys or other property of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To do any and all such business as may be incidental to the above mentioned objects, under the name of "M. G. S. Realty Corporation",

avec un capital total de vingt mille ($20,000.00), dollars, divisé en deux cents (200) actions de cent ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2215 Sous-secrétaire de la Province.

with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2216—o Assistant Provincial Secretary.

"Montreal Upholstering Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de mars 1933, constituant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel-Alexander Shulman, tous deux avocats, et Dorothy Boretsky, fille majeure, sténographe, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, assumer ou autrement acquérir de la "Montreal Upholstering Company", le commerce présentement exercé par eux en la dite cité de Montréal, avec tous les biens, fonds de commerce et biens, mobiliers et immobiliers, possédés ou utilisés en rapport avec icelui, et leur clientèle, et tous les droits et contrats présentement détenus par eux, sujets aux obligations, s'il y en a, les affectant; et les payer en actions acquittées de cette compagnie;

Manufacturer et acheter, vendre ou autrement faire le commerce de toutes sortes de fournitures, tapis, poêles et fournitures de maison et tous autres produits de même et semblable nature ou qui peuvent être utilisés pour des fins semblables;

Exercer toute autre industrie (soit manufacturière ou autrement) que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour aucune des fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer ou permettre l'usage ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions récipoques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir la compagnie, et prendre ou

"Montreal Upholstering Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of March, 1933, incorporating: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, both advocates, and Dorothy Boretsky, *fille majeure*, stenographer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, take over, or otherwise acquire from the Montreal Upholstering Company, the business now carried on by them at the said city of Montreal, with all the assets, stock in trade, and real and personal property owned or used in connection therewith, and the good-will thereof, and all the rights and contracts now held by them, subject to the obligations, if any, affecting the same; and to pay for the same in paid-up shares of this company;

To manufacture, and to buy, sell or otherwise deal in all kinds of furniture, carpets, stoves and household furniture and any other product of the same or similar nature or to be utilized for similar purposes;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and

acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant aucune industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de mandants, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes les autres choses nécessaires pour atteindre les objets ci-mentionnés ou s'y rattachant de quelque manière, sous le nom de "Montreal Upholstering Company, Limited", avec un capital total de soixante-quinze mille dollars ($75,000.00), divisé en sept cent cinquante (750) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2217 Sous-secrétaire de la Province.

to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having business dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all of any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Montreal Upholstering Company, Limited", with a total capital stock of seventy-five thousand dollars ($75,000.00), divided into seven hundred and fifty (750) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2218—o Assistant Provincial Secretary.

"Old Country Inn, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Albert G. Lancey, Charles Schwende et James Crossman, tous trois bourgeois, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer ou autrement acquérir et posséder, aménager, maintenir et exploiter des hôtels, restaurants et cafés et salles de rafraîchissements, et les vendre, louer, posséder, échanger ou autrement en disposer, et généralement faire le commerce, construire, posséder,

"Old Country Inn, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1933, incorporating: Albert G. Lancey, Charles Schwende, and James Crossman, all three Gentlemen, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease or otherwise acquire and own, equip, maintain and operate hotels, restaurants and cafés and refreshment rooms, and to sell, lease, possess, exchange or otherwise dispose of same, and to generally deal with, construct, possess, maintain and ope-

maintenir et exploiter des restaurants, cafés, tavernes, salles de rafraîchissements, maisons de pension se rapportant à icelui et exercer le commerce de marchands licenciés pour la vente de vins, bière, tabac, importateurs et manufacturiers d'eaux gazeuses, minérales et artificielles et autres breuvages, et généralement pourvoyeurs d'amusements publics;

Pourvoir et fournir des repas, maisons d'habitation, appartements, maisons de pension, clubs, bureaux, usines et boutiques et généralement exercer dans toutes ses spécialités le commerce de fournisseurs;

Acheter, louer ou autrement acquérir en tout ou en partie des propriétés réelles, lots à bâtir, jardins fruitiers et maraîchers, et les maintenir et les exploiter lorsqu'ils sembleront susceptibles d'être exploités, possédés et maintenus de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Exercer toute autre industrie, (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, chèques, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Demander, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, franchise, autorité, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions et les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

Faire telles autres choses qui sont incidentes ou appropriées à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Old Country Inn, Incorporated", avec un capital total de neuf mille neuf cents dollars ($9,900.00), divisé en quatre-vingt-dix-neuf (99) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

2221 Sous-secrétaire de la Province.

rate restaurants, cafés, taverns, refreshment rooms and boarding houses in connection therewith and to carry on the business of licensed dealers in wine, beer, tobacco, importers and manufacturers of aerated, mineral and artificial waters and other drinks, and, generally, caterers for public amusements;

To cater to and supply with meal, dwelling-houses, apartments, boarding houses, clubs, offices, factories and shops and generally to carry on in all its branches the business of catering;

To purchase, lease or otherwise acquire in whole or in part real estate, buildings, lots, fruit and vegetable gardens and to maintain and operate same, whenever they may seem capable of being operated, possessed and maintained so as to directly or indirectly benefit the Company;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, cheques, bills of exchange, bills of lading, warrants, and other negotiable or transferable instruments;

To apply for, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, franchise, authority, concessions, rights or privileges which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To do such other things as are incidental or conduce to the attainments of the above objects, under the name of "Old Country Inn, Incorporated", with a total capital stock of nine thousand nine hundred dollars ($9,900.00), divided into ninety-nine (99) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,

2222-0 Assistant Provincial Secretary.

"Plaza Tea Room Coy, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de mars 1933, constituant en corporation: Denis Stevens et Agisilaos Apostolatos, tous deux confiseurs et restaurateurs, et Evangelos Scafidas, marchand, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce de confiseurs, restaurateurs, manufacturiers et marchands de toutes sortes de marchandises en boîte, condiments, marinades, confitures, gelées, conserves, bonbons, chocolats, viandes, légumes, fruits, pâtisseries, friandises de table, viandes et denrées préparées et cuites, tabac, cigares et cigarettes, eaux minérales et gazeuses, jus de fruits, livres, revues et journaux;

Acheter des appliques, dispositifs, fournitures et accessoires nécessaires à l'exercice de tel commerce;

Acquérir les droits découlant d'un bail octroyé le 20 février 1933, par la Pierce Corporation à Agisilaos Apostolatos, pour un magasin portant le No civique 4858 de la rue Sherbrooke Ouest, en la cité de Westmount, pour un terme de six ans et deux mois et assumer le paiement du loyer stipulé dans le dit bail;

Servir des repas et goûters;

Etablir des magasins, agences et dépôts pour la vente des produits de la compagnie dans les limites de la province de Québec;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui se rapportent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Plaza Tea Room Coy, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Westmount, comté de Westmount, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2223 Sous-secrétaire de la Province.

"Plaza Tea Room Coy, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of March, 1933, incorporating: Denis Stevens and Agisilaos Apostolatos, both confectioners and restaurateurs, and Evangelos Scafidas, merchant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as confectioners, restaurateurs, manufacturers and dealers in all kinds of canned goods, condiments, pickles, jams, jellies, preserves, candies, chocolates, meats, vegetables, fruits, pastries, table delicacies, prepared and cooked meats and foods, tobaccos, cigars and cigarettes, mineral and carbonated waters, fruit juices, books, magazines and newspapers;

To purchase the fixtures, fittings, furniture and accessories necessary to the carrying on of such business;

To acquire the rights to a lease granted on over the 20th of February, 1933, by Pierce Corporation to Agisilaos Apostolatos, for a store bearing No. 4858 of Sherbrooke Street West, in the city of Westmount, for the term of six years and two months and to undertake the payment of the rent stipulated in such lease;

To serve meals and luncheon;

To establish stores, agencies and depots for the sale of the products of the company within the limits of the Province of Quebec;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Plaza Tea Room Coy, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the city of Westmount, in the county of Westmount, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2224—o Assistant Provincial Secretary.

"Moonlight Grill, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1933, constituant en corporation: James Beemer Jarvis, agent financier, et René Chopin, notaire, tous deux de la cité de Montréal, et Béatrice Shuman, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

Construire, bâtir, acheter, louer, posséder, aménager, exploiter et maintenir des hôtels, restaurants, cafés, salles de rafraîchissements, salles de danse, et aussi les vendre, louer, fournir, échanger ou autrement en disposer, et généralement exercer dans toutes ses spécialités le commerce qui consiste à construire, posséder, maintenir et exploiter des hôtels, restaurants, cafés, tavernes, comptoirs à rafraîchissements, salles de danse, maisons de logement, et en rapport avec icelui, ou ailleurs exercer le commerce d'épiciers, marchands

"Moonlight Grill, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1933, incorporating: James Beemer Jarvis, financial agent, and Rene Chopin, notary, both of the city of Montreal, and Beatrice Shuman, stenographer, of the full age of majority, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To construct, build, purchase, lease, own, equip, operate and maintain hotels, restaurants, cafes, refreshment rooms, dance halls, and also, to sell, lease, supply, exchange or otherwise dispose of the same, and generally to carry on in all its branches the business of building, owning, maintaining and operating hotels, restaurants, cafes, taverns, refreshment booths, dance halls, lodging houses, and in connection therewith, or elsewhere to carry on the business of victuallers, licensed wine, beer, tobacco and candy mer-

licenciés pour le vin, la bière, tabac et bonbons, ou de toutes autres marchandises, eaux carbonées et gazeuses ou liqueurs douces, et aussi comme manufacturiers, importateurs, exportateurs, acheteurs et vendeurs d'iceux, propriétaires d'automobiles, tenanciers d'écuries et garagistes;

Exercer le commerce de pourvoyeurs pour des lieux d'amusements publics en général, divertissements de toutes sortes et tout autre commerce qui peut convenablement être exercé en rapport avec iceux;

Posséder, engager ou autrement se procurer les services d'orchestres de danse, orchestres symphoniques, fanfares et aucune musique, instrumentale ou vocale, faire et organiser des concours de danse et de musique et offrir et donner des prix pour iceux, de la manière jugée le plus convenable par la compagnie, et organiser des expositions, des drames et pièces, comédies, représentations burlesques, y compris des représentations de cafés-concerts et tous autres moyens de divertissements que la compagnie croira appropriés et convenables;

Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement, autorité, corporation, personne ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, et contribuer à les mettre en vigueur;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autrement, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre plus profitables;

Conclure des conventions avec les autorités fédérales, provinciales, municipales ou locales, pour toutes fins qui sembleront avantageuses pour les objets de la compagnie, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges, permis et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges, permis et concessions et s'y conformer;

Acheter, vendre, louer, prendre en échange ou autrement acquérir et disposer de terrains ou intérêts en iceux, avec ensemble tous édifices ou constructions qui peuvent exister sur lesdits terrains ou aucun d'eux et acheter, vendre, louer, échanger, hypothéquer, ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des édifices ou constructions qui sont actuellement et seront à l'avenir sus-érigés et prendre et en donner telle garantie qui semble jugée nécessaire;

Ériger des édifices en général, et faire le commerce de matériaux de construction;

Prendre, donner et détenir des mortgages pour toute balance impayée du prix d'achat sur tels terrains, édifices ou constructions ainsi acquis et ainsi vendus, et vendre ou acquérir des mortgages ou autrement disposer ou acquérir tous les dits mortgages;

Prendre ou acquérir autrement ou détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

chants, or of any other merchandise, carbonated and aerated waters or soft drinks, and also as manufacturers, importers, exporters, purchasers and vendors of same, automobile proprietors, livery stable keepers and garage keepers;

To carry on the business of caterers for public amusement generally, entertainments of all kinds and any other business that can conveniently be carried on therewith;

To own, engage or otherwise acquire the services of dance orchestras, symphony orchestras, bands or any music, whether instrumental or vocal, to carry on and organize dancing contests, music contests and to offer and award prizes therefor, as may best seem expedient to the company, and to organize exhibitions, dramatics and plays, comedies, burlesque, including floor shows and any other means of entertainment, which may seem expedient and advisable to the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government, authority, corporation or person or any public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying same into effect;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render more profitable any of the company's property or rights;

To enter into any arrangements with any authority, federal, provincial, municipal or local, for any purposes conducive to the objects of the company, and to obtain from any such authority any rights, privileges, licenses or concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges, licenses or concessions;

To purchase, sell, lease, take in exchange or otherwise acquire and dispose of lands or interest therein together with any buildings or structures that may be on the said lands or any of them, and to purchase, sell, lease, exchange, hypothecate, or otherwise dispose of the whole or any portion of the land, and all or any part of the buildings or structures that are now or may hereafter be erected thereon and to take or give such security therefor as may be deemed necessary;

To erect buildings generally and to deal in al building materials;

To take, give and hold mortgages for any unpaid balance of the purchase price on any of the lands, buildings or structures so acquired and so sold, and to sell or acquire mortgages or otherwise dispose or acquire all the said mortgages;

To take or otherwise acquire or hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires ou par tous autres moyens, les édifices ou appartements de la compagnie ou autres choses dans lesquelles la compagnie peut être intéressée;

Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, céder ou faire valoir autrement la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

Faire toutes ou chacune des choses énumérées plus haut en qualité de principaux, d'agents, d'entrepreneurs ou autrement, et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Faire toutes ou aucune des autres choses nécessaires pour atteindre les objets susmentionnés;

Conclure, exécuter et compléter des contrats d'assurance pour la protection des biens de la compagnie, contre perte par le feu, vol, vol avec effraction et autres pertes pour lesquelles l'assurance est valable;

Faire des prêts et hypothéquer les biens de la corporation en garantie pour le prêt fait;

Garantir, souscrire, acheter ou continuellement acquérir, ou détenir, comme principal ou agent, et absolument comme propriétaire, ou par voie de garantie collatérale ou autrement et vendre, échanger, transporter, céder ou autrement disposer ou faire le commerce d'obligations, débentures, actions, parts ou autres valeurs, et donner en garantie de l'émission de toutes telles obligations ou débentures en son propre nom des biens de la compagnie;

Obtenir le droit de poursuivre et d'être poursuivie devant toutes les cours de justice de la province de Québec et ailleurs, sous le nom de "Moonlight Grill, Incorporated".

Le montant du capital-actions de la compagnie est de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en mille actions (1,000) de dix dollars ($10.00) chacune, lesquelles actions seront transférables.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2219 Sous-secrétaire de la Province.

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars or by any other methods the buildings or apartments of the company or any other matters in which the company may be interested;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

To do all or any other such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To enter into, carry out and complete contracts of insurance for the protection of the property of the company against loss by fire, theft, burglary and other losses for which insurance is available;

To make loans and to hypothecate the property of the corporation in security for the loan made;

To underwrite, subscribe for, purchase or continually acquire or hold, either as principal or agent, and absolutely as owner, or by way of collateral security or otherwise, and to sell, exchange, transfer, assign or otherwise dispose of any or deal in bonds, debentures, stocks, shares, or other securities, and to guarantee by the assets of the company the issue of any such bonds or debentures in its own name;

To be permitted to sue and be sued in all the courts of the province of Quebec and elsewhere, under the name of "Moonlight Grill, Incorporated".

The amount of the capital stock of the company is to be the sum of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one thousand shares (1,000) of ten dollars ($10.00) each, which shares are to be transferable.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal, in the county of Hochelaga, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2220–o Assistant Provincial Secretary.

"R. R. Dupéré, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Raymond Ruelland, industriel, Dame Bernadette Couturier, son épouse qu'il autorise aux fins des présentes, et Dame Virginie Labranche, veuve de feu Philippe Couturier, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Produire, extraire, manufacturer, exporter, importer, acheter et vendre tous produits chi-

"R. R. Dupéré, Limitée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1933, incorporating: Raymond Ruelland, manufacturer, Dame Bernadette Couturier, his wife authorized by him for the purposes hereof, and Dame Virginie Labranche, widow of the late Philippe Couturier, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To produce, extract, manufacture, export, import, purchase and sell any chemical or other

miques ou autres se rapportant au traitement du cuir en général, à tous ses sous-produits et à toutes autres substances provenant de ces sous-produits;

Faire toutes autres choses se rapportant directement ou indirectement à la réalisation des objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "R. R. Dupéré, Limitée", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2225-o Sous-secrétaire de la Province.

products incidental to the tanning of leather in general, all its by-products and any substances derived from the said by-products;

To do any other things directly or indirectly incidental to the attainment of the aforesaid objects, under the name of "R. R. Dupéré, Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2226 Assistant Provincial Secretary.

"Samuels & Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et unième jour de mars 1933, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack et Bernard Benno Cohen, tous trois avocats, des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, manufacturer et faire le commerce, en gros ou en détail, d'effets, articles et marchandises de toute description;

Exercer le commerce d'épiciers, bouchers, maraîchers, marchands de grain et provisions, laitiers, boulangers, confiseurs, et marchands de bière et articles de commerce propres à la consommation de toutes sortes;

En rapport avec le commerce de la compagnie établir des magasins, agences, dépôts et autres marchés pour la vente des produits de la compagnie;

Exercer le commerce d'entreposeurs y compris les opérations d'emmagasinage à froid, entrepôts et usines;

Manufacturer et faire le commerce de boites à conserve, boites, jarres, sacs, récipients, étiquettes et accessoires pour la mise en conserve;

Prendre des agences pour ou se fusionner avec toute compagnie, corporation, société ou personne exploitant tout genre de commerce se rapportant en aucune manière aux objets de la présente compagnie;

Acheter, prendre à loyer ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens réels ou personnels, ou tous droits ou privilèges que la compagnie croira nécessaires ou commodes pour les fins de ses opérations, et en particulier toute machinerie, usine ou fonds de commerce;

Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir, comme industrie en exploitation ou autrement, le commerce, propriétés, entreprises et clientèle et biens de toute personne, firme ou corporation en tout ou en partie semblables à ceux que la compagnie est autorisée à exercer ou possédant aucune propriété convenable aux fins de la compagnie; et assumer ou entreprendre les responsabilités de telle personne, firme ou corporation et payer totalement ou partiellement pour tel commerce;

Conclure des arrangements pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, avec toute personne ou compagnie de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités

"Samuels & Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty first day of March, 1933, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack, and Bernard Benno Cohen, all three Advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, manufacture and deal in, either wholesale or retail, goods, wares and merchandise of every description;

To carry on the business of grocers, butchers, green grocers, grain and provision dealers, dairymen, bakers, confectioners, and dealers in beers and articles of commerce suitable for consumption of all kinds and descriptions;

In connection with the business of the company to establish stores, agencies, depots and other markets for the sale of the products of the company;

To carry on the business of warehousemen including the operation of cold storage, warehouses and plants;

To manufacture and deal in cans, boxes, jars, bags, containers, labels and canners' supplies;

To take agencies for or amalgamate with any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's object;

To purchase, take on lease, or in exchange, hire, or otherwise acquire any real estate or personal property or any right or privilege which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant or stock in trade;

To purchase, take over, lease, or otherwise acquire, as a going concern or otherwise, the business, property, undertakings, good-will, and assets of any person, firm or corporation, in whole or in part similar to that which the company is authorized to carry on or possessed of any property suitable for the purpose of the company, and to assume or undertake the liabilities of such person, firm or corporation, and to pay or partly pay for such business;

To enter into any arrangement for the sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, with any person or company so as directly or indirectly to benefit the company;

To enter into any arrangements with any

municipales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie;

Vendre ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des biens, actif, droits et entreprises ou clientèle de la compagnie, et accepter en paiement d'iceux la totalité ou aucune partie de argent, obligations, actions ou autres valeurs de toute corporation ou compagnie;

Prendre ou détenir des mortgages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendues par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie pour les acheteurs, et vendre ou autrement disposer des dits mortgages, hypothèques, privilèges et charges;

Hypothéquer, vendre, nantir, louer ou donner en gage tous les biens mobiliers et immobiliers, présents ou futurs, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Prélever et aider au prélèvement de l'argent et aider au moyen d'obligations, prêts, promesses, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autres valeurs ou autrement, de toute compagnie, corporation, firme, ou personne avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires, et garantir la réalisation des contrats avec toute telle compagnie, corporation, firme, personne ou personnes; et subventionner tous procédés ou entreprises qui sembleront devoir bénéficier directement ou indirectement à la compagnie;

Tirer, ou prendre, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats ou autres effets négociables ou transférables;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Emettre, vendre ou répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Exercer toute autre industrie que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou des droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme mandants ou agents à commission ou autrement, et avec ou par l'entremise d'agents ou autrement et soit seuls, ou conjointement avec d'autres;

Etablir des agences et succursales;

Les pouvoirs de chaque paragraphe ne seront en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets précités ou aucun d'eux;

authority, municipal or otherwise, that may seem conducive to the company's objects;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the property, assets, rights and undertakings, or good-will of the company, and to accept payment of the same, wholly or in part, in cash, bonds, stocks, or other security in any corporation or company;

To take or hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase prices, or for any unpaid balance of the purchase price of the company's property of whatsoever kind sold by the Company, or any money due to the company for purchases and sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, and charges;

To hypothecate, sell, mortgage, lease or pledge any property, moveable and immoveable, present or future, for the purchase of securing any bonds, debentures or debenture stock wich the company is by law entitled to issue;

To raise and assist in securing money for, and to aid by way of bonds, loan, promises, endorsement, guarantee of bonds, debentures, or other security or otherwise from any company, corporation, firm or person with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation, firm, person or persons, and to subsidize any proceedings or undertakings which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company;

To draw, or take, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To issue, hand over and allot as fully paid-up any share, debenture stock, or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, abandon, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To issue, sell or allot, upon the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the capital stock of the present company;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To do all or any of the above things as principal or agent on commission or otherwise and by or through agents or otherwise, and either alone or in conjunction with these;

To establish agencies and franches;

The powers in each paragraph to be in no way limited or restricted by inference to or inference from the terms of any other paragraph;

To do any such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them;

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt, non compris les employés actuels et les anciens employés qui pourraient être actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi;

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire pour des actions, sous le nom de "Samuels & Company, Limited", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt et unième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2227 Sous-secrétaire de la Province.

The number of shareholders shall be limited to twenty, exclusive of the present and past employees who may be shareholders of the company and who have continued so to be after leaving its employ;

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares, under the name of "Samuels & Company, Limited", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty first day of March, 1933.

ALEXNDRE DESMEULES,
2228-o Assistant Provincial Secretary.

"Silk Distributors, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de mars 1933, constituant en corporation: Moses-Hyman Myerson, Max-Isidore Sigler, tous deux avocats, et Samuel Sigler, bourgeois, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter et vendre des soieries, tissus, lainages, cotonnades, les importer et exporter comme négociants ou agents, en gros et en détail, et toutes les choses y relatives;

Pour les fins de la compagnie acheter, louer ou autrement acquérir des biens, mobiliers ou immobiliers;

Acheter ou autrement acquérir aucune partie des biens, commerce d'aucune firme ou compagnie exerçant aucun commerce similaire ou partiellement similaire à celui de cette Compagnie;

Placer ou autrement négocier les deniers ou autres biens de la compagnie qui ne sont pas immédiatement requis, de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Faire aucune et toutes telles opérations commerciales qui sembleront incidentes aux objets ci-dessus mentionnés, sous le nom de "Silk Distributors, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2229 Sous-secrétaire de la Province.

"Silk Distributors, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1933, incorporating: Moses Hyman Myerson, Max Isidore Sigler, both advocates, and Samuel Sigler, gentleman, all of Montreal, for the following purposes:

To buy and sell silks, textiles, woollens, cottons, to import and export same as jobbers or agents, wholesale and retail, and all things incidental thereto;

For the purpose of the Company to purchase, lease or otherwise acquire real or personal property;

To purchase or otherwise acquire any part of the assets, business of any firm or company carrying on any business similar or partly similar to that of this company;

To invest or otherwise deal with the moneys or other property of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To do any and all such business as may be incidental to the above mentioned objects, under the name of "Silk Distributors, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2230—o Assistant Provincial Secretary.

"Universal Trading Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de mars 1933, constituant en corporation: Mayer Albert Barki, marchand, Toba Miller, teneur de livres, fille majeure, usant de ses droits, Lynda Crespin, marchande publique, épouse séparée de biens de Mayer Albert Barki, dûment autorisée par son dit époux aux fins des présentes, tous de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer le commerce d'importateurs, exportateurs, et agir comme facteurs, ou agents, mandants, marchands, négociants de tous produits propres au marché et pouvant être vendus, com-

"Universal Trading Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of March, 1933, incorporating: Mayer Albert Barki, merchant, Toba Miller, bookkeeper, spinster, of the full age of majority, and in the full exercise of her rights, Lynda Crespin, *marchande publique*, wife separate as to property of Mayer Albert Barki, duly authorized by her said husband for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of importers, exporters, and to act as factors, or agents, principals, dealers, jobbers in all marketable and saleable products, commodities, manufactured goods and

modités, articles manufacturés et matériaux bruts avec droit d'assumer et acquérir tout autre commerce d'une nature similaire ou qui peut être négocié par cette compagnie;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou non, qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, ou autrement acquérir et vendre, améliorer, construire, modifier des propriétés immobilières ou autrement en disposer et en faire le trafic ou le commerce autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licenses, concessions et choses semblables conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements requis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou pour autres fins, avec aucune personne ou compagnie exerçant aucun genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement leur aider, prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel ou fonds de commerce;

Prêter de l'argent aux clients et autres en

raw materials with the right to take over and acquire any other business of a similar nature or that can be dealt with by this company;

To carry on any other business, (whether manufacturing or otherwise), which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

To enter into partnership or into arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having

relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle personne;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance d'aucune licence, d'aucun pouvoir, d'aucune autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de tous ou d'aucun des biens et droits de la compagnie;

Hypothéquer, gager ou affecter autrement les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement d'emprunts ou le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrat, ou obligation de la compagnie;

Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Universal Trading Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de dix dollars ($10.00) chacune, à savoir:

(*a*) 1759 actions, formant un total de $17,500.00 appelées actions de la classe "A"; et ayant droit à un (1) vote chacune.

(*b*) 250 actions, formant un total de $2,500.00 appelées actions de la classe "B"; et ayant droit à sept (7) votes chacune.

dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein, according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all of any part of the property and rights of the company;

To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To invest and deal with the moneys of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Universal Trading Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) shares of ten dollars each, to wit:

(*a*) 1759 shares, totalling $17,500.00 called "A" stock; having one (1) vote each;

(*b*) 250 shares, totalling $2,500.00 called "B" stock; having seven (7) votes each;

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, en le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2231 Sous-secrétaire de la Province.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2232–o Assistant Provincial Secretary.

Lettres Patentes Supplémentaires

"Paul Gonthier & Compagnie, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-quatrième jour de mars 1933, changeant le nom de la compagnie "Gonthier, Panet-Raymond, Masson & Compagnie, Limitée", en celui de "Paul Gonthier & Compagnie, Limitée".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-quatrième jour de mars 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2233—o Sous-secrétaire de la Province.

Supplementary Letters Patent

"Paul Gonthier & Compagnie, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fourth day of March, 1933, changing the name of the company "Gonthier, Panet-Raymond, Masson & Compagnie, Limitée", to that of "Paul Gonthier & Compagnie, Limitée".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fourth day of March, 1933.

ALEXANDRE DESMEULES,
2234 Assistant Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province de Québec. H.-G. CARROLL.
[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne, d'Irlande et des possessions Britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes verront ou qu'elles peuvent concerner—SALUT.

PROCLAMATION

CHARLES LANCTOT, *Assistant-Procureur-Général.*

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée, demandant de détacher de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, dans le comté de Mégantic, le territoire ci-après décrit, et de l'annexer à la municipalité de la partie est du Canton-de-Leeds, dans le même comté;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet égard ont été remplies, et qu'il restera à la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, après ce démembrement, une population de plus de trois cents âmes;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutf exprimés dans un décret en date du 18 mars 1933, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre Province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Les lots de terre désignés par les numéros 1*a*, 1*b*, 1*c*, 2*a*, 2*b*, 2*c*, 3*a*, 3*b*, 3*c*, 4*a*, 4*b*, 4*c*, 4*d* et 5*a* du quatrième rang du canton de Thetford, au cadastre officiel fait pour ledit canton de Thetford, dans la division d'enregistrement de Thetford, est détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Antoine-de-Pontbriand, dans le comté de Mégantic, et est annexé à la municipalité de la partie est du Canton-de-Leeds, dans le même comté, à compter de la date de la publication

Proclamation

Canada,
Province of Quebec. H. G. CARROLL.
[L.S.]

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, *Deputy Attorney-General.*

WHEREAS a petition has been made to Us, to detach from the municipality of the parish of Saint Antoine de Pontbriand, in the county of Megantic, the territory hereinafter described and to annex the same to the municipality of the East part of the township of Leeds, in the same county;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code on that behalf have been observed, and that there will remain in the Municipality of the parish of Saint Antoine de Pontbriand, after this dismemberment, a population of over three hundred souls;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated the 18th. of March, 1933, and in accordance with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Those lots of land designated under numbers 1*a*, 1*b*, 1*c*, 2*a*, 2*b*, 2*c*, 3*a*, 3*b*, 3*c*, 4*a*, 4*b*, 4*c*, 4*d* and 5*a* in the fourth range of the township of Thetford, on the official cadastre made for the township of Thetford, in the Registration Division of Thetford, is detached from the Municipality of the parish of Saint Antoine de Pontbriand, in the county of Megantic, and annexed to the municipality of the East part of the township of Leeds, in the same county, from and after the date of

de la présente proclamation dans la Gazette officielle de Québec.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable HENRY GEORGE CARROLL, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre Province de QUÉBEC, ce TRENTE ET UNIEME jour de MARS, en l'année mil neuf cent trente-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la vingt-troisième année.

Par ordre,

ALEXANDRE DESMEULES,
2249—o Sous-secrétaire de la Province.

the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable HENRY GEORGE CARROLL, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUEBEC, in Our said Province, this THIRTY FIRST day of MARCH, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirty three, and in the twenty third year of Our Reign.

By command,

ALEXANDRE DESMEULES,
2250 Assistant Provincial Secretary.

Assemblées

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Assemblée générale annuelle

Avis est par les présentes donné que conformément aux règlements de la compagnie, l'assemblée générale annuelle des actionnaires de la "Montreal Tramways Company" sera tenue aux bureaux de la compagnie, édifice des Tramways, 159 rue Craig Ouest, Montréal, à midi, lundi, le vingtième jour de mars 1933.

Cette assemblée sera convoquée tel que convenu et immédiatement ajournée jusqu'à lundi le vingt-quatrième jour d'avril 1933, à la même heure et au même endroit.

Les régistres des transferts seront clos du 1er jour de mars, 1933, au 20ième jour de mars, 1933, les deux dates inclusivement.

Par ordre du bureau de direction.

Le secrétaire-trésorier,
PATRICK DUBÉE.

Le lundi, 16 janvier, 1933. 415—3-5

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

AVIS AUX ACTIONNAIRES

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle de la "Quebec Central Railway Company", sera tenue aux bureaux de la "Canadian Pacific Railway Company", Montréal, mercredi, le 19 avril, mil neuf cent trente-trois, à midi, aux fins d'élire deux directeurs représentant les porteurs de valeurs, tel que requis par la constitution de la Compagnie et pour la transaction de toutes autres affaires qui peuvent être régulièrement soumises à l'assemblée.

Les actionnaires enregistrés le 1er mars auront droit d'assister et de voter à l'Assemblée.

Par ordre du Bureau de direction,

Le secrétaire,
H. C. OSWALD.

Montreal, le 1er mars 1933. 2043—13-3

Meetings

"MONTREAL TRAMWAYS COMPANY"

Annual General Meeting

Notice is hereby given that in accordance with the By-laws of the Company, the Annual General Meeting of the shareholders of the "Montreal Tramways Company" will be held at the Company's office, Tramways Building, 159 Craig Street West, Montreal, at 12 o'clock noon, on Monday the 20th day of March, 1933.

This meeting will be convened as called and immediately adjourned until Monday, the 24th day of April, 1933, at the same time and place.

The transfer books will be closed from the 1st day of March, 1933, to the 20th day of March, 1933, both dates inclusive.

By order of the Board,

PATRICK DUBEE,
Secretary-treasurer.

Monday, January 16th, 1933. 416—3-5-o

QUEBEC CENTRAL RAILWAY COMPANY

NOTICE TO STOCKHOLDERS

Notice is hereby given that the Annual General Meeting of the Quebec Central Railway Company will be held in the Offices of the Canadian Pacific Railway Company, Montreal, on Wednesday, 19th April, one thousand nine hundred and thirty three, at 12 noon, for the purpose of electing two directors representing the Security Holders as required by the constitution of the Company and for the transaction of such other business as may properly come before the said Meeting.

Stockholders of record on the 1st March will be entitled to attend and vote at the Meeting.

By Order of the Board,

H. C. OSWALD,
Secretary.

Montreal, 1st March 1933. 2044—13-3-o

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No F-119470. Dame Marie-Laure Larocque, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Choma, journalier, des mêmes lieux; demanderesse; vs Ledit John Choma, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 31 mars 1933.

Montréal, le 31 mars 1933.

Les procureurs de la demanderesse,
2247—o CARTIER, BARCELO & RIVARD.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No D-117358. Dame Feige Levin, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Moishe Shapsay, *alias* Morris Cooper, du même lieu, demanderesse; vs Moishe Shapsay, *alias* Morris Cooper, marchand, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16ème jour de mars 1933.

Montréal, le 31 mars 1933.

Les procureurs de la demanderesse,
2269 GREENBLATT & GODINSKY.

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No B-115422. Dame Lilly Raymer, *alias* Leha Raymerman, épouse commune en biens de son époux Abraham Shoel Handelman, tous deux de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs Abraham Shoel Handelman, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 24ème jour de mars 1933.

Montréal, le 31 mars 1933.

Les procureurs de la demanderesse,
2271 GREENBLATT & GODINSKY.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. F-119470. Dame Marie Laure Larocque, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Choma, laborer, of the same place, plaintiff; vs The said John Choma, defendant.

An action in separation as to property was instituted in this cause on the 31st. day of March, 1933.

CARTIER, BARCELO & RIVARD,
2248—o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. D-117358. Dame Feige Levin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Moishe Shapsay, *alias* Morris Cooper, of the same place, plaintiff; vs Moishe Shapsay, *alias* Morris Cooper, merchant, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on the 16th day of March, 1933.

Montreal, March 31st., 1933.

GREENBLATT & GODINSKY,
2270—o Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. B-115422. Dame Lilly Raymer, *alias* Leha Raymerman, wife common as to property of her husband Abraham Shoel Handelman, both of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Abraham Shoel Handelman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on the 24th day of March, 1933.

Montreal, March 31st., 1933.

GREENBLATT & GODINSKY,
2272—o Attorneys for plaintiff.

Ordre de Cour

Canada, province de Québec, district de Bedford, No 566, Cour Supérieure. Delphis St-Jean *et al.*, demandeurs; vs Charles Ménard, défendeur; et Edmond-A. Ostiguy, opposant.

Sur l'Ordonnance de l'Honorable Juge Arthur Trahan, donnée le 14ème jour de mars 1933;

Vu l'Opposition afin de Conserver faite en cette cause alléguant l'insolvabilité du défendeur Charles Ménard, du canton de Milton, district de Bedford, les créanciers dudit défendeur qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont appelés à les produire dans cette cause au bureau du Protonotaire de ce district, à Sweetsburg, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette Officielle de Québec, conformément aux dispositions des articles 673-674 du Code de Procédure Civile.

Sweetsburg, ce 14 mars 1933.

BIRON & HANSON,
2057—13-2-o P. C. S.

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, district of Bedford, No. 566, In the Superior Court. Delphis St. Jean *et al.*, plaintiffs; vs Charles Menard, defendant; and Edmond A. Ostiguy, Opposant.

By Order of the Honourable Justice Arthur Trahan, given on the 14th day of March, 1933;

Seeing the Opposition for payment in this cause alleging the insolvability of the defendant Charles Menard, of the township of Milton, in the district of Bedford, the Creditors of the said defendant who have not yet fyled their claims are now requested so to do at the office of the Prothonotary of this district, at Sweetsburg, within fifteen days from the first publication of the present notice in the Quebec Official Gazette, as provided by Articles 673-674 of the Code of Procedure.

Sweetsburg, this 14th March, 1933.

BIRON & HANSON,
2058—13-2-o P. S. C.

Demandes à la Législature

Avis est donné que lors de l'étude du projet de loi modifiant la loi concernant les écoles protestantes de Montréal relativement à la Commission Scolaire de la Ville Saint-Pierre-aux-Liens, demande sera faite à la Législature de la province de Québec par les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité de la Présentation de la Sainte-Vierge, dans le comté de Jacques-Cartier, à l'effet qu'il lui soit aussi permis de conserver entièrement la taxe neutre collectée des corporations dans leur territoire et pour autres fins.

Dorval, ce 3 avril 1933.

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA PRÉSENTATION DE LA SAINTE-VIERGE, DANS LE COMTÉ DE JACQUES-CARTIER.

Par le secrétaire,
HORACE MELOCHE.

2275—14-4-o

Avis est par les présentes donné que "The Montreal Stock Exchange et The Montreal Curb Market", deux corporations dûment constituées ayant leur principale place d'affaires dans la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec au cours de sa présente Session, pour demander l'amendement de la charte de la cité de Montréal, relativement à la taxe imposée sur les personnes faisant le commerce de courtiers dans les limites de la cité de Montréal.

Les procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.

1693—11-4-o

"La Colonie des Vacances des Grèves", association dûment constituée ayant son siège social dans les cité et district de Montréal, donne avis par les présentes qu'elle s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour lui demander de passer une loi incorporant ses membres actuels en une corporation civile avec des pouvoirs spéciaux, et ratifiant et confirmant les actes d'acquisition de ses biens immobiliers et pour autres fins.

Montréal, le 21 mars 1933.

Les procureurs de la Requérante,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.

1901—12-4-o

Avis est par les présentes donné que la soussignée s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour lui demander d'adopter une loi lui octroyant certains pouvoirs concernant la consolidation de sa dette et la tenue des élections.

LA CORPORATION DE LA VILLE DE PLAGE LAVAL.

1989—12-4-o

"L'INSTITUT ROY DES DOMINICAINES DU ROSAIRE".

Avis est, par les présentes, donné que "Les Dominicaines du Rosaire", corporation religieuse ayant sa place d'affaires en la cité des Trois-Rivières, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi incorporant, comme corporation distincte, sous le nom de "L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire", leur établissement de Montebello, dans le comté de Labelle, dans le diocèse d'Ottawa, avec tous les droits, pouvoirs et privilèges des corporations ayant une fin spirituelle, religieuse, morale et civile, et notamment:

Applications to the Legislature

Notice is given that when the Act concerning the Protestant School Commissioners of Montreal, concerning the School Commissioners of the town of Saint Pierre aux Liens, will be studied, application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec by the School Commissioners for the Municipality of La Presentation de la Sainte Vierge, in the county of Jacques Cartier, in order that they may be allowed to keep the whole of the neutral tax collected from the corporations in their territory and for other purposes.

Dorval, April 3rd., 1933.

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LA PRESENTATION DE LA SAINTE VIERGE, IN THE COUNTY OF JACQUES CARTIER.

Per HORACE MELOCHE,
Secretary.

2276—14-4-o

Notice is hereby given that "The Montreal Stock Exchange and The Montreal Curb Market", two bodies politic and corporate, having their head-offices in the city of Montreal, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, in the course of its present Session, for an amendment to the charter of the city of Montreal, respecting the tax levied upon persons carrying on business as brokers within the limits of the city of Montreal.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the Applicants.

1694—11-4

"La Colonie des Vacances des Grèves", association duly constituted having its head office in the city and district of Montreal, does hereby give notice that it shall apply to the Legislature, during its present session, to ask for the passing of an Act incorporating its present members into a civil corporation with special powers and ratifying and confirming the acquisition deeds of its immoveable property and for other purposes.

Montreal, March 21st., 1933.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the Petitioner.

1902—12-4-o

Notice is hereby given that the undersigned shall apply to the Legislature of the province of Quebec at its present session, asking the adoption of an act granting it certain powers respecting the consolidation of its debt and the holding of elections.

THE CORPORATION OF THE TOWN OF PLAGE LAVAL.

1990—12-4-o

"L'INSTITUT ROY DES DOMINICAINES DU ROSAIRE".

Notice is hereby given that "Les Dominicaines du Rosaire", a corporation having its place of business in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its present session, in order to obtain the adoption of a law incorporating, as a separate corporation, under the name of "L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire", its establishment or orphan-asylum of Montebello, in the county of Labelle, in the diocese of Ottawa, with all the rights, powers, and privileges of corporations having a spiritual, religious, educational, charitable and benevolent purposes, and namely:

1. Le droit d'acquérir, louer, aliéner, emprunter, hypothéquer, agir et contracter de toute manière, le tout sous la direction et l'approbation de Son Excellence l'Evêque du diocèse des Trois-Rivières;

2. Le droit de faire et adopter des règles et règlements pour la bonne administration du dit établissement, conformément aux règles et règlements de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire" et sujet à l'approbation du conseil général de cet ordre·

3. Le droit de se nommer des directrices, officières, procuratrices, à être choisies et élues, conformément aux règles de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire", parmi les membres de la dite corporation, ou en dehors, parmi les membres de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire";

4. Le droit de recevoir et d'hospitaliser les enfants pauvres, les vieillards et les prêtres malades et retirés, conformément aux pouvoirs de l'ordre de "Les Dominicaines du Rosaire".

Trois-Rivières, le 15 mars 1933.

Pour les requérantes,
1809—11-4-o J.-A. TRUDEL, Agent.

1. The right to acquire, rent, transfer, borrow, mortgage, deal and transact in any manner, the whole under the direction and with the approval of His Lordship the Bishop of the diocese of Three Rivers;

2. The right to pass and adopt all rules and by-laws for the management of its said establishment, according to the rules and by-laws of the order of "Les Dominicaines du Rosaire", with the approbation of the general council of the same order;

3. The right to name and appoint all directors, officers, attorneys, to be elected according to the rules and by-laws of "Les Dominicaines du Rosaire" and to be choosen amongst the members of the said corporation, or outside, amongst the members of the order of "Les Dominicaines du Rosaire";

4. The right to receive and grant the hospitality to the poor children, to the old men and to the retired or sick priests, according to the objects of the order of "Les Dominicaines du Rosaire".

Three Rivers, 15th March, 1933.

J. A. TRUDEL, Agent,
1810—11-4-o For the petitioners.

Bureaux-chefs

Province de Québec, district de Montréal. Dans l'affaire de: Suburban Properties, Limited.

Avis est par les présentes donné en vertu des dispositions de la section 28 de la Loi des Compagnies, que la compagnie dite "Suburban Properties, Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 2ème jour de février 1933, a établi son bureau-chef à 276 rue Saint-Jacques ouest, Chambre 421, en la cité de Montréal, province de Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 30ème jour de mars 1933.

"Suburban Properties, Limited".
Par le président,
2235 J. NORTHON.

Avis est par les présentes donné que la compagnie dite "Superior Theatres, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le 19ème jour de septembre 1932, ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au No 1114 rue Sainte-Catherine est, Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 6ème jour de mars 1933.

Le président,
2237 MICHAEL REIN.

Avis est par les présentes donné que L'Association des Propriétaires de Québec, Inc., constituée en corporation par Lettres Patentes le sixième jour de février, 1933, et ayant son bureau chef en la cité de Québec, a établi son bureau au No 147, Boulevard Langelier, Québec, P. Q.

Chief Offices

Province of Quebec, district of Montreal. In the matter of: Suburban Properties, Limited.

Notice is hereby given under the Provisions of Section 28 of the Companies' Act that Suburban Properties, Limited, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 2nd day of February, 1933, has established its head office at 276 Saint James Street West, Room 421, in the city of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 30th day of March, 1933.

"Suburban Properties, Limited".
Per J. NORTHON,
2236—o President.

Notice is hereby given that the Superior Theatres, Limited, incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 19th. day of September, 1932, having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 1114 Sainte Catherine Street, East, Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 6th. day of March, 1933.

MICHAEL REIN,
2238—o President.

Notice is hereby given that "L'Association des Propriétaires de Québec, Inc.", incorporated by Letters Patent on the sixth day of February, 1933, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 147, Boulevard Langelier, Quebec, P. Q.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la dite Association comme étant son bureau-chef.

Daté à Québec, ce premier jour d'avril 1933.

Le secrétaire,

2273—o J.-A. POULIOT, N. P.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the said Association as being the head office of the Association.

Dated at Quebec, this 1st day of April, 1933.

J. A. POULIOT, N. P.,

2274—o Secretary.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 27 mars 1933.

MM. Johnny Chabot, rentier, Sauveur Chabot, marchand, Alexandre Turgeon, notaire, O.-E. Perron, médecin, Pierre Gauvreau, ingénieur civil, Jos. Nadeau, Philéas Ruel, Joseph Ruel, et Eugène Mercier, ces quatre derniers cultivateurs, tous de la paroisse de Saint-Charles, comté de Bellechasse: commissaires pour tenir la Cour de commissaires de Saint-Charles-Borromée, comté de Bellechasse, district de Montmagny.

Québec, le 28 mars 1933.

MM. Thomas Reginald Davidson, résidant du canton de East Bolton, ingénieur chimiste, et L.-Horace Milette, de Lawrenceville, manufacturier: juges de paix pour le district de Bedford.

M. Solomon Long, de la cité de Montréal, 5644 rue Clarke: juge de paix pour le district de Montréal.

M. Alide Duchesne, de Saint-Barthélémy, comté de Berthier: juge de paix pour le district de Joliette.

MM. Théophile Larochelle, échevin, Alexandre Blais, négociant, 4 rue Saint-Julien, Adélard Fréchette, rentier, 53 rue Fraser, et Paul Beaulieu, marchand, 112 rue Commerciale, tous de la cité de Lévis: juges de paix pour le district de Québec. 2307–o

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by and with the advise and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, March 27, 1933.

Messrs. Johnny Chabot, annuitant, Sauveur Chabot, merchant, Alexandre Turgeon, notary, O. E. Perron, physician, Pierre Gauvreau, civil engineer, Jos. Nadeau, Philéas Ruel, Joseph Ruel and Eugène Mercier, these four latter farmers, all of the parish of Saint Charles, county of Bellechasse: to be Commissioners for the holding of the Commissioners' Court for Saint Charles-Borromée, county of Bellechasse, district of Montmagny.

Quebec, March 28, 1933.

Messrs. Thomas Reginald Davidson, resident of the township of East Bolton, chemical engineer, and L. Horace Milette, of Lawrenceville, manufacturer; to be Justices of the Peace for the district of Bedford.

Mr. Solomon Long, of the city of Montreal, 5644 Clarke Street: to be a Justice of the Peace for the district of Montreal.

Mr. Alide Duchesne, of Saint Barthelemy, county of Berthier: to be a Justice of the Peace for the district of Joliette.

Messrs. Théophile Larochelle, alderman, Alexandre Blais, trader, 4 Saint Julien Street, Adélard Frechette, annuitant, 53 Fraser Street, and Paul Beaulieu, merchant, 112 Commerciale Street, all of the city of Levis: to be Justices of the Peace for the district of Quebec. 2308

Avis divers

Avis est par les présentes donné, qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "D.-E. Drolet & Fils, Incorporé", tenue à Québec, le premier avril 1933, un règlement du Bureau de Direction a été ratifié unanimement par les actionnaires, décrétant la distribution de l'argent aux actionnaires, au "pro rata" de leurs actions, après avoir pourvu au paiement et à la garantie des dettes de la compagnie.

Québec, 3 avril 1933.

Le président,

2303–o ADRIEN DROLET.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given, that at a special general meeting of the shareholders of the company "D.-E. Drolet & Fils, Incorporé", held at Quebec, the first of April, 1933, a by-law of the Board of Directors, was unanimously ratified by the shareholders, enacting the distribution of the moneys to the shareholders at the "pro rata" of their shares, after having provided for the payment and the guarantee of the debts of the company.

Quebec, April 3rd, 1933.

ADRIEN DROLET,

2304 President.

"REITMAN'S, INC."

Extrait du Règlement VIII de la compagnie

REGLEMENT VIII—DIRECTEURS

Les affaires de la Compagnie seront administrées par un bureau de cinq (5) directeurs.

Montréal, le 28 mars 1933.

Le secrétaire-trésorier,

2305 LOUIS REITMAN.

"REITMAN'S, INC."

Extract from By-Law VIII of the Company.

BY-LAW VIII—DIRECTORS

The business of the Company will be administered by a Board of five (5) directors.

Montreal, March 28th, 1933.

LOUIS REITMAN,

2306–o Secretary-Treasurer.

Avis public est par les présentes donné que la Commission municipale de Québec présentera à un juge de la Cour Supérieure siégeant dans et pour le district de Kamouraska, à Rivière-du-Loup, samedi, le vingt-deuxième jour d'avril 1933, à 10 hrs a. m., une requête aux fins de déclarer en défaut la corporation scolaire catholique de Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, conformément à l'article 33 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S. R. 1925, chapitre 111*a*, tel qu'édicté par 22 Geo. V, ch. 56).

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec.
Québec, le 5 avril 1933. 2315–o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission will fyle with a Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Kamouraska, at Rivière-du-Loup, Saturday, the twenty second day of April 1933, at 10 o'clock a. m., a petition for the purpose of having declared in default the Catholic school corporation of Rivière-Bleue, county of Temiscouata, in conformity with article 33 of the Quebec Municipal Commission Act (R. S. 1925, Chapter 111*a*, as enacted by 22 Geo. V, Ch. 56).

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission,
Quebec, April 5, 1933. 2316–o

Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU.

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel", dans le comté de Richelieu, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Richelieu, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 21ième jour de février 1933.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap. 243, S. R. Q., 1925), ce 5ième jour d'avril 1933.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL,
Pour le trésorier de la province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2311—14–2–o

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE CONTRE LE FEU

Avis est par le présent donné que la "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Thècle", dans le comté de Champlain, a obtenu un permis et a été enregistrée comme corporation pour faire des affaires d'assurance mutuelle contre le feu, sur des bâtiments de ferme et des risques isolés (tels risques n'étant ni des risques de commerce ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni des risques extra-hasardés), dans les limites du comté de Champlain, tel que mentionné dans la déclaration transmise à l'inspecteur des assurances, et datée du 24ième jour d'octobre 1932.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la loi des assurances, (Chap 243 S. R. Q., 1925), ce cinquième jour d'avril 1933.

Le Surintendant des assurances,
B.-ARTHUR DUGAL.
Pour le Trésorier de la Province de Québec.
Service des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q. 2313—14–2–o

Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY.

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre de Sorel", in the county of Richelieu, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Richelieu, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 21st. day of February, 1933.

Given pursuant to the provisions of Article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 5th. day of April, 1933.

B. ARTHUR DUGAL,
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2312—14–2–o

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND REGISTRATION TO A MUTUAL FIRE INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the "Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Thècle", in the county of Champlain, has been licensed and registered as a corporation for the transaction of mutual insurance business against fire upon farm buildings and isolated risks (such risks being other than mercantile or on buildings used for mercantile or manufacturing purposes, or extra hazardous risks), within the limits of the county of Champlain, as set forth in the declaration filed with the Inspector of Insurance, and dated the 24th day of October 1932.

Given pursuant to the provisions of article 121 of the Quebec Insurance Act, (Chap. 243, R. S. Q., 1925), this 5th day of April 1933.

B. ARTHUR DUGAL.
Superintendent of Insurance,
For the Treasurer of the Province of Quebec.
Insurance Branch,
Treasury Department,
Quebec, Que. 2314—14–2–o

Chartes:—Abandon de

Avis est par le présent donné que La Pâtisserie Française, Limitée, d'après l'article 25 de la loi des compagnies de Québec, s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en conseil, pour demander l'annulation de sa charte.

Donné à Chicoutimi, ce 6ième jour de mars 1933.

Le président,
JEAN ANGERS.

2239—o

Avis est par les présentes donné, que la compagnie "D.-E. Drolet & Fils, Incorporé", s'adressera au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, pour lui demander d'être autorisée à abandonner sa charte.

Québec, 4 avril, 1933.

Le président,
ADRIEN DROLET.

2319–o

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that "La Pâtisserie Française, Limitée", under the provisions of article 25 of the Quebec Companies' Act, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for leave to surrender its charter.

Given at Chicoutimi, this 6th. day of March, 1933.

JEAN ANGERS,
President.

2240

Notice is hereby given, that the company "D. E. Drolet & Fils, Incorporé" will apply to the Lieutenant-Governor in Council, for leave to surrender its charter.

Quebec, April 4, 1933.

ADRIEN DROLET,
President.

2320

Département de l'Instruction publique

No 356–33.

Québec, le 4 avril 1933.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 3 avril 1933, de révoquer l'ordre en conseil No 2241, en date du 18 décembre, 1914, et de le remplacer par un autre par lequel on demande de détacher des municipalités scolaires de La Reine et de Dupuy, comté d'Abitibi, le territoire ci-dessous décrit pour en former une municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire de la paroisse de Sainte-Jeanne-d'Arc", même comté;

Au nord, par la ligne frontale du rang VI du canton de La Reine, à partir du lot No 1 jusqu'au lot 35 inclusivement, et par la ligne frontale du rang IV du même canton, à partir du lot No 36 jusqu'au lot No 45 inclusivement;

A l'est, par la ligne séparative entre les lots Nos 35 et 36 des rangs IV et V du même canton et par celle entre les lots Nos 45 et 46 des rangs I, II et III du même canton ainsi que dans les rangs Nos IX et X du canton de Roquemaure;

Au sud, par le Lac Abitibi;

A l'ouest, par la ligne interprovinciale entre la province d'Ontario et celle de Québec, depuis la ligne frontale du rang VI du canton de La Reine jusqu'au Lac Abitibi, moins toutefois les lots Nos 16 à 31 inclusivement des rangs II et III du canton de La Reine qui forme actuellement "La municipalité scolaire du Village de Sainte-Jeanne-d'Arc", même comté. 2317—o

Department of Education

No. 356–33.

Quebec, April 4th., 1933.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated April 3rd., 1933, to revoke the Order in Council No. 2241, dated December 18th., 1914, and to replace same by another, whereby application is made to detach from the School Municipalities of La Reine and of Dupuy, county of Abitibi, the territory hereinbelow described to form one separate School Municipality under the name of "The School Municipality of the parish of Sainte Jeanne d'Arc", same county.

On the North, by the front line of range VI of the township of La Reine, starting from lot No. 1 up to lot 35 inclusively, and by the front line of range IV of the same township, starting from lot No. 36 up to lot No. 45 inclusively;

On the East by the divisional line between lots Nos. 35 and 36 of range IV and V of the same township and by that between lots Nos. 45 and 46 of ranges I, II and III of the same township as well as in ranges Nos. IX and X of the township of Roquemaure;

On the South by Lake Abitibi;

On the West, by the interprovincial line between the Province of Ontario and that of Quebec, from the front line of range VI of the township of La Reine up to Lake Abitibi, less however, lots Nos. 16 to 31 inclusively of ranges II and III of the township of La Reine which presently forms "The School Municipality of the Village of Sainte Jeanne d'Arc", same county. 2318

Minutes de notaire

Québec, le 17 mars, 1933.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise par M. Armand Brien, notaire, demeurant et pratiquant en la paroisse de Saint-Sauveur-des-Monts, district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de

Notarial Minutes

Quebec, March 17, 1933.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented by Mr. Armand Brien, notary, residing and practising in the parish of Saint Sauveur des Monts, district of Terrebonne, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late no-

feu le notaire Joseph Chevalier, en son vivant notaire, demeurant et pratiquant à Saint-Sauveur-des-Monts, ainsi que des minutes, répertoire et index de feu le notaire Joseph Filiatrault dont feu le notaire Joseph Chevalier était le cessionnaire.

ALEXANDRE DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

1867—12-5-o

tary Joseph Chevalier, in his lifetime, notary, residing and practising at Saint Sauveur des Monts, also the minutes, repertory and index of the late notary Joseph Filiatrault whereof the late notary Joseph Chevalier was assignee.

ALEXANDRE DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

1868—12-5

Soumissions

Municipalité scolaire du Lac Des Iles, comté Labelle, Qué.

Des soumissions cachetées seront reçues au bureau du soussigné, à Lac-des-Iles, comté Labelle, Qué., concernant un emprunt de $5,500.-00 productif d'intérêt au taux de 6%, à compter du 1er avril 1933, l'intérêt payable semi-annuellement le premier avril et le premier octobre, le capital remboursable $500.00 par année, le 1er avril, à commencer le 1er avril 1934.

Tout soumissionnaire devra déposer avec sa soumission un chèque accepté de $500.00.

La municipalité ne sera pas tenue d'accepter la plus haute ni aucune autre soumission.

Lac-des-Iles, Qué., 28 mars 1933.

Le secrétaire-trésorier,
EMILE BISAILLON.

2277-o

Tenders

School municipality of Lac des Iles, county Labelle, Que.

Sealed tenders will be received at the office of the undersigned, at Lac des Iles, county of Labelle, Que., respecting a loan of $5,500.00 bearing interest at the rate of 6%, from the 1st of April, 1933, interest payable semi-annually the first of April and the first of October, capital redeemable $500.00 per annum, the 1st of April, to commence the 1st of April, 1934.

Every tenderer must deposit with his tender an accepted cheque of $500.00.

The municipality does not obligate itself to accept the highest or any of the tenders.

Lac des Iles, Que., March 28, 1933.

EMILE BISAILLON,
Secretary-treasurer.

2278

Ventes d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné au public, sous l'autorité de la Loi des chemins de fer du Canada, que la compagnie de messageries "Canadian Pacific Express Company" vendra à l'encan public, dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, vendredi, le 12 mai 1933, toutes les consignations non réclamées reçues avant le premier mai 1932, dans les bureaux de la division dite Atlantique.

Le président et gérant-général,
T.-E. McDONNELL.

1695—11-6-o

Sales of unclaimed freight

Public notice is hereby given that under authority of Canadian Railway Act, the Canadian Pacific Express Company will sell at public auction, in the city of Montreal, in the Province of Quebec, on Friday, May 12th., 1933, all unclaimed shipments that have been on hand since previous to May 1st., 1932, at offices in the Atlantic division.

T. E. McDONNELL,
President and General Manager.

1696—11-6-o

A CEUX QUI LES PRÉSENTES VERRONT:

Avis est par les présentes donné, que tous les articles reçus avant le vingt-neuvième jour de février, A. D., 1932, et qui demeurent non réclamés ou autrement dans les bureaux de la "Canadian National Express", à différents endroits dans les provinces d'Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et de l'Ile du Prince-Edouard, seront vendus par encan public, au plus haut enchérisseur, par l'encanteur de la compagnie, Walter M. Kearns, 1240 rue Université, Montréal, Qué., à DIX heures de l'avant-midi, MARDI, le NEUVIEME jour de MAI, A. D., 1933, à moins que les dits articles ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais sur iceux soient acquittés.

Daté à Montréal, Québec, ce sixième jour de mars, 1933.

G.-E. BELLEROSE,
General manager,
"Canadian National Express"
Montréal, Qué.

1603—10-6-o

TO WHOM IT MAY CONCERN:

Notice is hereby given that all goods received previous to the twenty ninth of February, A. D., 1932, and still remaining unclaimed or otherwise in the offices of the Canadian National Express, at different points in the provinces of Ontario, Quebec, New Brunswick, Nova Scotia, and Prince Edward Island, will be sold by public auction to the highest bidder, by the Company's auctioneer, Walter M. Kearns, 1240 University Street, Montreal, Que., at TEN o'clock in the forenoon, on TUESDAY, the NINTH day of MAY, A. D., 1933, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Dated at Montreal, Quebec, this sixth day of March 1933.

G. E. BELLEROSE,
General manager,
"Canadian National Express".
Montreal, Que.

1604—10-6-o

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de la faillite de: Calixte Boivin, cultivateur, de Saint-Valentin, district d'Iberville, cédant autorisé.

Avis est, par les présentes, donné que le DIXIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-trois (1933) à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu, par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Valentin, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située en la troisième grande ligne de la paroisse de Saint-Valentin, contenant quatre arpents de largeur sur vingt-huit arpents de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses susérigées, connue au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Valentin, sous le numéro deux cent soixante et dix-neuf (No 279), à distraire cependant dudit terrain, un demi-arpent en superficie, appartenant aux Commissaires d'Ecoles de la paroisse de Saint-Valentin.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite, paragraphes 2-3-4-5-6-7 et 8 des Statuts Revisés du Canada 1927, chapitre II et amendements, et aura l'effet du décret.

Pour conditions de vente et autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-PAUL VERMETTE.

Bureau: 507 Place d'Armes,
Montréal. 2241—14-2-o

Canada, Province de Québec, District Saint-François-Bedford, No 475. Dans l'affaire de Albert Paquet, contracteur, East Angus, P. Q., Cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble ci-après désigné:

Ce certain morceau, lot ou lopin de terre, plus particulièrement connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels pour le canton de Westbury, comme étant le lot numéro quatorze, trente-deux, deux (14-32-2) dans le troisième rang du dit canton—avec bâtisses dessus construites,

Sera vendu, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, district Saint-François-Bedford, en matière de faillite, rendu le 31 mars, 1933, portant le No 475 des dossiers de la dite cour, par encan public, suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite, et des articles 716 et 717 du C. P. C., pour la vente des immeubles en cette province, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, à la porte de l'église paroissiale de la ville de East Angus, P. Q., le DIXIEME jour de MAI, 1933, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire).

Pour autres renseignements et conditions de vente s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
TÉLESPHORE BELANGER et GÉDÉON-E. BEGIN.

Bureau: 22 rue Wellington Nord,
Sherbrooke, P. Q., le 3 avril, 1933.
2245—14-2-o

Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, (En matière de Faillite), No 229. *In re:* Telesphore Farley, cultivateur de la paroisse de la Visitation de l'Ile du Pas, dans le district de Joliette, cédant-autorisé.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le NEUVIEME jour du mois de MAI 1933, à

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of the estate of Calixte Boivin, farmer, of Saint Valentin, district of Iberville, Authorized Assignor.

Notice is hereby given, that on the TENTH day of MAY, nineteen hundred and thirty three (1933) at TEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Valentin, the following immovable, to wit:

A farm situate in the third Grande ligne of the parish of Saint Valentin, measuring four arpents in width by twenty eight arpents in depth, more or less—with buildings thereon erected, known on the official cadastre for the said parish of Saint Valentin, under number two hundred and seventy nine (No. 279); to be deducted, however, from the said farm, one half arpent in area belonging to the School Commissioners of the parish of Saint Valentin.

The said sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, paragraphs 2-3-4-5-6-7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, chapter 11 and amendments thereto, and shall have the effect of a Sheriff's sale.

For conditions of sale and other information, apply to the undersigned.

J. PAUL VERMETTE,
Trustee.

Office: 507 Place d'Armes,
Montreal. 2242—14-2

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis-Bedford, No. 475. In the matter of Albert Paquet, contractor, East Angus, P. Q., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immoveable designated as follows:

This certain piece of land, more particularly known and designated upon the cadastral plan and in the book of reference for the township of Westbury, as being lot number fourteen, thirty two, (14-32-2) in the third range of the said township—with the buildings thereon erected,

Will be sold, under judgment of the Superior Court of the District of Saint Francis-Bedford, sitting in Bankruptcy, rendered on March 31st, 1933, bearing No. 475 of the records of said Court, by public auction, pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, and of the articles 716 and 717 of C. C. P., so to give to the said sale the effect of a Sheriff's sale, at the door of the parish church of the town of East Angus, P. Q., the TENTH day of MAY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon. (Standard Time).

For further particulars and terms of sale, please apply to the undersigned.

TELESPHORE BÉLANGER and GÉDÉON E. BEGIN,
Trustees.

Office: 22 Wellington Street, North,
Sherbrooke, P. Q., April 3rd, 1933.
2246—14-2-o

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 229. *In re:* Telesphore Farley, farmer, of the parish of La Visitation de l'Ile du Pas, in the district of Joliette, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the NINTH day of the month of MAY, 1933, at

ONZE heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Visitation de l'Ile du Pas, dans le district de Joliette, seront vendus par encan public au plus haut et dernier enchérisseur les immeubles suivants, cédés par le failli en cette cause, savoir:

a) Une terre, située à l'Ile du Pas, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Visitation de l'Ile du Pas, sous le numéro cinq cent dix-sept (517) contenant environ quatre arpents et une perche de largeur sur vingt-cinq de longueur, bornée: en front au Chenal de l'Ile du Pas, en profondeur au Chenal des Epouffettes, bâtie d'une maison et autres dépendances, *à distraire* cependant de ce dit lot les terrains-emplacements vendus de ce dit lot suivant tit es à cet effet;

b) Une autre terre, située à l'Ile aux Castors, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour la paroisse de la Visitation de l'Ile du Pas sous le numéro cinq cent cinquante-deux (552), et sous une partie du lot numéro cinq cent cinquante-cinq (p. 555), contenant, cette partie, deux arpents de front sur quinze de profondeur, plus ou moins—avec bâtisses y érigées, étant les deux arpents voisins du lot No 553.

Cette vente faite d'après les articles 44 et 45 du chapitre deux de la loi de faillite, revision 1927, équivaut à une vente faite par le shérif.

Conditions de la vente: 10% comptant et la balance dans trois jours.

Le syndic autorisé,
2243—14-2-o J.-CONRAD PERRAULT.

LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de la cession autorisée de: "O. Goulet & Fils, Inc.", manufacturier, de la cité de Québec.

Avis est par les présentes donné que seront vendus au bureau du syndic soussigné, MARDI le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures A. M., les immeubles dans cette affaire, décrits comme suit:

Les lots numéros mille deux cent quatre-vingt-un (1281) et mille deux cent quatre-vingt-deux (1282) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, Québec, —avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ces immeubles portant le numéro civique 575 rue Saint-Valier, Québec.

Cette vente se fera au plus haut et dernier enchérisseur.

Condition de paiement: Comptant.

Cette vente est en outre faite en vertu des dispositions de la Loi de Faillite, article 45, chap. 11 S. R. C., 1927, et celles du Code de Procédures Civiles, articles 716 et 717, et a l'effet d'une vente faite par le shérif.

Les titres de propriétés peuvent être examinés en aucun temps au bureau du syndic soussigné.

Signé à Québec, ce 15 mars 1933.

Le syndic,
LEON COTÉ.

Bureaux de:
MORIN, BARRY, COTÉ & MARCEAU,
105 Côte de la Montagne,
Québec. 1697—11-2-o

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, en matière de faillite, No 43. Dans l'affaire de: Amanda Metthe-Dame Delphis Paquette, Montréal, Cédante autorisée.

Avis est, par les présentes, donné que MER-

ELEVEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of the parish of La Visitation de l'Ile du Pas, in the district of Joliette, will be sold by public auction to the highest and last bidder, the following immovables, assigned by the insolvent in this cause, to wit:

a) A farm, situate at l'Ile du Pas, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of La Visitation de l'Ile du Pas, under number five hundred and seventeen (517) measuring about four arpents and one perch in width by twenty five in length, bounded: in front by the l'Ile du Pas Channel, in depth by the Des Epouffettes Channel—with a house and other dependencies thereon erected, to be deducted however, from the said lot of land, the emplacements sold forming part of said lot, according to deeds to that effect;

b) Another farm situate at l'Ile aux Castors, known and designated on the official plan and book of reference for the parish of La Visitation de l'Ile du Pas under number five hundred and fifty two (552) and under part of number five hundred and fifty five (Pt. 555) measuring, the said part, two arpents in front by fifteen in depth more or less—with the buildings thereon erected, being the two arpents adjoining lot No 553.

The said sale made pursuant to articles 44 and 45 of chapter two of the Bankruptcy Act, Revised Statutes of Canada, 1927, shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: 10% cash and the balance within three days.

J. CONRAD PERRAULT,
2244—14-2 Authorized Trustee.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of the authorized assignment of: "O. Goulet & Fils, Inc.", manufacturers, of the city of Quebec.

Notice is hereby given that immovables in this matter, described as follows, shall be sold at the office of the undersigned trustee, on TUESDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock A. M.

The lots numbers twelve hundred and eighty one (1281) and twelve hundred and eighty two (1282) on the official cadastral plan and book of reference for Jacques Cartier Ward, Quebec—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, said immovables bearing civic number 575 Saint Valier Street, Quebec.

This sale shall be made to the highest and last bidder.

Condition of payment: Cash.

This sale is made, moreover, pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act, article 45, Chap. 11, R. S. C., 1927, and those of the Code of Civil Procedure, articles 716 and 717, and has the effect of a Sheriff's Sale.

The titles to the property may be examined at any time at the office of the undersigned Trustee.

Signed at Quebec, this 15th., of March, 1933.

LEON COTE,
Trustee.

Offices of:
MORIN, BARRY, COTÉ & MARCEAU,
105, Mountain Hill,
Quebec. 1698—11-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, In Bankruptcy, No. 43. In the matter of: Amanda Metthe-Mrs. Delphis Paquette, Authorized assignor, Montreal.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY,

CREDI le DIXIEME jour de MAI 1933, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu à l'encan public, conformément à la loi de faillite, à la porte de l'église catholique Romaine de la paroisse de Saint-Jérôme, dans la ville de Saint-Jérôme, l'immeuble décrit comme suit:

Un emplacement à prendre et distraire du lot connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-onze (P. 291) des plan et livre de renvoi officiels de la ville de Saint-Jérôme; ce dit emplacement à partir du coin sud-ouest du dit lot No 291, en suivant la ligne ouest, une distance de trente-cinq pieds, et de là tournant par un angle vers l'est, mesurant une distance de cent vingt pieds français, plus ou moins, et de là tournant par un angle vers le sud, mesurant encore une distance de trente-cinq pieds anglais, et de là tournant par un angle en suivant la ligne sud du dit lot No 291, mesurera encore cent vingt pieds français, plus ou moins, jusqu'au point de départ—avec les bâtisses dessus construites.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite avec l'effet du décret, article 45, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 des Statuts Révisés du Canada, 1927, chapitre 11, en vertu d'un jugement du Régistraire de la Loi de Faillite en date du 20 mars 1933.

Conditions de vente. Montant de l'enchère payable à la signature du contrat.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser au soussigné.

Le syndic,
J.-A. LEJOUR.

Bureau: 10 Saint-Jacques-Est,
Montréal, Tél. Harbour 0138. 2279—14-2-o

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Arthur Hamel, cultivateur, de la paroisse de Wickham, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que sous l'autorité d'une ordonnance émanée de la Cour Supérieure du district de Québec, siégeant en matière de faillite, signée par Wilfrid Edge, Protonotaire, le neuf mars 1933, les soussignés, Syndics dans l'affaire susdite, vendront à l'enchère publique, à la porte de l'église de la paroisse de Wickham, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant, comme un seul tout:

Une terre située en la dite paroisse de Wickham, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le canton de Wickham, par et sous les numéros cinq cent trois et cinq cent quatre (Nos 503 et 504) comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro 13 du 9ème rang dudit canton—avec les bâtisses dessus érigées.

La moitié du prix de vente devant être payée dès après l'adjudication et la balance sous trente jours, avec bonne et suffisante caution pour en assurer le paiement.

Cette vente est faite pour avoir l'effet du décret conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la province de Québec.

Saint-Guillaume, ce 15 mars 1933.

Les syndics,
J. DESROSIERS & GEORGES-A. DELANDES.
1879—12-2-o

---

the TENTH day of MAY 1933, at TEN o'clock in the forenoon, the immoveable described as follows shall be sold by public auction pursuant to the Bankruptcy Act, at the parochial church door of the Roman Catholic Church of the parish of Saint Jerôme, in the town of Saint Jerome, P. Q.

An emplacement taken from lot known and designated under number two hundred and ninety one (P. 291) of the official plan and book of reference of the town of Saint Jerome; the said emplacement starting from the Southwest corner of said lot No. 291, by following the West line, a distance of thirty five feet and from there turning at an angle towards the East, measuring a distance of one hundred and twenty feet, French measure, more or less, and from there turning at an angle towards the South, again measuring a distance of thirty five feet, English measure, and from there turning at an angle by following the South line of the said lot No. 291, again measuring one hundred and twenty feet, French measure, more or less, up to the starting point—with the buildings thereon erected.

This sale made pursuant to the Bankruptcy Act, will have the effect of a Sheriff's sale, article 45, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 11, in virtue of a judgment of the Registrar under the Bankruptcy Act dated March 20th. 1933.

Conditions of sale. The adjudication price to be payable on the signing of the deed of sale.

For other conditions of sale and other informations, apply to the undersigned.

J. A. LEJOUR,
Trustee.

Office: 10 Saint James Street East,
Montreal, Tel. Harbour 0138. 2280—14-2-o

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Arthur Hamel, farmer, of the parish of Wickham, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given under the authority of an order issued by the Superior Court for the district of Quebec, sitting in Bankruptcy, signed by Wilfrid Edge, Prothonotary, on the ninth of March, 1933, the undersigned Trustees, in the aforesaid matter, will sell at public auction, at the church door of the parish of Wickham, on the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable, to wit: as one single lot:

A farm situate in the said parish of Wickham, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the county of Drummond, for the township of Wickham, by and under numbers five hundred and three and five hundred and four (Nos. 503 and 504) as being the Northwestern half of lot number 13 of the 9th range of the said township—with the buildings thereon erected.

Half the sale price to be paid immediately after the sale and the balance within thirty days, with good and sufficient guarantee to assure payment thereof.

The said sale shall be made to have the effect of a Sheriff's sale, pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec.

Saint Guillaume, this 15th of March, 1933.

J. DESROSIERS & GEORGES A. DELANDES,
Trustees.
1880—12-2

LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de Aristide Masse, cultivateur, de la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que sous l'autorité d'une ordonnance émanée de la Cour Supérieure du District de Québec, siégeant en matière de faillite, le dix mars courant, signée par Wilfrid Edge, protonotaire de la dite Cour, le soussigné, syndic dans l'affaire susdite, vendra à l'enchère publique, le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1933, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, à DIX heures de l'avant-midi, l'immeuble suivant:

Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Eugène de Grantham, contenant quatre arpents et demi de front sur cinq arpents de profondeur, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Drummond, pour le Canton d'Upton, par et sous le numéro cent vingt-cinq (No 125).

Cette vente est faite pour avoir l'effet du décret conformément aux dispositions du Code de Procédure Civile de la province de Québec, et pour argent comptant.

Saint-Guillaume, ce 17 mars 1933.

Le syndic,
1877—12-2-o J. DESROSIERS.

THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of Aristide Masse, farmer, of the parish of Saint Eugène de Grantham, authorized assignor.

Public notice is hereby given that in virtue of an Order of the Superior Court of the District of Quebec, sitting in Bankruptcy, on the tenth of March instant, signed by Wilfrid Edge, prothonotary of the said Court, the undersigned trustee in the above matter will sell, by public auction, on the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at the church door of the parish of Saint Eugène de Grantham, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable:

A parcel of land situate in the parish of Saint Eugène de Grantham, measuring four and one half arpents in front by five arpents in depth, known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the County of Drummond, for the township of Upton, by and under number one hundred and twenty five (No. 125).

This sale shall be made to have the effect of a Sheriff's Sale, pursuant to the provisions of the Code of Civil Procedure of the Province of Quebec, and for cash.

Saint Guillaume, March 17, 1933.

J. DESROSIERS,
1878—12-2 Trustee.

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de l'actif de: Arthur Labrecque, cultivateur, de Lambton, comté de Frontenac, district de Beauce, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL 1933, seront vendus par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Lambton, Québec, à DIX heures de l'avant-midi, les immeubles de cette faillite, savoir:

1. Une terre désignée sous les numéros Seize "A", Seize "B" et Seize "D" au cadastre officiel pour le Rang "B" du canton de Lambton—circonstances et dépendances;

2. Une terre désignée sous les numéros Quinze "B" et Quinze "D" au cadastre officiel pour le Rang "A" du dit canton de Lambton—avec bâtisses, grément de sucrerie, circonstances et dépendances.

Cette vente d'immeubles sera faite sujette aux servitudes actives et passives qui peuvent exister sur ces immeubles.

Ces immeubles seront vendus au plus haut et dernier enchérisseur.

Conditions de la vente: Argent comptant.

Les certificats de titres peuvent être examinés au bureau du syndic soussigné, à Lambton, Québec, depuis le 24 avril 1933, jusqu'à la date de la vente.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C. et aussi à l'article 45 de la loi de faillite, et équivaut à une vente faite par le shérif.

Pour cahier de charges et plus amples informations, s'adresser au syndic soussigné.

Lambton, ce 20 mars 1933.

Le syndic,
J.-E. GUERTIN, N. P.
Bureau:—Lambton, Québec. 1907—12-2-o

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of the estate of: Arthur Labrecque, farmer, of Lambton, county of Frontenac, district of Beauce, Quebec, authorized assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY EIGHTH day of APRIL, 1933, shall be sold by public auction, at the church door of the parish of Lambton, Quebec, at TEN o'clock in the forenoon, the immoveable properties of this estate, to wit:

1. One farm designated under the numbers Sixteen "A", Sixteen "B" and Sixteen "D" on the cadastral plan and book of reference for the Range "B" of the township of Lambton—with appurtenances and dependances;

2. One farm designated under the numbers Fifteen "B" and Fifteen "D" on the cadastral plan and book of reference for the Range "A" on the said township of Lambton—with buildings thereon erected, sugar place outfits, appurtenances and dependances.

The said sale is made subject to all and any servitudes that may exist thereon.

The immoveables will be sold to the highest and last bidder.

Conditions of sale: Cash.

Certificates of titles may be examined at the office of the undersigned trustee, at Lambton, Quebec, from the 24th April, 1933, up to the date of the sale.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P. and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which give this sale the effect of a sheriff's sale.

For the list of charges and further informations, apply to the undersigned trustee.

Lambton, this 20th. day of March, 1933.

J. E. GUERTIN, N. P.,
Trustee.
Office:—Lambton, Quebec. 1908—12-2-o

AVIS DE VENTE

Canada, province de Québec, district de Richelieu, Cour Supérieure, en matière de faillite, No 185. Dans l'affaire de Déus Allard, cultivateur, de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dit district, cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que les immeubles désignés comme suit:

1. Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, contenant un arpent et demi de front sur vingt-cinq arpents de profondeur, plus ou moins, tenant en front au chemin du quatrième rang, en arrière au cinquième rang, d'un côté à Joseph Lemaire et de l'autre côté à Luc Hamel, connue et désignée au cadastre officiel pour la dite paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, suivant les plan et livre de renvoi officiels, comme étant la demie sud-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-huit (½ S. O. No 188).

2. Une autre terre en la même paroisse, de la contenance de un arpent et demi de largeur sur vingt-cinq arpents de profondeur, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels comme étant les lots numéros trois cent quinze et trois cent seize (Nos 315 et 316) du dit cadastre—avec les bâtisses dessus;

Seront vendus suivant un jugement de la Cour Supérieure pour le district de Richelieu, en matière de faillite, rendu le 25 novembre 1932, portant le No 185 des dossiers de la dite Cour, en bloc comme un seul établissement, aux enchères publiques suivant les dispositions de l'article 45 de la loi de Faillite, et après les avis donnés suivant les dispositions du code de Procédure civile dans le cas de vente par le shérif, de manière à donner à la dite vente l'effet du décret, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Bonaventure d'Upton, dit district, le VINGT-NEUVIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions de paiement: cinq cents dollars comptant, avec bonne et suffisante caution pour le paiement de la balance dans les trente jours suivant immédiatement.

L'adjudicataire devra dès après la vente signer le procès-verbal d'adjudication, et sur demande du syndic, signer le contrat devant le notaire que le syndic choisira; avec copies requises.

Pour autres informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
GEO. LEMAIRE.

Saint-David d'Yamaska, Qué. 1945—12-2-o

NOTICE OF SALE

Canada, Province of Quebec, District of Richelieu, Superior Court, Sitting in Bankruptcy, No. 185. In the matter of Deus Allard, farmer, of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, said district, Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that the immovables designated as follows:

1. A farm being and situate in the parish of Saint Bonaventure d'Upton, measuring one and one half arpent in front by twenty five arpents in depth, more or less, bounded in front by the road of the Fourth Range, at the rear by the Fifth Range, on one side by Joseph Lemaire, and on the other side by Luc Hamel; known and designated on the official cadastre for the said parish of Saint Bonaventure d'Upton, according to the official plan and book of reference, as being the Southwest half of lot number one hundred and eighty eight (S. W. ½ No. 188).

2. Another farm in the same parish, measuring one and one half arpent in width by twenty five arpents in depth, known and designated on the aforesaid official plan and book of reference as being lots numbers three hundred and fifteen and three hundred and sixteen (Nos. 315 and 316) of said cadastre—with the buildings thereon erected;

Will be sold pursuant to a judgment of the Superior Court for the district of Richelieu, sitting in Bankruptcy, rendered on the 25th. of November, 1932, bearing No. 185 of the records of the said Court, *en bloc* as one single establishment, by public auction, pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act, and after notices given according to the provisions of the Code of Civil Procedure in the case of a Sheriff's sale, so as to give to the said sale the effect of a Sheriff's Sale, at the church door of the parish of Saint Bonaventure d'Upton, said district, on the TWENTY NINTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions of payment: five hundred dollars cash, with good and sufficient security for payment of the balance within the thirty days immediately following.

The purchaser must immediately after the sale, sign the *procès-verbal* of the sale and upon request by the Trustee sign the contract before a notary chosen by the trustee; with the required copies.

For further information apply to the undersigned.

GEO. LEMAIRE,
Trustee.

Saint David d'Yamaska, Que. 1946—12-2

LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Louis Dionne, cultivateur, Rivière Ouelle, Co. Kamouraska, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures A. M., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Rivière Ouelle, comté de Kamouraska, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre avec bâtisses sus-construites, comprenant deux arpents de front sur la profondeur qu'il peut y avoir à prendre au nord-ouest au fronteau qui sépare les terres du troisième rang d'avec celles du deuxième rang, à aller en montant la profondeur de la troisième concession

THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Louis Dionne, farmer, Rivière Ouelle, Co. Kamouraska, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock A. M., will be sold by public auction at the Church door of Riviere Ouelle, county of Kamouraska, P. Q., the following properties as follows:

1. One land with buildings thereon constructed, containing two arpents in front on the depth that there may be starting to the Northwest to the frontal which divides the lands of the 3rd range with those of the 2nd range, going up the depth of the 3rd concession situated on the 3rd range

située sur le troisième rang de la dite paroisse de la Rivière Ouelle, pour partie, et sur le premier rang de la paroisse de Saint-Pacôme pour l'autre partie, lesquelles terres sont maintenant connues et désignées aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, sous le numéro huit cent trente-quatre (834) de la paroisse de la Rivière Ouelle, et sous le numéro deux cent vingt-trois (223) de la susdite paroisse de Saint-Pacôme, lequel numéro deux cent vingt-trois (223) borné du côté sud à la rivière dite Rivière Ouelle, à la réserve de la partie du numéro deux cent vingt-trois susmentionnée vendue à Hector Gagnon par acte de vente reçu aux minutes du notaire Lucien Lebrun, le 25 février 1928, enregistré au Bureau d'Enregistrement du comté de Kamouraska, sous le No 47180 et sujet aux droits et privilèges en rapport avec la ligne de transmission sur le lot numéro deux cent vingt-trois (223) du cadastre de Saint-Pacôme, tel que mentionné dans un acte de cession reçu par Mtre L.-A. Dupuis, N. P., le 24 mai 1925 et enregistré sous le No 47336.

2. Un terrain sis et situé sur le troisième rang de la Seigneurie de la Bouteillerie, en la paroisse de Saint-Pacôme, ayant environ cinquante arpents en superficie, et bornée comme suit: au sud au sommet de la côte de la Cavée, à la clôture qui s'y rencontre actuellement, et partie à Thomas Milliard, au nord partie à Ernest Courcy, partie à Edmond Courcy, et partie à Joseph Milliard, au nord-est à Thomas Milliard et au sud-ouest à Ernest Courcy, lequel immeuble est maintenant connu et désigné au cadastre officiel de la susdite paroisse de Saint-Pacôme sous les numéros deux cent cinquante (250) deux cent cinquante-trois (253) deux cent quarante-sept (247) deux cent quarante-trois (243) et partie de deux cent quarante-deux (P. 242) circonstances et dépendances, et sujet aux droits et privilèges en rapport avec la ligne de transmission sur le lot numéro deux cent cinquante (250) du cadastre de Saint-Pacôme, tel que mentionné dans un acte de cession reçu par Mtre L.-A. Dupuis, N. P., le 24 mai 1925, et enregistré sous le No 47336.

Ces deux terres seront vendues séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de Faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Bureaux: 97 rue Saint-Pierre,
Québec, le 21 mars, 1933. 1927—12-2-o

LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Thomas Mignault, cultivateur, Saint-Bruno, comté de Kamouraska, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-SEPTIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures, a. m., seront vendus par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-Bruno, comté de Kamouraska, P. Q., les immeubles suivants, savoir:

1. Une terre sise et située en les premier et second rangs du township Woodbridge, contenant deux arpents de front sur quarante arpents

of the parish of Rivière Ouelle, for one part, and on the first range of the parish of Saint Pacôme for the other part, the said lands are now known and designated on the plan and book of official references of the cadastre for the county of Kamouraska, under number eight hundred and thirty four (834) of the parish of Rivière Ouelle and under number two hundred and twenty three (223) of the parish of Saint Pacôme, the said number two hundred and twenty three (223) bounded on the South side to the river called Rivière Ouelle, with reserve of the part of said number two hundred and twenty three (223) sold to Hector Gagnon by deeds received by notary Lucien Lebrun, the 25th of February 1928, registered to the Registrar Office of the county of Kamouraska, under No. 47180 and subject to the rights and privileges in connection with the transmission line on lot number two hundred and twenty three (223) of the cadastre of Saint Pacôme, as mentioned in an assignment deed registered by L. A. Dupuis, N. P., the 24th of May 1925 and registered under No. 47336.

2. One land situated on the 3rd range of the Seigneurie de la Bouteillerie, in the parish of Saint Pacôme, having about fifty arpents in area, and bounded as follows: to the South to the top of the hill de la Cavee to the fence actually erected, and part to Thomas Milliard, to the North part to Ernest Courcy, part to Edmond Courcy, and part to Joseph Milliard, to the Northeast by Thomas Milliard and to the Southwest by Ernest Courcy, the said land is now known and designated on the official cadastre of the said parish of Saint Pacôme under numbers two hundred and fifty (250) two hundred and fifty three (253) two hundred and forty seven (247) two hundred and forty three (243) and part of two hundred and forty two (242) circumstances and dependencies, and subject to the rights and privileges in connection with the transmission line on lot two hundred and fifty (250) of the cadastre of Saint Pacôme, as mentioned in an assignment deed registered by L. A. Dupuis, N. P., the 24th of May 1925 and registered under No. 47336.

These two lands will be sold separately and to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the office of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

J. E. BEDARD,
Trustee.

Offices: 97 Saint Peter Street,
Quebec, March 21st., 1933. 1928—12-2-o

THE BANKRUPTCY ACT.

AUCTION SALE.

In the matter of Thomas Mignault, farmer, Saint Bruno, county of Kamouraska, P. Q., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY SEVENTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock, a. m., will be sold by public auction at the church door of Saint Bruno, county of Kamouraska, P. Q., the following properties as follows:

1. One land situated in the first and second ranges of township Woodbridge, containing two arpents in front by forty arpents more or less

plus ou moins de profondeur, bornée au nord à une rivière, au sud aux représentants de Vve Thomas Mignault, au sud-ouest au représentant de feu Frs.-Xavier Hudon et au nord-ouest à François Paradis—avec la maison et autres bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances; le dit immeuble est maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska pour le dit premier rang tout le numéro trente-deux-B (32-B) et pour le dit second rang tout le numéro trente-deux-C (32–C).

2. Des terrains ou lots de terre situés en le premier rang du township Woodbridge, lesquels sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le dit premier rang, sous les numéros trente-huit-C (38–C) et trente-neuf-D (39–D).

3. Des terrains ou lots de terre situés en le deuxième rang du dit township Woodbridge, lesquels sont connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté susdit, pour le dit second rang, sous les numéros trente-huit-C (38–C) trente-neuf-B (39–B) trente-neuf-C (39–C) et quarante-B (40–B).

4. Un terrain situé en le deuxième rang du dit township Woodbridge, contenant trois arpents de front, sur trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord aux terrains ci-dessus désignés, au sud au chemin public du dit deuxième rang, à l'est à Joseph Soucy ou représentants et à l'ouest au terrain ci-après désigné, partie du lot No 38–B, 2ème rang, lequel terrain fait partie nord-est et nord-ouest du lot de terre connu et désigné au cadastre du susdit deuxième rang, sous le numéro trente-neuf-A (39–A).

5. Un autre terrain situé en le deuxième rang du township Woodbridge, ayant un arpent de front, sur trois arpents de profondeur, le tout plus ou moins, borné au nord et à l'ouest aux terrains ci-dessus désignés en deuxième et troisième lieu, au sud au dit chemin public, et à l'est au terrain désigné en quatrième lieu, lequel immeuble fait partie et est la partie nord-ouest sud-ouest du lot de terre connu et désigné au cadastre précité du dit second rang, sous le numéro trente-huit-B (38–B).

6. Un terrain ayant deux arpents de front, sur environ sept arpents de profondeur, borné au nord à la rivière qui s'y rencontre, au sud au chemin public, à l'est à Dame Vve Herménégilde Duval, et à l'ouest à J.-Bte. Duval, lequel terrain fait partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le premier rang du township Woodbridge, sous le numéro trente-six-B (36–B).

7. Un terrain situé en le sixième rang du canton Woodbridge, contenant environ cinquante-deux acres en superficie, borné au nord au cinquième rang, au sud au septième rang, à l'est à l'acquéreur, et à l'ouest à Alexis Richard; lequel terrain fait partie et est la partie sud-ouest du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le dit sixième rang du canton Woodbridge, sous le numéro vingt-trois (½ S. O. 23).

8. Un terrain situé en le sixième rang du canton Woodbridge, contenant environ cinquante-deux acres en superficie, borné au nord au cinquième rang, au sud au septième rang, au nord-est à Pierre Charest et au sud-ouest à Joseph Mignault, fils d'Antoine; lequel terrain fait partie et est la moitié nord-est du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre

in depth, bounded to the North by a river, to the South to the representatives of Mrs. Thomas Mignault, to the South West to the representatives of late Frs. Xavier Hudon and to the North West by François Paradis—with the house and other buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, the said land is now known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said first range, under number thirty two-B (32–B) and for the second range, under number thirty two-C (32–C).

2. Lots of land situated in the first range of township Woodbridge, said lots known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for said first range, under numbers thirty eight-C (38–C) and thirty nine-D (39–D).

3. Lots of land situated in the second range of said township Woodbridge, said lots known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of said county, for the second range, under numbers thirty eight-C (38–C) thirty nine-B (39–B) thirty nine-C (39–C) and forty-B (40–B).

4. One lot of land situated in the second range of said township Woodbridge, containing three arpents in front, by three arpents in depth, the whole more or less, bounded to the North by the above described lots, to the South by the public road of the second range, to the East by the representatives of Joseph Soucy, and to the West by part of lot No. 38–B, 2nd. range, hereafter described, said lot being the North East and North West part of lot of land known and designated on the cadastre of said second range, under number thirty nine-A (39–A).

5. One other lot situated in the second range township Woodbridge, having one arpent in front, by three arpents in depth, the whole more or less, bounded to the North and West by the lots described item two and three, to the South by said public road, and to the East by lot above described item four, said lot being part and is the North West and South West part of lot of land known and designated at the said cadastre of said second range, under number thirty eight-B (38–B).

6. One lot of land having two arpents in front, by about seven arpents in depth, bounded to the North by a river, to the South by the public road, to the East by Mrs. Hermenegilde Duval, and to the West by J. Bte. Duval, said lot being part of lot known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for the first range, township Woodbridge, under number thirty six-B (36–B).

7. One lot of land situated in the sixth range, township Woodbridge, containing about fifty two acres in area, bounded to the North by fifth range, to the South by seventh range, to the East by the buyer, and to the West by Alexis Richard; said lot being part and is the South West part of lot of land known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for said sixth range, township Woodbridge, under number twenty three (½ S. W. 23).

8. One lot of land situated in the sixth range, township Woodbridge, containing about fifty two acres in area, bounded to the North by fifth range, to the South by seventh range, to the North East by Pierre Charest and to the South West by Joseph Mignault, son of Antoine; said lot of land being part and is the North East part of lot of land known and designated on the plan and book

du comté de Kamouraska, pour le dit sixième rang du canton Woodbridge, sous le numéro vingt-trois (½ N. E. 23).

9. Un terrain situé en le cinquième rang du canton Woodbridge, contenant quatre arpents et quatre perches, plus ou moins, de front, à partir du fronteau nord en courant sud sur environ sept arpents de profondeur à se rendre au chemin du cinquième rang, et de là une perche environ de largeur en continuant vers le sud sur environ vingt-deux arpents de longueur, ou le reste de la profondeur du dit lot, borné au nord au quatrième rang, au sud partie au chemin public susdit et partie au sixième rang, au nord-est à Zéphirin Levesque, et au sud-ouest partie à Joseph Mignault et partie à l'acquéreur; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour le dit cinquième rang du canton Woodbridge, sous le numéro quarante-quatre (Ptie 44).

10. Un morceau de terre sis et situé dans le canton Woodbridge, dans le comté de Kamouraska, contenant environ vingt-deux arpents de profondeur sur quatre arpents et trois perches de largeur, le tout plus ou moins, borné au nord par le chemin public, au sud par le fronteau du dit sixième rang, au nord-est par Amédée Casista ou représentants, au sud-ouest par Joseph Mignault, étant le dit morceau de terre une partie du lot de terre désigné pour le dit canton Woodbridge, sous le numéro quarante-quatre (Ptie 44)—sans bâtsse, tel que le tout est actuellement.

11. Un certain terrain sis et situé en le premier rang du township de Woodbridge, contenant onze acres en superficie; lequel est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska pour le premier rang du dit township, sous le numéro quarante-un E (41–E).

12. Un autre terrain sis et situé en le second rang du dit township de Woodbridge, contenant quatorze acres en superficie; lequel terrain est connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté susdit, pour le dit second rang sous le numéro quarante-C (40–C)—sans bâtisse, appartenances et dépendances.

Ces immeubles seront vendus séparément au plus haut et dernier enchérisseur.

Cette vente est faite conformément aux articles 716 et 717 du C. P. C., et aussi à l'article 45 de la Loi de faillite qui équivaut à une vente par le shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Québec, le 21 mars 1933.

Le syndic,
J.-E. BÉDARD.

Bureaux: 97 rue Saint-Pierre. 1929—12–2–o

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, (en matière de faillite), No 285. Dans l'affaire de Adrien Gagnon, Saint-Blaise, Qué., cédant autorisé.

Avis est, par les présentes, donné que MERCREDI, le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures A.M., seront vendus à l'encan public, conformément à la loi de faillite, à la porte de l'Eglise paroissiale de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, Qué., les immeubles décrits comme suit:

1. *a*) Une terre connue comme faisant partie

of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for the said sixth range, township Woodbridge, under number twenty three (½ N. E. 23).

9. One lot of land situated in the fifth range, township Woodbridge, containing four arpents and four perches, more or less, in front, starting from frontal North running South on about seven arpents in depth to the road of the fifth range, and from there one perch of width in running towards the South on about twenty two arpents of length or the balance of the depth of said lot, bounded to the North to the fourth range, to the South part to the said above public road and part to the sixth range, to the North East by Zephirin Levesque, and to the South West by Joseph Mignault and part by the buyer; said lot of land being part of lot known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska, for said fifth range, township Woodbridge, under number forty four (Pt. 44).

10. One piece of land situated in the township Woodbridge, in the county of Kamouraska, containing about twenty two arpents in depth by four arpents and three perches in width, the whole more or less, bounded to the North by the public road, to the South by the frontal of the sixth range, to the North East by Amedee Casista or representatives, to the South West by Joseph Mignault, being the said piece of land part of lot known for the said township Woodbridge, under number forty four (Pt. 44)—without building, as the whole is actually.

11. A certain lot of land situated in the first range, township Woodbridge, containing eleven acres in area; known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska for the first range said township Woodbridge, under number forty one-E (41–E).

12. One other lot of land situated in the second range, township Woodbridge, containing fourteen acres in area; known and designated on the plan and book of official references of the cadastre of the county of Kamouraska for the second range said township Woodbridge, under number forty-C (40–C)—without building, circumstances and dependencies.

These immovables will be sold separately and to the highest and last bidder.

This sale is made pursuant to articles 716 and 717 of the C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, which gives this sale the effect of a Sheriff's sale.

Titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustee.

Terms of payment: Cash.

Quebec, March 21st., 1933.

J. E. BEDARD,
Trustee.

Offices: 97, Saint Peter Street. 1930—12–2–o

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 285. In the matter of Adrien Gagnon, Saint Blaise, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock A.M., the immovables described as follows shall be sold by public auction, pursuant to the Bankruptcy Act, at the parochial church door of Saint Blaise, county of Saint John's, Que.:

1. *a*) A farm known as forming part of lot

du lot numéro cent quatre-vingt-un (181) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valentin, comté Saint-Jean, cette partie comprenant un arpent de front sur une profondeur de quatorze arpents, à partir du chemin de la deuxième Grand-Ligne et de là, prenant deux arpents de front sur une profondeur de quatorze arpents et étant bornée à un bout par le chemin de la deuxième Grand, Ligne, à l'autre bout par les terres de la première Grand'Ligne, d'un côté par le lot numéro cent quatre-vingt-deux et de l'autre côté par Joseph Berthiaume ou ses représentants et Emile Ethier;

b) Une terre connue et désignée sous le lot numéro cent quatre-vingt-deux (182) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Valentin.

Le tout avec bâtisses dessus construites.

2. Une terre connue sous le numéro cent quatre-vingt-trois (183) du cadastre de la paroisse de Saint Valentin, comté Saint-Jean, contenant deux arpents de front par vingt-huit arpents de profondeur—avec bâtisses dessus construites;

3. Une terre connue sous le lot numéro cent quatre-vingt-dix-neuf (199) du cadastre de la paroisse de Saint-Valentin, comté de Saint-Jean, de la contenance de deux arpents de largeur sur toute la profondeur du dit lot—avec bâtisses dessus construites.

Cette vente, faite en vertu de la Loi de Faillite avec l'effet du décret, équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Les trois immeubles ci-dessus seront vendus séparément et un dépôt de $250.00 sera exigé sur chacun au moment de la vente, et la valance sera payable à la signature du contrat. Les autres conditions seront énumérées lors de la vente.

Montréal, le 22ème jour de mars 1933.

Le syndic,
J.-A. LEJOUR.

Bureau: 10 Saint-Jacques-Est,
Harbour 0138,
Montréal. 1947—12-2-o

Province de Québec, District de Québec.

La Cour Supérieure.

SOUS LA LOI DE FAILLITE

Dans l'affaire de: La Succession Jos. Galerneau, Faillie.

Avis est par les présentes donné que MARDI le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures et DEMIE du matin, seront vendus par encan public, aux bureaux des soussignés: les immeubles de la faillite en cette cause, savoir,

a. L'immeuble situé à Québec, 633 rue Saint-Valier, partie non subdivisée des lots Nos 249 et 250*b* du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances;

b. Terre située dans la paroisse de Notre-Dame des Laurentides, étant partie du lot No (792) du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Cette vente est faite conformément à l'article 45 de la Loi de Faillite, et équivaut à une vente par le shérif.

Conditions de vente: Argent comptant.

Le syndic,
LÉON COTÉ.

Bureaux de: MORIN, BARRY, CÔTÉ & MARCEAU,
105 Côte de la Montagne,
Québec. 1949—12-2-o

number one hundred and eighty one (181) on the official cadastre for the parish of Saint Valentin, county of Saint John's, said part measuring one arpent in front by a depth of fourteen arpents, starting from the road of the "Deuxième Grand'-Ligne" and thence measuring two arpents in front by a depth of fourteen arpents, and being bounded at one end by the road of the "Deuxième Grand'Ligne", at the other end by the lands of the "Première Grand'Ligne", on one side by lot number one hundred and eighty two and on the other side by Joseph Berthiaume or his representatives and Emile Ethier;

b) A farm known and designated under number one hundred and eighty two (182) on the official cadastre for the parish of Saint Valentin.

The whole with buildings thereon erected.

2. A farm known under number one hundred and eighty three (183) on the cadastre for the parish of Saint Valentin, county of Saint John's, measuring two arpents in front by twenty eight arpents in depth—with buildings thereon erected.

3. A farm known under number one hundred and ninety nine (199) on the cadastre for the parish of Saint Valentin, county of Saint John's, measuring two arpents in width by the whole depth of said lot—with buildings thereon erected.

This sale, made pursuant to the Bankruptcy Act, will have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of sale: The above three immovables shall be sold separately and a deposit of $250.00 shall be required on each immovable at the time of the sale and the balance will be payable on the signing of the contract. The other conditions will be enumerated at the time of the sale.

Montreal, this 22nd day of March, 1933.

J. A. LEJOUR,
Trustee.

10 Saint James Street East,
Harbour 0138.
Montreal. 1948—12-2

Province of Quebec, District of Quebec.

Superior Court.

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

In the matter of: Estate of Jos. Galerneau, Bankrupt.

Notice is hereby given that TUESDAY, TWENTY FIFTH day of APRIL 1933, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon, at the offices of the undersigned, the immovables hereinafter described belonging to the said debtor shall be sold by public auction, to wit:

a. Property situated at 633 Saint Valier Street, undivided part of lots Nos. 249 and 250*b* of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, Quebec—buildings, circumstances and dependencies;

b. Farm situated in the parish of Notre Dame des Laurentides, being part of lot No. (792) of the official cadastre of the parish of Charlesbourg, Quebec county—with buildings, circumstances and dependencies.

This sale shall be made pursuant to article 45 of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Conditions of Sale: Cash.

LEON COTE,
Trustee.

Offices of: MORIN, BARRY, CÔTÉ & MARCEAU,
105 Mountain Hill,
Quebec. 1950—12-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Maurice Bénard, agent financier, Amos, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MERCREDI le VINGT-SIXIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Amos, Qué., l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Les créances aux livres.. $1,360.00

ITEM B.—Le lot de terre numéro dix-sept (17) du bloc K du cadastre officiel pour le village (maintenant la ville) d'Amos, canton Figuery—avec bâtisses servant de magasin, résidences, hangar, circonstances et dépendances.

ITEM C.—Le tiers sud des lots numéros douze, treize et quatorze (12, 13 et 14) du bloc trente-deux du cadastre officiel pour la ville d'Amos—avec bâtisses dessus construites.

ITEM D.—Le lot numéro quatre (4) de la partie ouest du bloc "L" au cadastre officiel de la ville d'Amos—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

ITEM E.—Le lot numéro cinq (5) de la partie ouest du bloc "L" au cadastre officiel de la ville d'Amos—avec bâtisse, circonstances et dépendances.

ITEM F.—La demie nord du lot numéro huit du bloc L, au cadastre pour la ville d'Amos.

L'item A sera offert en vente à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur et les autres item seront vendus au plus haut enchérisseur.

La liste des crédits, les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

La vente des item C, D, E et F est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, le 23 mars 1933.

Les syndics licenciés,
R.-ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE et
R. LEFAIVRE.

Bureaux: 147, côte de la Montagne,
Québec, Qué. 1981—12-2-o

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of: Maurice Bénard, financial agent, Amos, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY SIXTH day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon, Standard Time, the assets in this Estate shall be sold by public auction at the parochial church of Amos, Que., as follows:

ITEM A.—The book-debts..... $1,360.00

ITEM B.—That lot of land number seventeen (17) of Block K on the official cadastre for the village (now the town) of Amos, township of Figuery—with buildings used as store, dwellings, shed, circumstances and dependencies.

ITEM C.—One third South of those lots numbers twelve, thirteen and fourteen (12, 13, and 14) of block thirty two on the official cadastre for the town of Amos—with buildings thereon erected.

ITEM D.—The lot number four (4) of the West part of block "L" on the official cadastre for the town of Amos—with buildings, circumstances and dependencies.

ITEM E.—The lot number five (5) of the West part of block L on the official cadastre for the town of Amos—with buildings, circumstances and dependencies.

ITEM F.—The North half of lot number eight of block L, on the cadastre for the town of Amos.

Item A will be offered for sale at so much in the dollar and to the highest bidder and the other items shall be sold to the highest bidder;

The list of credits, titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustees.

The sale of items C, D, E and F shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen ans seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, March 23, 1933.

R. ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE and
R. LEFAIVRE,
Licensed trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 1982—12-2

SOUS LA LOI DE FAILLITE.

VENTE A L'ENCAN.

Dans l'affaire de Alfred Larouche, marchand général, La Malbaie, comté de Charlevoix, Québec, cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que LUNDI, le PREMIER jour de MAI 1933, à UNE heure de l'après-midi, heure solaire, seront vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Etienne-de-La Malbaie, Québec, les immeubles de cette faillite comme suit:

ITEM A.—Un emplacement situé dans le village de La Malbaie, faisant partie du lot cinq cent vingt-deux (P. 522) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, borné au nord par Joseph Brisson, au sud par Joseph Dassylva, à l'ouest par les chemins de fer de l'État et à l'est par le chemin public.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances.

ITEM B.—Autre emplacement situé dans le village de La Malbaie, faisant partie du même

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Alfred Larouche, general merchant, La Malbaie, county of Charlevoix, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on MONDAY, the FIRST day of MAY, 1933, at ONE o'clock in the afternoon, Standard Time, there will be sold by public auction, at the parochial church door of Saint Etienne de la Malbaie, Que., the immovables of this estate, to wit:

ITEM A.—An emplacement situate in the village of La Malbaie, forming part of lot five hundred and twenty two (Pt. 522) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, boundee on the North by Joseph Brisson, on the South by Joseph Dassylva, on the West by the state railways and on the East by the public road.

With buildings, circumstances and dependencies.

ITEM B.—Another emplacement situate in the village of La Malbaie, forming part of the same

lot numéro cinq cent vingt-deux (P. 522) borné au nord par Joseph Dassylva, au sud par Adélard Dassylva, à l'ouest par les chemins de fer de l'état et à l'est par le chemin public.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances.

ITEM C.—Autre emplacement situé dans le village de La Malbaie, faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-quatre (P. 554) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, borné à l'ouest par Georges Bouliane, à l'est par les représentants de Alfred Lapointe, au sud par Napoléon Bhérer et au nord par la route Lavoie—avec bâtisses, circonstances et dépendances et avec tous les droits de passage pouvant appartenir au dit terrain.

ITEM D.—Autre emplacement faisant partie du lot cinq cent cinquante-quatre (P. 554) et borné à l'est par Geo. Bouliane, à l'ouest par les chemins de fer Nationaux, au sud par le lot 561 et au nord par la route Lavoie, cadastre de Saint-Etienne-de-La Malbaie—avec bâtisses.

ITEM E.—Autre emplacement faisant partie du lot cinq cent cinquante-quatre (P. 554) au cadastre de Saint-Etienne-de-La Malbaie, borné à l'est par Joseph Bois, à l'ouest par les chemins de fer de l'état, au sud par la route Lavoie et au nord par le lot 522 du même cadastre—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

ITEM F.—Les lots numéros cinq cent onze et cinq cent douze (511 et 512) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie —avec bâtisses dessus construites.

ITEM G.—Les droits que peut posséder le cédant sur un terrain situé en la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, formant partie du lot cinq cent cinquante-quatre (P. 554) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, sujet à un bail emphytéotique par le sus-nommé cédant à Georges Bouliane, en date du 28 mars 1907, passé devant L.-A. Bouliane, N. P., dans lequel acte, le terrain est plus amplement décrit.

ITEM H.—Les droits que peut posséder le cédant sur un terrain situé du côté sud-ouest de la rivière Malbaie, en le village de La Malbaie, et faisant partie du lot cinq cent vingt-un du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Etienne-de-La Malbaie, côté nord-est du chemin public, sujet à un bail emphytéotique entre le susnommé cédant et Henri Tremblay, fils de Joseph, passé le 13 mars 1914, devant Elie Angers, N. P., dans lequel bail, cette partie de lot est plus amplement décrite.

ITEM I.—Les droits que peut posséder le cédant sur un certain terrain situé en le village de La Malbaie, faisant partie du lot numéro cinq cent cinquante-quatre (P. 554) au cadastre officiel pour la paroisse de La Malbaie, borné au sud à la route, au nord aux représentants de Joseph McLean, père, à l'ouest à Dorila Girard et en arrière à l'est au terrain du cédant, suivant plus ample description mentionnée, et vendu sujet au bail emphytéotique par le susnommé cédant à Théophile et Henri Bois, le 16 mars 1907, devant L.-A. Bouliane, N. P.

Les item A, B, C, D, E, F, G, H et I seront offerts en vente au plus haut enchérisseur, sujet aux rentes qui peuvent exister.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

lot number five hundred and twenty two (Pt. 522) bounded on the North by Joseph Dassylva, on the South by Adelard Dassylva, on the West by the state railways and on the East by the public road.

With buildings, circumstances and dependencies.

ITEM C.—Another emplacement situate in the village of La Malbaie, forming part of lot number five hundred and fifty four (Pt. 554) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, bounded on the West by Georges Bouliane, on the East by the representatives of Alfred Lapointe, on the South by Napoléon Bhérer and on the North by the Lavoie road—with buildings, circumstances and dependencies and with all the rights of way which may belong to the said emplacement.

ITEM D.—Another emplacement forming part of lot five hundred and fifty four (Pt. 554) and bounded on the East by Geo. Bouliane, on the West by the National railways, on the South by lot 561 and on the North by the Lavoie road, cadastre of Saint Etienne de La Malbaie—with buildings.

ITEM E.—Another emplacement forming part of lot five hundred and fifty four (Pt. 554) of the cadastre for Saint Etienne de La Malbaie, bounded on the East by Joseph Bois, on the West by the state railways, on the South by the Lavoie road and on the North by lot 522 of same cadastre—with buildings, circumstances and dependencies.

ITEM F.—Lots numbers five hundred and eleven and five hundred and twelve (511 and 512) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie—with buildings thereon erected.

ITEM G.—The rights which the assignor may possess on a lot of land situate in the parish of Saint Etienne de La Malbaie, forming part of lot five hundred and fifty four (Pt. 554) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, subject to an emphyteutic lease by the aforesaid assignor to Georges Bouliane, dated March 28, 1907, passed before L. A. Bouliane, N.P., in which deed the lot of land is more amply described.

ITEM H.—The rights which the assignor may possess on a lot of land situate on the Southwest side of the Malbaie river, in the village of La Malbaie, and forming part of lot five hundred and twenty one of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de La Malbaie, Northeast side of the public road, subject to an emphyteutic lease between the aforesaid assignor and Henri Tremblay, son of Joseph, passed on the 13th of March, 1914, before Elie Angers, N.P., in which lease the said part of lot is more fully described.

ITEM I.—The rights which the assignor may possess in a certain lot of land situate in the village of La Malbaie, forming part of lot number five hundred and fifty four (Pt. 554) of the official cadastre for the parish of La Malbaie, bounded on the South by the road, on the North by the representative of Joseph McLean, Sr., on the West by Dorila Girard and in rear to the East by the land of the assignor, according to further description mentioned, and sold subject to an emphyteutic lease by the aforesaid assignor to Théophile and Henri Bois, on the 16th of March, 1907, before L. A. Bouliane, N.P.

Items A, B, C, D, E, F, G, H and I will be offered for sale to the highest bidder, subject to existing rents.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned trustees.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C.P.C., et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Québec, le 22 mars 1933.

Les syndics licenciés,
R.-ERNEST LEFAIVRE, JOS. MARMETTE ET
R. LEFAIVRE.

Bureaux: 147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 1983—12-2-o

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de Hector Cantin, boulanger, Saint-Romuald, comté de Lévis, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que MARDI, le NEUVIEME jour de MAI 1933, à NEUF heures de l'avant-midi, heure solaire, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Romuald, comté de Lévis, l'actif de cette faillite comme suit:

Item A. Un emplacement—avec boulangerie et autres bâtisses, circonstances et dépendances, étant connu sous le numéro deux cent vingt-six (226), du cadastre et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis.

Le lot numéro deux cent vingt-cinq (225), du susdit cadastre de la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, comté de Lévis, étant un emplacement—avec bâtisses, circonstances et dépendances .

L'item A sera offert en vente au plus haut enchérisseur.

La vente de l'item A est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite, cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, le 5 avril 1933.

Les syndics autorisés,
LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE.

Bureaux: 147, Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 2335—14-2-o

LA LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Dans l'affaire de: Ephrem Cinq-Mars, Batiscan, comté de Champlain, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le DIXIEME jour de MAI 1933, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encan public à la porte de l'église paroissiale de Saint-François-Xavier de Batiscan, comté de Champlain, l'immeuble suivant, savoir:

Une terre située dans la paroisse de Saint-François-Xavier de Batiscan, du côté nord de la rivière Batiscan, connue et désignée sous les numéros vingt-quatre et vingt-cinq (Nos 24 et 25) sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec la maison et autres bâtisses dessus contruites, circonstances et dépendances.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

The said sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P. and also article forty five of the Bankruptcy Act and shall have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, March 22, 1933.

R. ERNEST LEFAIVRE, JOS MARMETTE and
R. LEFAIVRE,
Licensed Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 1984—12-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of Hector Cantin, baker, Saint Romuald, county of Levis, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the NINTH day of MAY, 1933, at NINE o'clock in the forenoon (Standard Time), the assets in this estate shall be sold by public auction at the parochial church door of Saint Romuald, county of Levis, as follows:

Item A. An emplacement—with bakery and other buildings, circumstances and dependencies, being known under number two hundred and twenty six (226) of the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, county of Levis.

The lot number two hundred and twenty five (225) on the aforesaid cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, county of Levis, being an emplacement—with buildings, circumstances and dependencies.

Item A will be offered for sale to the highest bidder.

The sale of item A shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C. C. P., and also article forty five of the Bankruptcy Act, and shall have the effect of a sheriff's sale.

The titles and certificates may be examined at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: Cash.
Quebec, April 5, 1933.

LEFAIVRE, MARMETTE & LEFAIVRE,
Authorized trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 2336—14-2

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

In the matter of: Ephrem Cinq Mars, Batiscan, county of Champlain, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the TENTH day of MAY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon, the following immovable shall be sold by public auction at the parochial church door of Saint François Xavier de Batiscan, county of Champlain, to wit:

A farm situate in the parish of Saint François Xavier de Batiscan, on the North side of the Batiscan River, known and designated under numbers twenty four and twenty five (Nos. 24 and 25) on the official plan and book of reference for the said parish—with the house and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The titles and certificates may be seen at any time at the office of the undersigned.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C. P. C., et article 45 de la Loi de Faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

Conditions de paiement: 20% comptant et la balance sous trois jours.

Le syndic autorisé,
NAPOLEON ALARIE.

Bureau: 176 rue Alexandre,
Les Trois-Rivières. 2337—14-2-o

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 C. C. P., and article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions of payment: 20% cash and the balance within three days.

NAPOLEON ALARIE,
Authorized Trustee.

Office: 176 Alexandre Street,
Trois Rivières. 2338—14-2

Vente par licitation

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No F-77024. Dame Eveline Dini *et al.*, demandeurs; vs Dame Pétronille Dini *et al.*, défendeurs; et Louis St-Germain, distrayant.

Avis public est par le présent donné que par et en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le onzième jour de novembre 1930, dans une cause dans laquelle Dame Eveline Dini, épouse séparée de biens de Charles Molinari, artiste musicien, et le dit Charles Molinari, pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous deux des cité et district de Montréal, et Humbert *alias* J. Hubert Dini, comptable, de la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, dominion du Canada, sont demandeurs et Pétronille *alias* Paula Dini, épouse judiciairement séparée de biens de Télesphore Gaudry, boulanger, et le dit Télesphore Gaudry, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes et Victor Dini, commis, Alphonse Dini, commis, Jean Dini, commis, et Jeanne Dini, épouse séparée de biens de J.-Aurelle Geoffrion, chirurgien-dentiste, et le dit J. Aurelle Geoffrion, pour autoriser et assister sa dite épouse aux fins des présentes, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

Le lot de terre connu et désigné sous les numéros 1, 2 et 3 du lot originaire numéro 509 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les immeubles dessus y érigés et portant les numéros civiques 1449 à 1465 inclusivement de la rue Bullion (autrefois Cadieux), en la cité de Montréal.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-CINQUIEME jour d'AVRIL prochain (1933), Cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice de la cité de Montréal, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé le 6 décembre 1930 au greffe du protonotaire de la dite Cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 17 janvier, 1933.

Le procureur des demandeurs,
1909—12-2-o LOUIS ST-GERMAIN.

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. F-77024. Dame Eveline Dini *et al.*, plaintiffs; vs Dame Petronille Dini *et al.*, defendants; and Louis St-Germain, *distrayant*.

Public notice is hereby given, that by and in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting in Montreal, in the district of Montreal, the eleventh day of November 1930, in a case in which Dame Eveline Dini, wife separated as to property from Charles Molinari, artist, and the said Charles Molinari to authorize his said wife to these presents, both of the city of Montreal, and Humbert *alias* J. Hubert Dini, of the city of Toronto, in the Province of Ontario, dominion of Canada, accountant, are plaintiffs; and Petronille *alias* Paula Dini, wife judicially separated as to property from Telesphore Gaudry, baker, and the said Telesphore Gaudry to authorize his said wife to these presents, and Victor Dini, clerk, Alphonse Dini, clerk, Jean Dini, clerk, and Jeanne Dini, wife separated as to property from J. Aurelle Geoffrion, surgeon dentist, and the said J. Aurelle Geoffrion to authorize his said wife to these presents, all of the said city of Montreal, are defendants, authorizing the licitation of certain immoveables designated as follows, to wit:

A lot of land known and designated under the numbers 1, 2 and 3 of the original lot number 509 of the original plan and book of reference of Saint Louis Ward, in the city of Montreal—with the buildings erected thereon and bearing civic numbers 1449 to 1465 inclusively of de Bullion Street (formerly Cadieux) in the said city of Montreal.

The immoveables above designated will be put at auction and adjudged to the highest bidder on the TWENTY FIFTH day of APRIL next (1933) open Court, in the Court Room of the Superior Court of the city of Montreal, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges deposited on the sixth of December 1930 with the Greffe of the Prothonotary of the said Court; and all opposition *anf d'annuler, afin de charge* or *afin de distraire* to the said licitation, should be deposited with the Greffe of the Prothonotary of the said Court within twelve days before the date mentioned for the sale and adjudication, and all opposition *afin de conserver* should be deposited within six days after the adjudication, and by default by the parties to deposit the said oppositions within the delays prescribed by these presents, they will be foreclosed of doing so.

Montreal, January 18th, 1933.

LOUIS ST-GERMAIN,
1910—12-2-o Attorney for plaintiffs.

Ventes pour taxes municipales

Province de Québec, district de Chicoutimi, La Ville de Jonquière.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Jonquière, dans les comté et district de Chicoutimi, province susdite, qu'en vertu d'un arrêté du Conseil Municipal de la municipalité de la ville de Jonquière, en date du 14 novembre 1932, et en conformité des dispositions de la Loi des cités et villes de la province de Québec, les immeubles ci-après désignés seront vendus à l'enchère publique pour taxes, en la salle des délibérations du susdit Conseil, à l'Hôtel de Ville, sur la rue Saint-Dominique en la dite ville, aux dates ci-après indiquées, à DIX heures du matin de chacun de ces jours, savoir:

A.—Le TROISIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-trois;

DESCRIPTION

1. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, mesurant le dit terrain cent pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur cent pieds de profondeur du sud au nord, connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière comme formant partie pour une largeur de cinquante pieds du lot numéro vingt-six-A-trente-neuf (Ptie 26-A-39) et comme formant partie pour une autre largeur de cinquante pieds du lot numéro vingt-six-A-quarante (Ptie 26-A-40), dans le rang trois du dit canton, et borné au nord par Henry Boily, ou représentants, à l'est par Ulysse Dufour ou représentants, au sud par une rue et à l'ouest par Alfred Tremblay ou représentants—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout actuellement porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Mde Ernest Maltais).

2. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

(*a*) Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous les numéros vingt-deux-J-quatre-quatre et vingt-deux-J-six-un (Nos 22-J-4-4 et 22-J-6-1) du rang quatre du dit canton, le premier d'une superficie de 5900 pieds et le second de 50 pieds, formant au total un emplacement de soixante et quinze pieds de largeur en front au nord-est, sur quatre-vingt-six pieds de profondeur, pour le côté est, et soixante et dix-huit pieds de profondeur pour le côté ouest, et est borné au total comme suit: au nord-est par le lot cadastral No 22J-4-2, à l'est partie par le lot cadastral No 22-J-4-1, partie par le lot cadastral No 22-J-2-2 et partie par le lot No 22-J-4-3, au sud par les lots cadastraux Nos 22-J-5 et 22-J-6, et à l'ouest par le lot cadastral No 22-J-4-5; et

(*b*) Tout ce lot de terre connu et désigné au cadastre officiel des rang et canton susdits, sous le numéro vingt-deux-J-deux-deux (No 22-J-2-2) —avec y compris toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

Sales for municipal taxes

Province of Quebec, District of Chicoutimi, the Town of Jonquière.

Public notice is hereby given by the undersigned, Clerk of the Town of Jonquière, in the county and district of Chicoutimi, aforesaid Province, that in virtue of a Municipal Order of the Municipality of the Town of Jonquière, dated November 14, 1932, and pursuant to the provisions of the Cities' and Towns' Act of the Province of Quebec, the immovables hereinafter designated will be sold at public auction for taxes, in the meeting room of the aforesaid Council, at the City Hall, on Saint Dominique street in the said town, on the dates hereinafter mentioned, at TEN o'clock in the forenoon of each day, to wit:

A.—The THIRD of MAY, nineteen hundred and thirty three;

DESCRIPTION

1. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from: A parcel of land or emplacement, measuring, the said emplacement, one hundred feet in width from East to West, by one hundred feet in depth from South to North, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière as forming part for a width of fifty feet of lot number twenty six-A-thirty nine (Pt. 26-A-39) and as forming part, for another width of fifty feet of lot number twenty six-A-forty (Pt. 26-A-40) in range three of the said township, and bounded on the North by Henry Boily, or representatives, on the East by Ulysse Dufour or representatives, on the South by a street and on the West by Alfred Tremblay or representatives—with all the buildings thereon erected and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject, however, to the said same rights which may affect it.

(the whole as actually entered on the valuation roll of the said town under the name of Madame Ernest Maltais.)

2. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

(*a*) A parcel of land or emplacement, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under numbers twenty two-J-four-four and twenty two-J-six-one (Nos 22-J-4-4 and 22-J-6-1) of range four of said township, the first having an area of 5900 feet and the second 50 feet, forming in totality an emplacement of seventy five feet in width in front on the Northeast, by eighty six feet in depth, for the East side and seventy eight feet in depth for the West side, and is bounded in totality as follows: on the Northeast by cadastral lot No. 22-J-4-2, on the East partly by cadastral lot No. 22-J-4-1, partly by cadastral lot No. 22-J-2-2 and partly by lot No. 22-J-4-3, on the South by cadastral lots Nos 22-J-5 and 22-J-6, and on the West by cadastral lot No. 22-J-4-5; and

(*b*) All that lot of land known and designated on the official cadastre for the aforesaid range and township, under number twenty two-J-two-two (No. 22-J-2-2);—with and comprising all the buildings thereon erected and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject, however, to said same rights which may affect it.

(le tout actuellement porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Joseph Chayer).

4. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un certain terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière, comme formant partie du lot numéro vingt (Ptie 20) dans le rang quatre du dit canton, et pouvant être plus particulièrement décrit comme suit:

(*a*) Un lopin de terre mesurant quatre-vingt-onze pieds de l'est à l'ouest sur quarante-six pieds du nord au sud, borné au nord par le terrain de Dme J.-A. Tremblay ou représentants, à l'est par le terrain de William Sheehy ou représentants, au sud et à l'ouest par des rues, et

(*b*) Un autre lopin de terre situé en arrière de celui sus-décrit, et mesurant trente et un pieds de largeur de l'est à l'ouest sur soixante et quinze pieds de profondeur du nord au sud, et borné au nord par le terrain d'Adélard Harvey ou représentants, à l'est partie par celui du dit Adélard Harvey ou représentants et partie par celui du dit William Sheehy ou représentants, au sud par le terrain de J.-A. Tremblay ou représentants, et à l'ouest partie par celui de Louis Gagnon et partie par celui de Georges-Henri Gauthier—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout actuellement porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Victor Bergeron).

5. Sujets à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

1. Un certain terrain de figure irrégulière et superficie inconnue, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie des lots numéros quatorze-A, quatorze-B et quinze (Ptie 14A, 14B, 15) du rang quatre du dit canton, compris dans les bornes suivantes: au nord par le terrain de la compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, à l'est par les lots cadastraux quatorze-B-trente-trois (14-B-33) la rue Hercule, et quatorze-B-trente-sept (14-B-37) quinze-soixante et deux (15–62) quinze-soixante (15–60) la route régionale et quinze-trente-deux (15–32) au sud par le terrain de Alex. Bouchard ou représentants et à l'ouest encore par le terrain de Alex Bouchard ou représentants; sauf à distraire cependant du terrain sus-décrit la partie d'icelui appartenant à Alex Bouchard, acquise de Sieur Hercule Gagné, tous les chemins publics, et les droits de la ville de Kénogami relativement à un réseau d'aqueduc.

2. Tous ces lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du dit canton de Jonquière sous les numéros quinze-cinquante, quinze-cinquante et un, quinze-cinquante-deux, quinze-cinquante-trois, quinze-cinquante-quatre, quinze-cinquante-cinq, quinze-cinquante-six, quinze-cinquante-sept quinze-cinquante-huit, quinze-cinquante-neuf, quinze-soixante, quinze-vingt-six, quinze-vingt-sept, quinze-vingt-huit, quinze-vingt-neuf, quinze-trente, quinze-trente et un, quinze-trente-deux, (15–50, 15–51, 15-52, 15-53, 15-54, 15-55, 15-56, 15-57, 15-58, 15-59, 15-60, 15-26, 15-27, 15-28, 15-29, 15-30, 15-31, 15-32) dans le rang quatre du dit canton—avec toutes les bâtisses y érigées, et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(the whole as astually entered on the valuation roll of the said town under the name of Mr. Joseph Chayer.)

4. Subject to all rights acquired by the town of Jonquières, from:

A certain lot of land known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lot number twenty (pt. 20) in range four of the said township, and which may be more amply described as follows:

2. A parcel of land measuring ninety one feet from East to West by forty six feet from North to South, bounded on the North by the land of Dame J. A. Tremblay or representatives, on the East by the land of William Sheehy or representatives, on the South and West by streets, and

(*b*) Another parcel of land situate in rear of the one hereinabove described, and measuring thirty one feet in width from East to West by seventy five feet in depth from North to South, and bounded on the North by the land of Adélard Harvey or representatives, on the East partly by that of the said Adélard Harvey or representatives and partly by that of the said William Sheehy or representatives, on the South by the land of J. A. Tremblay or representatives, and on the West partly by tha of Louis Gagnon and partly by that of Georges Henri Gauthier—with all the buildings thereon erected and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject, however, to said same rights which may affect it.

(the whole as actually entered on the valuation roll of the said town under the name of Mr. Victor Bergeron.)

5. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

1. A certain lot of land of irregular figure and unknown area, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière as forming part of lots numbers fourteen-A, fourteen-B and fifteen (Pt. 14A, 14B, 15) in range four of said township, comprised within the following boundaries: on the North by the land of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, on the East by cadastral lots fourteen-B-thirty three (14-B-33) Hercule street, and fourteen-B-thirty seven (14-B-37) fifteen-sixty two (15-62) fifteen-sixty (15-60) the regional highway and fifteen-thirty two (15-32), on the South by the land of Alex Bouchard or representatives and on the West again by the land of Alex Bouchard or representatives, save and to be deducted, however, from the hereinabove described lot of land, that part thereof belonging to Alex Bouchard acquired from Sieur Hercule Gagné, all the public roads and rights of the town of Jonquière relating to a waterworks system.

2. All those lots of land known and designated on the official cadastre for the said township of Jonquière, under numbers fifteen-fifty, fifteen-fifty one, fifteen-fifty two, fifteen-fifty three, fifteen-fifty four, fifteen-fifty five, fifteen-fifty six, fifteen-fifty seven, fifteen-fifty eight, fifteen-fifty nine, fifteen-sixty, fifteen-twenty six, fifteen-twenty seven, fifteen-twenty eight, fifteen-twenty nine, fifteen-thirty, fifteen-thirty one, fifteen-thirty two (15-50, 15-51, 15-52, 15-53, 15-54, 15-55, 15-56, 15-57, 15-58, 15-59, 15-60, 15-26, 15-27, 15-28, 15-29, 15-30, 15-31 15-32) in range four of the said township—with all the buildings thereon erected and all the rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the said latter subject, however, to said same rights which may affect it.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Edmond Boily, Thomas).

6. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous les numéros quinze-dix-huit, quinze-dix-neuf et quinze-vingt (Nos 15-18, 15-19 et 15-20) du rang quatre du dit canton, le premier d'une superficie de quatre mille huit cent cinquante pieds, le deuxième d'une superficie de quatre mille huit cents pieds et le troisième d'une superficie de quatre mille sept cent cinquante pieds—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la sus dite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout actuellement porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Jos.-P. Bergeron).

7. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, se composant de:

(*a*) Tous ces lots de terre connus et désignés au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous les numéros vingt et un-A-trente-quatre-deux et vingt et un-F-deux-deux (Nos 21-A-34-2 et 21-F-2-2) dans le rang quatre du dit canton, sauf à distraire cependant du dit lot numéro vingt et un-A-trente-quatre-deux sus mentionné, la partie d'icelui appartenant à M. Louis Chalifoux ou représentants, mesurant quarante-huit pieds de profondeur sur quatre pieds et demi de largeur de l'est à l'ouest; et

(*b*) Une lisière de terre mesurant quatre pieds et six pouces de largeur de l'est à l'ouest sur la profondeur qu'il peut y avoir, connue et désignée au cadastre officiel des rang et canton susdits, comme formant partie des lots numéros vingt et un-F-deux-un et vingt et un-A-trente-quatre-un (Ptie Nos 21-F-2-1 et 21-A-34-1) et bornée au nord et à l'est par le terrain sus-décrit, au sud par le terrain d'Adjutor Gagnon ou représentants, et à l'ouest par le terrain de Louis Chalifoux ou représentants—le tout avec ensemble toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Jos.-P. Bergeron).

8. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Tous ces lots de terre, connus et désignés au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous les numéros vingt et un-A-soixante et cinq, vingt et un-A-soixante et sept et vingt-deux-A-vingt-huit, (21-A-65, 21-A-67, 22-A-28) dans le rang quatre du dit canton, sauf à distraire cependant du susdit terrain:

(*a*) Du dit lot vingt et un-A-soixante et cinq (21-A-65) du rang quatre du dit canton, en faveur de M. J.-A. Dumas ou représentants, un lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, mesurant le dit terrain soixante et dix pieds de largeur du sud au nord sur soixante et dix pieds de profondeur de l'est à l'ouest, borné au nord par la ruelle "Ouellet", à l'est par la rue Saint-Dominique, au sud par le terrain de A. Zusman ou représentants, et à l'ouest par le résidu

(the whole as entered on the valuation roll of the said town, under the name of Mr. Edmond Boily, Thomas).

6. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under numbers fifteen-eighteen, fifteen-nineteen and fifteen-twenty (Nos 15-18, 15-19 and 15-20) of range four of said township, the first having an area of four thousand eight hundred and fifty feet, the second, of an area of four thousand eight hundred feet and the third of an area of four thousand seven hundred and fifty feet—with all the buildings thereon erected and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.

(the whole as actually entered on the valuation roll of the said town under the name of Mr. Jos. P. Bergeron.)

7. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, composed of:

(*a*) All those lots of land known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under numbers twenty one-A-thirty four-two and twenty one-F-two-two (Nos 21-A-34-2 and 21-F-2-2) in range four of the said township, save to be deducted however, from aforesaid lot number twenty one-A-thirty four-two, that part thereof belonging to Mr. Louis Chalifoux or representatives, measuring forty eight feet in depth by four feet and one half in width from East to West; and

(*b*) A strip of land measuring four feet and six inches in width from East to West by whatever depth it may have, known and designated on the official cadastre for the range and township aforesaid, as forming part of lots numbers twenty one-F-two-one and twenty one-A-thirty four-one (Pt. Nos 21-F-2-1 and 21-A-34-1) and bounded on the North and East by the hereinabove described lot of land, on the South by the land of Adjutor Gagnon or representatives and on the West by the land of Louis Chalifoux or representatives,—the whole together with all buildings thereon erected and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.

(the whole as entered on the valuation roll of the said town, under the name of Mr. Jos. P. Bergeron.)

8. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

All those lots of land, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, under numbers twenty one-A-sixty five, twenty one-A-sixty seven and twenty two-A-twenty eight (21-A-65, 21-A-67, 22-A-28) in range four of the said township, save to be deducted, however, from the aforesaid lot of land:

(*a*) from said lot twenty one-A-sixty five (21-A-65) of range four of said township, in favor of Mr. J. A. Dumas or representatives, a parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected, measuring the said emplacement, seventy feet in width from South to North by seventy feet in depth from East to West, bounded on the North by "Ouellet" street, on the East by Saint Dominique street, on the South by the land of A. Zusman or representatives, and

du dit lot dont il forme partie, propriété de M. Jos.-P. Bergeron ou représentants; et

(*b*) des dits lots numéros vingt et un-A-soixante et sept et vingt et un-A-soixante et huit (21-A-67 et 21-A-68) du dit rang quatre du dit canton de Jonquière, en faveur de Nérée Allard ou représentants, un lopin de terre ou emplacement—avec toutes les bâtisses y érigées, mesurant le dit terrain quarante-quatre pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur une profondeur de cent pieds, sans garantie de mesure précise, du sud au nord et borné au nord par la dite rue Ouellet, à l'est par le terrain de M. Jos.-P. Bergeron ou représentants ou encore par une ligne droite courant du nord au sud et passant à onze pieds du pan est de la maison érigée sur le terrain du dit Sieur Allard ou représentants, au sud par le terrain de Antoine Tremblay ou représentants, et à l'ouest par le résidu du lot cadastral numéro vingt et un-A-soixante et huit (21-A-68) des dits rang et canton—le tout avec toutes les bâtisses érigées sur les terrains sus-décrits et à être vendus et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Jos.-P. Bergeron).

9. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Tout ce lopin de terre ou emplacement, formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-deux-I-quinze (22-I-15) du rang quatre de ce canton, lequel mesure cinquante pieds de largeur de l'est à l'ouest sur une profondeur de cent vingt pieds pour le côté est et cent dix pieds pour le côté ouest, et est borné au nord par le terrain d'Augustin Gagnon ou représentants, à l'est par le terrain d'Edmond Lapointe ou représentants, au sud par une rue, et à l'ouest par le terrain de Joseph Gagné ou représentants—avec ensemble toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Jos.-P. Bergeron).

10. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

(*a*) Un lopin de terre ou emplacement, situé en la ville de Jonquière, à l'ouest de la rue Saint-Dominique en la dite ville, mesurant le dit terrain quarante-cinq pieds (45) de largeur précise, sur la dite rue Saint-Dominique et cinquante-six pieds de largeur, plus ou moins, à la profondeur qui est de cinquante-cinq pieds (55) de l'est à l'ouest, mesure anglaise, connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière, sous le numéro vingt-deux-I-neuf (22-I-9) dans le rang quatre (4) du dit canton;

(*b*) Un certain droit de vue en faveur de l'immeuble sus-décrit, affectant tout ce lot de terre connu et désigné au cadastre officiel des rang et canton susdits sous le numéro vingt-deux-I-huit (22-I-8)—avec ensemble toutes les bâtisses érigées sur le terrain sus-décrit et à être vendu, et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

on the West by the residue of said lot whereof it forms part, the property of Mr. Jos. P. Bergeron or representatives; and

(*b*) From said lots numbers twenty one-A-sixty seven and twenty one-A-sixty eight (21-A-67 and 21-A-68) of said range four of said township of Jonquiere, in favor of Nérée Allard or representatives, a parcel of land or emplacement—with all the buildings thereon erected, measuring the said emplacement, forty four feet in length from East to West by a depth of one hundred feet, without warranty of exact measurement, from South to North and bounded on the North by the said Ouellet street, on the East by the land of Mr. Jos. P. Bergeron or representatives or again by a straight line running from North to South and passing at eleven feet from the East wall of the house erected on the land of the said Sieur Allard or representatives, on the South by the land of Antoine Tremblay or representatives and on the West by the residue of cadastral lot number twenty one-A-sixty eight (21-A-68) of said range and township—the whole with the buildigs erected on the said hereinabove described lots of land and to be sold and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights way may affect it.

(the whole as entered on the valuation roll of the said town, under the name of Mr. Jos. P. Bergeron.)

9. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

All that parcel of land or emplacement, forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the township of Jonquiere, under number twenty two-I-fifteen (22-I-15) of range for of the said township, which measures fifty feet in width from East to West by a depth of one hundred and twenty feet for the East side and one hundred and ten feet for the West side, and is bounded on the North by the land of Augustin Gagnon or representatives, on the East by the land of Edmond Lapointe or representatives, on the South by a street, and on the West by the land of Joseph Gagné or representatives—together with all the buildings thereon erected and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.

(the whole as entered on the valuation roll of the said town, under the name of Mr. Jos. P. Bergeron.)

10. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

(*a*) A parcel of land or emplacement, situate in the town of Jonquière, West of Saint Dominique street in the said town, measuring the said emplacement, forty five feet (45) in exact width, on the said Saint Dominique street and fifty six feet in width, more or less, at its depth which is fifty five feet (55) from East to West, English measure, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquiere, under number twenty-two-I-nine (22-I-9) in range four (4) of the said township;

(*b*) A certain right of view in favour of the hereinabove described immovable, affecting all that emplacement known and designated on the official cadastre for the aforesaid range and township, under number twenty two-I-eight (22-I-8)—together with all the buildings erected on the hereinabove described emplacement and to be sold, and all rights of way, view and other rights affecting the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Jos.-P. Bergeron).

(the whole as entered on the valuation roll of the said town, under the name of Mr. Jos. P. Bergeron.)

B.—Le QUATRIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-trois.

B.—The FOURTH of MAY, nineteen hundred and thirty three.

DESCRIPTION

1. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie du lot numéro vingt et un-A-soixante et seize (Ptie 21-A-76) dans le rang quatre du dit canton, lequel terrain mesure cinquante-deux pieds de largeur du sud au nord sur une profondeur de cent vingt-cinq pieds de l'est à l'ouest et est borné au nord par le terrain de la Compagnie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, au sud partie par le terrain de Adélard Gagnon & Cie ou représentants, et partie par le pan nord de la maison du dit Adélard Gagnon & Cie ou représentants, d'un côté vers l'est par le terrain de Ludger Parent ou représentants et de l'autre côté vers l'ouest par la rue Saint-Dominique, sujet toutefois au droit de mitoyenneté en faveur de l'héritage d'Adélard Gagnon & Cie pour le pan sud de la maison construite sur le terrain sus-décrit—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Jos.-P. Bergeron).

2. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie du lot numéro vingt et un-A (Ptie 21-A) dans le rang quatre du dit canton, lequel terrain mesure quarante-cinq pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur une profondeur de cent pieds du sud au nord, et est borné au nord par la rue Saint-François, d'un côté vers l'est par le terrain de M. Phydime Lessard ou représentants, au sud par le terrain de M. Louis Gagnon ou représentants, et vers l'ouest par le terrain de M. Joseph Cimon ou représentants—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Joseph Sasseville).

3. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de.

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie du lot numéro vingt et un-A-trente-sept (Ptie No 21-A-37) du rang quatre de ce canton, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur du sud au nord, sur une profondeur de cent pieds de l'est à l'ouest, et borné au nord par le terrain de M. Harry Roy ou représentants, au sud par la rue Saint-François, à l'est par la rue Saint-Dominique, et à l'ouest par le terrain de M. Art. Tremblay ou représentants, sauf à distraire cependant du terrain sus-décrit, la lisière de terre prise pour l'élargissement des rues, avec en outre un droit de vue

DESCRIPTION

1. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lot number twenty one-A-seventy six (Pt. 21-A-76) in range four of the said township, the said lot of land measuring fifty two feet in width from South to North by a depth of one hundred and twenty five feet from East to West and is bounded on the North by the land of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, on the South partly by the land of Adélard Gagnon & Cie or representatives, and partly by the North wall of the house of the said Adélard Gagnon & Cie or representatives, on one sied to the East by the land of Ludger Parent or representatives and on the other side to the West by Saint Dominique street, subject however, to right of *mitoyenneté* in favor of the estate of Adélard Gagnon & Cie for the South wall of the house erected on the above described emplacement—with all the buildings thereon erected and all rights of way, view and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.
(the whole as entered on the valuation roll of the said town of Jonquière, under the name of Jos. P. Bergeron.)

2. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquiere, as forming part of lot number twenty one-A (Pt. No. 21-A) in range four of the said township, which lot of land measures forty five feet in width from East to West by a depth of one hundred feet from South to North, and is bounded on the North by Saint François street, on one side to the East by the land of Mr. Phydime Lessard or representatives, on the South by the land of Mr. Louis Gagnon or representatives, and on the West by the land of Mr. Joseph Cimon or representatives—with all the buildings thereon erected and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.
(the whole as entered on the valuation roll of the said town under the name of Mr. Joseph Sasseville.)

3. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lot number twenty one-A-thirty seven (Pt. No. 21-A-37) of range four of the said township, which emplacement measures fifty feet in width from South to North, by a depth of one hundred feet from East to West, and is bounded on the North by the land of Mr. Harry Roy or representatives, on the South by Saint François street, on the East by Saint Dominique street, and on the West by the land of Mr. Art. Tremblay or representatives, save and to be deducted, however from the hereinabove described emplacement, that strip of land

sur la propriété du dit M. Arthur Tremblay ou représentants, formant partie du lot portant le numéro susmentionné — le tout avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout actuellement porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Edouard Hébert).

4. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-cinq-A-deux-cent-soixante et un (25-A-261) dans le rang trois de ce canton—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout actuellement porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Sam Ellis).

5. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un emplacement formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous les numéros vingt et un-F-trois et vingt et un-A-trente-huit (Ptie Nos 21-F-3 et 21-A-38) de la dernière subdivision des lots vingt et un-F et vingt et un-A (21-F et 21-A) du quatrième rang du dit canton, et comprenant:

(*a*) Un terrain mesurant cinquante-six pieds de largeur du sud au nord par cent pieds de profondeur de l'est à l'ouest, et borné comme suit: vers le nord par le terrain appartenant à M. Adjutor Gagnon ou représentants, vers l'est par la rue Saint-Dominique, vers le sud par le terrain de la compagnie du chemin de Fer Canadien National, et vers l'ouest par le terrain ci-après décrit:

(*b*) Un autre terrain contigu à celui sus-décrit, mesurant seize pieds de largeur de l'est à l'ouest, sur une profondeur de quarante-six pieds du côté ouest et de cinquante-six pieds du côté est, et est borné au nord par le terrain de M. Adjutor Gagnon ou représentants, vers l'est par celui ci-dessus décrit, vers le sud par le terrain de la compagnie du chemin de fer Canadien National et vers l'ouest par le terrain de Adjutor Gagnon ou représentants;

(*c*) le droit de vue et de châssis des côtés avoisinant le terrain de M. Adjutor Gagnon ou représentants;

(*d*) Le droit à perpétuité pour le propriétaire (Mde Jos. Ouellet ou représentants) de l'emplacement sus-décrit à un chemin, dont il fera le minage nécessaire à sa confection, pour passer à pieds et en voiture sur le terrain de M. Adjutor Gagnon ou représentants, ce chemin dans lequel la ville de Jonquière peut poser des tuyaux de toutes dimensions pour les fins de son aqueduc, est situé du côté nord de l'emplacement présentement décrit, mesurant neuf pieds de largeur, peut être clôturé, mais ne peut sous aucun prétexte être couvert à quelque hauteur que ce soit, l'entretien de ce chemin étant commun au propriétaire (Mde Jos. Ouellet ou représentants) de l'immeuble susdécrit et à Adjutor Gagnon ou représentants—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la sus-

taken for the widening of the streets, with moreover right of view on the property of the said Mr. Arthur Tremblay or representatives, forming part of the lot bearing the aforesaid number—the whole with the buildings thereon erected and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may effect it.

(the whole as actually entered on the valuation roll of the said town under the name of Mr. Edouard Hébert.)

4. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière, under number twenty five-A-two hundred and sixty one (25-A-261) in range three of the said township—with all the buildings thereon erected and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.

(the whole as actually entered on the valuation roll of the said town under the name of Mr. Sam Ellis.)

5. Subject to all rights acquired by the town of Jonquiere, from:

An emplacement forming part of the lots known and designated on the official cadastre for the township of Jonquiere, under numbers twenty one-F-three and twenty one-A-thirty eight (Pt. Nos. 21-F-3 and 21-A-38) of the last subdivision of lots twenty one-F and twenty one-A (21-F and 21-A) of the fourth range of the said township and comprising:

(*a*) A lot of land measuring fifty six feet in width from South to North by one hundred feet in depth from East to West, and bounded as follows: on the North by the land belonging to Mr. Adjutor Gagnon or representatives, towards the East by Saint Dominique street, towards the South by the land of the Canadian National Railway Company, and towards the West by the land hereinafter described;

(*b*) Another lot of land contiguous to the above described, measuring sixteen feet in width from East to West by a depth of forty six feet on the West side and fifty six feet on the East side, and is bounded on the North by the land of Mr. Adjutor Gagnon or representatives, on the East by that hereinabove described, on the South by the land of the Canadian National Railway Company, and on the West by the land of Adjutor Gagnon or representatives;

(*c*) The right of view and windows on the sides adjoining the land of Mr. Adjutor Gagnon or representatives;

(*d*) The right for perpetuity for the proprietor (Dame Jos. Ouellet or representatives) of the emplacement above described, to a road, for the construction of which he will do the necessary blasting, to pass on foot or with vehicles over the land of Mr. Adjutor Gagnon or representatives, the said road, in which the town of Jonquière may lay pipes of any dimensions for the purposes of its waterworks, is situate on the North side of the emplacement presently described, measuring nine feet in width, may be fenced in, but may not under any pretext be covered at any height whatsoever, the maintenance of the said road being in common with the proprietor (Dame Jos. Ouellet or representatives) of the aforesaid immovable and Adjutor Gagnon or representatives—with all the buildings thereon erected and all rights of

dite propriété, cette dernière sujette cepedndant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Mde Joseph Ouellet).

6. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, mesurant trente-cinq pieds de largeur vers le sud au nord, côté ouest et trente pieds de largeur au bout de la profondeur qui est de cent vingt-cinq pieds, et borné vers le nord partie par le terrain de M. J.-Arthur Néron et partie par le pan sud de la maison de ce dernier, lambrissée en brique, vers l'est par le terrain de Ludger Parent, vers le sud par la rue Saint-Jean, et vers l'ouest par la rue Saint-Dominique, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme faisant partie des lots numéros vingt et un-A-soixante et seize et vingt-deux-A-quatre (Ptie 21-A-76 et 22-A-4) dans le rang quatre du dit canton—avec ensemble toutes les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, et de plus droit de mitoyenneté pour le mur ou pan sud de la bâtisse du dit M. Néron ou représentants, contiguë à celle sur l'emplacement sus-décrit, et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Mde Joseph Ouellet).

7. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro quinze-vingt-cinq (No 15–25) dans le rang quatre du dit canton, lequel terrain contient une superficie de quatre mille cinq cents pieds carrés—avec toutes les bâtisses y érigees et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.
(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Mde Joseph Ouellet).

8. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il peut y avoir dans les bornes suivantes: vers le nord par le terrain de Joseph Helleu ou représentants, vers l'est par le terrain d'Antonio Fortin ou représentants, au sud par la rue Saint-Antoine, et vers l'ouest par le terrain de Joseph Pelletier, le dit terrain connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme étant tout le lot numéro vingt-deux-A-trente-quatre et partie du lot numéro vingt et un-A-soixante et treize (22-A-34 et Ptie No 21-A-73) dans le rang quatre du dit canton—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.
(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Adjutor Harvey).

9. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro vingt et un-A-cent onze

view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to said same rights which may affect it.
(the whole as entered on the valuation roll of the said town, under the name of Dame Joseph Ouellet).

6. Subject to all rights acquired by the town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, measuring thirty five feet in width from South to North, West side and thirty feet in width at the end of its depth which is one hundred and twenty five feet, and bounded on the North partly by the land of Mr. J. Arthur Néron and partly by the South wall of the house belonging to the latter, faced in brick, on the East by the land of Ludger Parent, on the South by Saint Jean street, and on the West by Saint Dominique Street, known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière as forming part of lots numbers twenty one-A-seventy six and twenty two-A-four, (Pt. 21-A-76 and 22-A-4) in range four of said township—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, and moreover the right of mitoyennety for South wall of the building of said Mr. Néron or representatives, contiguous to that on the above-described emplacement, and all rights of view, way and others rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.
(the whole entered on the valuation roll of the said Town under the name of Mde Joseph Ouellet.)

7. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the Town ship of Jonquière, under number fifteen-twenty five (No. 15-25) in range four of the said township, said lot of land containing an area of four thousand, five hundred square feet—with all the buildings thereon erected, and all rights of view, way and others rights attached to the said property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.
(The whole entered on the valuation roll for the said Town under the name of Mde Joseph Ouellet.)

8. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement, said lot of land measuring fifty feet in width, by all the depth there may be within the following boundaries: on the North by the land of Joseph Helleu or representatives, on the East by the land of Antonio Fortin or representatives, on the South by Saint Antoine Street, and on the West by the land of Joseph Pelletier, said lot of land known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as being the whole of lot number twenty two-A-thirty four and part of lot twenty one-A-seventy three (22-A-34 and Pt. No. 21-A-73) in range four of said township;—with all the buildings thereon erected, and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, subject however to the said same rights which may affect it.
(The whole entered on the valuation roll of the said Town under the name of Mr. Adjutor Harvey).

9. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière under number twenty one-A-

(21-A-111) dans le rang quatre du dit canton—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de passage, de vue et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.
(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Mde Achille Lavoie).

10. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:
(*a*) Un lopin de terre ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-deux-A-quinze (No 22-A-15) du rang quatre de ce canton, lequel terrain mesure trente-six pieds de largeur vers le nord au sud, côté ouest et trente-sept pieds aussi de largeur au bout de la profondeur qui est de cent quarante pieds, sauf à distraire de ce terrain une petite lisière de terre, qui a servi à l'élargissement de la rue Saint-Dominique, et

(*b*) Un autre lopin de terre, connu et désigné au cadastre officiel des rang et canton susdits, comme formant partie du lot numéro vingt-deux-A-seize (Ptie No 22-A-16) lequel mesure trente pieds de largeur vers le nord au sud sur une profondeur de cent cinquante-deux pieds pour le côté sud et cent quarante et un pieds pour le côté nord et est borné au nord par le terrain ci-dessus décrit, vers l'est par le terrain de M. Jos. Savard, vers le sud par une lisière de terrain de huit pieds de largeur, qui servira de chemin mitoyen entre la propriété ci-dessus décrite et celle des représentants de Jacob Dinovitzer, vers l'ouest par la rue Saint-Dominique, sauf aussi à distraire, si nécessaire, la partie du dit terrain qui a servi à l'élargissement de la rue Saint-Dominique et des droits acquis par M. Henri Bilodeau de Madame Achille Lavoie, aux termes d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, le 8 août 1928, sous le No 51400, et la partie des deux terrains ci-dessus décrits vendue et telle que plus amplement décrite dans un acte de vente, consenti par Mde Achille Lavoie en faveur de M. J.-Ernest Lavoie, par acte enregistré à Chicoutimi, le 4 octobre 1929, sous le No 31835—le tout avec toutes les bâtisses y érigées sur les terrains sus-décrits et à être vendus et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Mde Achille Lavoie).

C.—Le CINQUIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-trois.

DESCRIPTION

1. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:
Tout ce lopin de terre ou emplacement, étant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-sept-B (Ptie No 27-B) dans le rang trois du dit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur du sud au nord sur le chemin public, par cent pieds de profondeur de l'est à l'ouest, et borné en front ou vers l'ouest par la rue Saint-Dominique, en arrière ou vers l'est, par le terrain appartenant à M. M. Ernest et Joseph Belley

one hundred and eleven (21-A-111) in range four of said township—with all the buildings thereon erected, and all rights of way, view, and other rights attached to the said property, subject however to the said same rights which may affect it.
(The whole entered on the valuation roll of the said Town under the name of Mde Achille Lavoie).

10. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:
(*a*) A parcel of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière, under number twenty two-A-fifteen (No. 22-A-15) in range four of said township, said lot of land measuring thirty six feet in width from North to South, West side, and thirty seven feet also in width at the end of the depth which is of one hundred and forty feet, save to be deducted from said lot of land a small strip of land which was used for the widening of Saint Dominique street, and
(*b*) Another parcel of land known and designated on the official cadastre for the aforesaid range and township, as forming part of lot number twenty two-A-sixteen (Pt. 22-A-16), the same measuring thirty feet in width from North to South, by a depth of one hundred and fifty two feet on the South side, and one hundred and forty one feet on the North side, and being bounded on the North by the land hereinabove described, on the East by the land of Mr. Jos. Savard, on the South by a strip of land of eight feet in width which will be used as a party road between the above-described property and that of the representatives of Jacob Dinovitzer, on the West by Saint Dominique Street, save also to be deducted, if necessary, that part of said lot of land used for the widening of Saint Dominique Street, and the rights acquired by Mr. Henri Bilodeau from Madame Achille Lavoie, according to the terms of a deed registered in the office of the Registration Division of the County of Chicoutimi, on August 8, 1928, under No. 51400, and that part of the two lots of land hereinabove described, sold and as more amply described in a deed of sale made by Mde Achille Lavoie in favour of Me. J. Ernest Lavoie, by deed registered at Chicoutimi on October 4, 1929, under No. 31835—the whole with all the buildings erected on the aforesaid lots of land and to be sold, and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.
(The whole entered on the valuation roll of the said Town in the name of Mde Achille Lavoie.)

C.—On the FIFTH of MAY nineteen hundred and thirty three.

DESCRIPTION

1. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:
All that parcel of land or emplacement being part of that lot known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière, under number twenty seven-B) Pt. No. 27-B) in range three of said township, said lot of land measuring fifty feet in width from South to North on the public road, by one hundred feet in depth from East to West, and bounded in front, or on the West by Saint Dominique Street, at the rear or on the East by the land belonging to Messrs.

ou représentants, d'un côté vers le sud par le terrain de M. Joseph Dufour ou représentants et de l'autre côté vers le nord par le terrain appartenant à Mde Oléa Bergeron, épouse de M. Louis Vandal, ou représentants—avec ensemble toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant à tous les droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Mde Achille Lavoie).

2. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Tout ce lopin de terre ou emplacement, formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Jonquière, sous les numéros vingt et un-A-soixante et dix-neuf et vingt-deux-A-un (Ptie Nos 21-A-79 et 22-A-1), lequel mesure soixante et quinze pieds de largeur est à l'ouest, et cent trente-cinq pieds de profondeur du côté ouest et cent trente-huit pieds de profondeur du côté est, et est borné au nord par le terrain de la Cie du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, est par le terrain de M. Edmond Lavoie ou représentants, au sud par la rue Saint-Jean, et ouest par le terrain de M. Méridé Tremblay ou représentants—avec ensemble toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Benjamin Tremblay).

3. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

1. Un terrain ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-trois-H-six (No 23-H-6) dans le rang quatre du dit canton, contenant soixante et quinze pieds du sud au nord et cent pieds vers l'est à l'ouest; et

2. Un autre terrain ou emplacement, connu et désigné au cadastre officiel des rang et canton susdits, sous les numéros vingt-deux-J-quatre-cinq et vingt-deux-J-six (Nos 22-J-4-5 et 22-J-6) —avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Saguenay Bread Co.)

4. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un terrain ou emplacement situé en la dite ville de Jonquière, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie du lot numéro vingt (Ptie 20) dans le rang quatre du dit canton, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur du sud au nord, sur une profondeur de cent-quinze pieds, de l'est à l'ouest, et est borné au nord par le terrain de la succession Jean-Baptiste Lacroix, au sud par le terrain de Florian Landry ou représentants, d'un côté vers l'est par une rue, et de l'autre côté vers l'ouest par le terrain d'Alexis Tremblay ou représentants, lequel terrain ci-dessus décrit est maintenant connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, d'après la dernière subdivision d'une partie du lot numéro vingt susmentionné,

Ernest and Joseph Belley or representatives, on one side on the South by the land of Mr. Joseph Dufour, or representatives, and on the other side on the North by the land belonging to Mde Olea Bergeron, wife of Mr. Louis Vandal or representatives—together with all the buildings thereon erected and all rights of view, way and other rights, attached to the aforesaid property, the latter subject however to the same rights which may affect it.

(The whole entered on the valuation roll of the said Town under the name of Mde Achille Lavoie).

2. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

All that parcel of land or emplacement forming part of those lots known and designated on the official cadastre for the fourth range of the Township of Jonquière under numbers twenty one-A-seventy nine and twenty two-A-one (Pt. Nos. 21-A-79 and 22-A-1) the same measuring seventy five feet in width from East to West by one hundred and thirty five feet in depth on the West side, and one hundred and thirty eight feet in depth on the East side, and bounded on the North by the land of the Quebec and Lake Saint John Railway Company, on the East by the land of Mr. Edmond Lavoie or representatives, on the South by Saint Jean Street, and on the West by the land of Mr. Meridé Tremblay or representatives,—together with all the buildings thereon erected, and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.

(The whole entered on the valuation roll of the said Town under the name of Mr. Benjamin Tremblay).

3. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

1. A lot of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière, under number twenty three-H-six (No. 23-H-6) in range four of said township, measuring seventy five feet from South to North and one hundred feet from East to West; and

2. Another lot of land or emplacement known and designated on the official cadastre of the aforesaid range and township under numbers twenty two-J-four-five and twenty two-J-six (Nos 22-J-4-5 and 22-J-6)—with all the buildings thereon erected, and all rights of view, way and other rights attached to the said property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.

(The whole entered on the valuation roll of the said Town under the name of Saguenay Bread Co.)

4. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

A lot of land or emplacement situate in the said Town of Jonquière, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, as forming part of lot number twenty (Pt .20) in range four of siad township, said lot of land measuring fifty feet in width from South to North by a depth of one hundred and fifteen feet from East to West, and being bounded on the North by the land of the Estate of Jean Baptiste Lacroix, on the South by the land of Florian Landry or representatives, on one side on the East by a street, and on the other side on the West by the land of Alexis Tremblay or representatives, said lot of land hereinabove described, now being known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière, according to the last

sous le numéro vingt-cent-soixante-seize (20-176) au cadastre officiel des rang et canton susdits—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de M. Jos. Gagnon, Boucher).

5. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un lopin de terre ou emplacement, mesurant cent pieds de largeur du sud au nord sur cent cinquante pieds de profondeur de l'est à l'ouest, le dit terrain à prendre à cent soixante et dix pieds de la clôture nord actuelle du chemin ou passage du cimetière Catholique Romain de la paroisse de Jonquière, et borné au nord par le terrain de M. Ephrem Larouche ou représentants, au sud et à l'ouest par le terrain de M. Alex Bouchard ou représentants, et à l'est par la rue Saint-Jean-Baptiste, connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme formant partie du lot numéro quinze (Ptie No 15) dans le rang quatre du dit canton.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Banque Provinciale du Canada).

6. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Tout ce lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière comme étant tout le lot numéro quinze-trente-trois (15–33) dans le rang quatre (4) du dit canton—avec toutes les bâtisses y érigées et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter.

(le tout porté au rôle d'évaluation de la dite ville au nom de Le Syndicat Financier de Kénogami).

7. Sujet à tous droits acquis par la ville de Jonquière, de:

Un terrain ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton de Jonquière, comme faisant partie du lot numéro vingt-cinq-B (Ptie No 25-B) dans le rang trois du dit canton, lequel terrain mesure quatre-vingts pieds de largeur de l'est à l'ouest sur une profondeur de cent pieds du sud au nord, et borné au nord par la rue Saint-Georges, au sud par les lots numéros vingt-six-A-quatre-vingt-sept, vingt-six-A-quatre-vingt huit et vingt-six-A-quatre-vingt-neuf (26-A-87. 26-A-88, 26-A-89), d'un côté vers l'est par le lot numéro vingt-cinq-B-quatre-vingt-huit (25-B-88) et de l'autre côté vers l'ouest par le lot cadastral numéro vingt-cinq-B-quatre-vingt-neuf (25-B-89)—avec toutes les bâtisses y érigées, et tous les droits de vue, de passage et autres inhérents à la susdite propriété, cette dernière sujette cependant aux dits mêmes droits qui peuvent l'affecter. (le tout porté au role d'évaluation de la dite ville au nom de Le Syndicat Financier de Kénogami).

En foi de quoi, j'ai signé à Jonquière, ce 23 mars 1933.

Par ordre,
Le greffier, ville de Jonquière,
2281—14-2-o J.-M. LACROIX.

subdivision of part of lot number twenty hereinabove mentioned, under number twenty-one hundred and seventy six (20-176) on the official cadastre for the aforesaid range and township;—with all the buildings thereon erected, and all rights of view, way and other rights attached to the said property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.

(The whole entered on the valuation roll of the said Town under the name of Mr. Jos. Gagnon, Boucher.)

5. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

A parcel of land or emplacement measuring one hundred feet in width from South to North, by one hundred and fifty feet in depth from East to West, said lot of land to be taken one hundred and seventy feet distant from the actual North fence of the road or passage of the Roman Catholic Cemetery of the Parish of Jonquière, and bounded on the North by the land of Mr. Ephrem Larouche, or representatives, on the South and West by the land of Mr. Alex. Bouchard or representatives, on the East by Saint Jean Baptiste Street, known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière as forming part of lot number fifteen (Pt. No. 15) in range four of said township.

(The whole entered on the valuation roll for the said Town under the name of Banque Provinciale du Canada).

6. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

All that lot of land known and designated on the official cadastre for the township of Jonquière as being the whole of lot number fifteen-thirty three (15-33) in range four (4) of said township—with all the buildings thereon erected, and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.

(The whole entered on the valuation roll for the said Town under the name of Le Syndicat Financier de Kénogami).

7. Subject to all rights acquired by the Town of Jonquière, from:

A lot of land or emplacement known and designated on the official cadastre for the Township of Jonquière, as forming part of lot number twenty five-B (Pt. No. 25-B) in range three of said township, said lot of land measuring eighty feet in width from East to West by a depth of one hundred feet from South to North and bounded on the North by Saint Georges Street, on the South by lots numbers twenty-six-A-eighty seven, twenty six-A-eighty eight and twenty six-A-eighty nine (26-A-87, 26-A-88, 26-A-89), on one side, on the East by lot number twenty five-B-eighty eight (25-B-88) and on the other side on the West by lot cadastral number twenty five-B-eighty nine (25-B-89)—with all the buildings thereon erected, and all rights of view, way and other rights attached to the aforesaid property, the latter subject however to the said same rights which may affect it.

(The whole entered on the valuation roll for the said Town under the name of Le Syndicat Financier de Kénogami).

In testimony whereof, I have signed at Jonquière, this 23rd of March, 1933.

By Order:
J. M. LACROIX,
2282—14-2-o Clerk Town of Jonquière.

VILLE DE HAMPSTEAD.

Avis public est par les présentes donné par L.-E.-L. Harvey, secrétaire-trésorier de la ville de Hampstead, que les terrains ci-après décrits seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel de Ville, chemin Stratford, MERCREDI, le TROISIEME jour de MAI 1933, à ONZE heures, (heure avancée) de l'avant-midi, pour taxes dues à la ville:

Subdivisions 205 et 218 du lot du cadastre No 69,

Subdivisions 274 et 298 du lot du cadastre No 72,

Subdivision 144 du lot du cadastre No 80, et

Subdivision 604 du lot du cadastre No 69,

tous aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Hampstead, le 31 mars 1933.

Le secrétaire-trésorier,
L.-E.-L. HARVEY.

2301—14–2

TOWN OF HAMPSTEAD.

Public notice is hereby given by L. E. L. Harvey, Secretary-Treasurer of the town of Hampstead, that the lands hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, Stratford Road, on WEDNESDAY, the THIRD day of MAY, 1933, at ELEVEN o'clock, (Daylight Saving Time) in the forenoon, for taxes due the town:

Subdivisions 205 and 218 of Cadastral lot No. 69,

Subdivisions 274 and 298 of Cadastral lot No. 72,

Subdivision 144 of Cadastral lot No. 80, and

Subdivision 604 of Cadastral lot No. 69,

all on the official plan and book of reference of the parish of Montreal.

Hampstead, 31st. March, 1933.

L. E. L. HARVEY,
Secretary-Treasurer.

2302—14–2–o

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 2903. JOSEPH-H. DRENNAN, commerçant, de North-Battleford, Sask: demandeur; vs FERDINAND DESCHESNES, de Macamic, P. Q., défendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, les lots de terre portant les Nos cinquante et un-A (51-A) et cinquante et un-B (51-B) du rang No sept (7) du cadastre officiel pour le canton Poulariès,—avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Rose de Poulariès, MERCREDI, le DIXIEME jour de MAI 1933, à DIX heures de l'avant-midi; les lots Nos dix-neuf (19) et vingt et un (21) du rang No deux (2) du cadastre officiel pour le canton Royal-Roussillon, et le lot No deux (2) du bloc No quatre (4) du cadastre officiel pour le village de Macamic—avec bâtisses, circonstances et dépendances, seront vendus à la porte de l'église paroissiale de Macamic, MERCREDI le DIXIEME jour de MAI 1933, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif,
Amos, 1er avril, 1933.

2251—14–2–o

[Première publication, 8 avril, 1933]

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 2903. JOSEPH H. DRENNAN, trader, of North-Battleford, Sask., plaintiff; vs FERDINAND DESCHESNES, of Macamic, P. Q., defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lots of land bearing Nos. fifty one-A (51-A) and fifty one-B (51-B) in range No. seven (7) of the official cadastre for the township of Poulariès—with buildings, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Sainte Rose de Poulariès, on WEDNESDAY, the TENTH day of MAY, 1933, at TEN o'clock in the forenoon; lots Nos. nineteen (19) and twenty one (21) of range No. two (2) of the official cadastre for the township of Royal-Roussillon, and lot No. two (2) of block No. four (4) of the official cadastre for the village of Macamic—with buildings, circumstances and dependencies, will be sold at the parochial church door of Macamic, on WEDNESDAY, the TENTH day of MAY, 1933, at ONE o'clock in the afternoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, April 1st., 1933.

2252—14-2

[First publication, April 8th., 1933]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No 753. CYRILLE NOLETTE, demandeur; vs PHILIPPE BEAUDOIN, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

1. Un terrain étant l'arpent sud-est de la ½ nord-ouest du lot No 59 et la ½ sud-est du même lot No 59 (le tout contigu) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ferdinand, canton d'Ha-

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No. 753. CYRILLE NOLETTE, plaintiff; vs PHILIPPE BEAUDOIN, defendant.

As belonging to the defendant.

1. A piece of land being the South East one arpent of the North West ½ of the lot No. 59 and the South East ½ of the same lot No. 59 ((the whole adjoining) of the official plan and

lifax, borné des deux bouts par les cordons des rangs, du côté nord-ouest par Honoré Guillemette et du côté sud-est par Valère Guillemette—avec toutes les dépendances et circonstances.

2. Un autre terrain connu et désigné comme étant le lot No 61 du cadastre officiel sus mentionné—circonstances et dépendances.

3. Un autre terrain désigné sous le nom de la "sucrerie" et connu et désigné au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Hélène de Chester comme étant le lot No 401 et la partie nord-est du lot No 400, contenant environ 4½ arpents de largeur sur 8 arpents de profondeur, borné au nord-est par le 2e rang, au nord-ouest par le lot primitif No 14, au sud-est par Joseph et François Gagnon ou leurs représentants et au sud-ouest par François Gagnon—avec tout l'agrès de la sucrerie au complet, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jean-Baptiste de Vianney, le ONZIEME jour de MAI prochain (1933) à ONZE heures de l'avant-midi, suivant ordonnance de la Cour.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, P. Q., 4 avril 1933.

[Première publication, 8 avril, 1933]
2265—14-2-o

book of reference for the parish of Saint Ferdinand, township of Halifax, bounded on both ends by the concessions lines, on the North West side by Honoré Guillemette and on the South East side by Valère Guillemette—with all the dependances and circumstances.

2. Another piece of land known and designated as being the lot No. 61 of the official plan above mentioned—circumstances and dependances.

3. Another piece of land designated under the name "la sucrerie" and known and designated upon the official plan and book of reference for the parish of Sainte Hélène de Chester as being the lot No. 401 and the North East part of the lot No. 400, containing about 4½ arpents in width by 8 arpents in depth, bounded on the North East by the 2nd range, on the North West by the original lot No. 14, on the South East by Joseph and François Gagnon or their representatives and on the South West by François Gagnon—with all the maple place's implements complete, circumstances and dependances.

To be sold according to an order of the Court, at the parochial church door of Saint Jean Baptiste de Vianney, on the ELEVENTH day of MAY next (1933) at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 4th. April, 1933.

[First publication, April 8th., 1933]
2266—14-2-o

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Beauharnois, No 6740. } JOSEPH EDMOND LAMARRE, demandeur; vs ISIDORE TESSIER, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur, savoir:

Un emplacement situé dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse Sainte-Cécile, sous le numéro 32 de la subdivision du lot No 151—avec bâtisses.

Pour être vendu au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, MARDI, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry-de-Valleyfield, ce 14 mars 1933.

[Première publication, le 18 mars 1933]
1761—11-2-o

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Beauharnois, No. 6740. } JOSEPH EDMOND LAMARRE, plaintiff; vs ISIDORE TESSIER, defendant.

Seized as belonging to the said defendant, to wit:

An emplacement situate in the city of Salaberry de Valleyfield, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Sainte Cecile, under number 32 of the subdivision of lot No. 151—with buildings.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Salaberry de Valleyfield, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this 14th of March, 1933.

[First publication, March 18th., 1933]
1762—11-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District de Bedford, Cour Supérieure, No 566. } DELPHIS ST-JEAN *et al.*, demandeurs; vs CHARLES MENARD, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

Deux terrains sis et situés dans la paroisse de

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford, Superior Court, No. 566. } DELPHIS ST-JEAN *et al.*, plaintiffs; vs CHARLES MENARD, defendant.

As belonging to defendant:

Two lots of land lying and situate in the parish

Sainte-Pudentienne, district de Bedford, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse comme étant la totalité du lot numéro trois-"B" (3-B) du premier rang et la moitié ouest, du lot No trois-"A" (3-A), du deuxième rang du canton de Milton, dit district—avec toutes les bâtisses dessus faites et érigées.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Pudentienne, à Sainte-Pudentienne, (Roxton Pond) dit district, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL, 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, C. B. JAMESON.
Sweetsburg, Qué., le 13 mars, 1933.
[Première publication, 18 mars, 1933]
1699—11-2

of Sainte Pudentienne, district of Bedford, known and designated on the official plan and in the book of reference for the said parish as being the totality of lot number three-"B" (3-B) of the first range and the West half of lot No. three "A" (3-"A") of the second range of the township of Milton, said district—with all the buildings thereon made and erected.

To be sold *en bloc* at the parochial church door of the parish of Sainte Pudentienne, at Saint Pudentienne, (Roxton Pond), said district, on the NINETEENTH day of APRIL, 1933, at TEN of the clock in the forenoon.

C. B. JAMESON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., March 13th., 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1700—11-2-o

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure, District de Chicoutimi, No 5613, à savoir: } ELZEAR LEVESQUE, avocat, de la cité de Chicoutimi, demandeur; vs CYRILLE EMOND, ci-devant de Bagotville, et maintenant de Sainte-Jeanne d'Arc, comté Lac-Saint-Jean, cultivateur, défendeur.

Un lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro neuf (9) dans le cinquième rang, au cadastre officiel du canton Laterrière, lequel terrain mesure cinquante pieds de largeur du sud-ouest au nord-est par cent quatre-vingts pieds de longueur du sud-est au nord-ouest et est compris dans les bornes suivantes: En front, vers le sud-est, au chemin public actuel, en profondeur, au nord-ouest, au terrain de la Cie de Chemin de fer Roberval-Saguenay, joignant d'un côté au nord-ouest au terrain de M. Ernest Simard, fils de Mars, et de l'autre côté, au sud-ouest, au terrain de Thomas et Pitre Emond, ou leurs représentants—avec ensemble la maison et autres bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Laterrière, le VINGTIEME jour d'AVRIL, à DEUX heures de l'après-midi.

Le député-shérif,
Bureau du shérif, LEONIDAS GAGNE.
Chicoutimi, le 13 mars 1933. 1717—11-2-o
[Première publication, 18 mars, 1933]

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS.

Superior Court, District of Chicoutimi, No. 5613, to wit: } ELZEAR LEVESQUE, advocate, of the city of Chicoutimi, plaintiff; vs CYRILLE EMOND, heretofore of Bagotville, and now of Sainte Jeanne d'Arc, county of Lake Saint John, farmer, defendant.

A parcel of land or emplacement forming part of lot number nine (9) in the fifth range of the official cadastre for the township of Laterrière, the said parcel of land measuring fifty feet in width from Southwest to Northeast by one hundred and eighty feet in length from Southeast to Northwest, and is comprised within the following boundaries: In front towards the Southeast by the present public road, in depth to the Northwest by the land of the Roberval & Saguenay Railway Co., adjoining on one side to the Northwest the land of Mr. Ernest Simard, son of Mars, and on the other side to the Southwest, the land of Thomas and Pitre Emond, or their representatives—together with the house and other buildings thereon erected and all dependencies.

To be sold at the church door of Laterrière, on the TWENTIETH day of APRIL, at TWO o'clock in the afternoon.

LEONIDAS GAGNE,
Sheriff's Office, Deputy-sheriff.
Chicoutimi, March 13, 1933. 1718—11-2
[First publication, March 18th., 1933]

JOLIETTE

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Montréal, No 110890. } DAME C. BARIL, demanderesse; vs J. E. HEROUX, défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, comté de l'Assomption, contenant environ cent cinquante arpents en superficie, partant de la rivière Jésus et aboutissant aux terres de Saint-Henri de Mascouche—avec maison et autres bâtisses y érigées, la dite terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachenaie, sous les numéros deux cent quarante-deux et deux cent quarante-trois (242 et 243); à distraire cependant de cette

JOLIETTE

Superior Court.

Province of Quebec, District of Montreal, No. 110890. } DAME C. BARIL, plaintiff; vs J. E. HEROUX, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Charles de Lachenaie, county of L'Assomption, containing about one hundred and fifty arpents in area, starting at the Jésus river and ending at the lands of Saint Henri de Mascouche—with a house and other buildings thereon erected, the said farm is known and designated on the official plan and book of reference for the parish of Lachenaie, under numbers two hundred and forty two and two hundred and forty three (242 and 243); to be

dite terre les emplacements détachés et actuellement vendus.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Charles de Lachenaie, le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL 1933 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ce 4e jour du mois de mars 1933.

Le shérif,
1719—11-2-o GEORGES DESROCHES.
[Première publication, 18 mars 1933]

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Joliette, No 4460. } ALPHONSE BOILEAU, demandeur; vs LUCIEN LAPORTE, défendeur.

Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent quarante-sept (p. 247) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette; borné en front par la rue Saint-Barthélémi, d'un côté à la rue Manseau, de l'autre côté, à l'autre partie du lot No 247 appartenant à M. Noé Lafrenière et en profondeur au terrain de Dame Eliza Bourdon—avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être le tout vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Joliette, le VINGTIEME jour d'AVRIL 1933, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, ce 11ième jour de mars 1933.

Le shérif,
1701—11-2-o GEORGES DESROCHES.
[Première publication, 18 mars, 1933]

deducted however from the said farm the emplacements detached and actually sold.

To be sold at the church door of the parish of Saint Charles de Lachenaie, on the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, this 4th day of the month of March, 1933.

GEORGES DESROCHES,
1720—11-2 Sheriff.
[First publication, March 18th., 1933]

Superior Court.

Province of Quebec, District of Joliette, No. 4460. } ALPHONSE BOILEAU, plaintiff; vs LUCIEN LAPORTE, defendant.

An emplacement known and designated as being part of lot number two hundred and forty seven (Pt. 247) on the official cadastral plan and book of reference for the town of Joliette, bounded in front by Saint Barthélémi Street, on one side by Manseau Street, on the other side by the other part of lot No. 247 belonging to Mr. Noé Lafrenière, and on the depth by the land of Dame Eliza Bourdon—with all the buildings thereon erected.

The whole to be sold at my office, in the Court House, in the city of Joliette, on the TWENTIETH day of the month of APRIL 1933, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, this 11th. day of March, 1933.

GEORGES DESROCHES,
1702—11-2 Sheriff.
[First publication, March 18th., 1933]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 13248. } ARSENE DIONNE et LUDGER DIONNE, tous deux commerçants, de Saint-Georges de Beauce, et y faisant affaires en société sous la raison sociale de "V. Dionne & Fils", demandeurs; contre JOSEPH CHOUINARD, cultivateur, de Saint-Paschal, district de Kamouraska, défendeur.

1. Une terre située en le troisième rang de la seigneurie de Kamouraska, contenant environ cent trente-quatre arpents, douze perches et cent soixante-deux pieds en superficie, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Saint-Paschal, sous le numéro deux cent vingt et un (No 221)—avec la maison, le moulin à farine, la beurrerie et les autres bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances, y compris le pouvoir d'eau, les dalles, écluses, les moulanges, le centrifuge, l'engin à gazoline et toutes les autres machines, outils et accessoires destinés à l'exploitation des dits moulin et beurrerie.

2. Un terrain situé en le troisième rang de la dite seigneurie, ayant environ quinze arpents, soixante-treize perches et quatre-vingt-sept pieds en superficie, et connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre, pour la dite paroisse de Saint-Paschal, sous le numéro deux cent vingt-neuf (No 229), sauf et à distraire de cet immeuble le terrain occupé autrefois par Dame Veuve Louis Lévesque;

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière du Loup, to wit: No. 13248. } ARSENE DIONNE and LUDGER DIONNE, both traders, of Saint Georges de Beauce, and there carrying on business in partnership under the firm name and style of "V. Dionne & Fils", plaintiffs; against JOSEPH CHOUINARD, farmer, of Saint Paschal, district of Kamouraska, defendant.

1. A farm situate in the third range of the Kamouraska Seigniory, containing about one hundred and thirty four arpents, twelve perches and one hundred and sixty two feet in area, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the county of Kamouraska, for the said parish of Saint Paschal, under number two hundred and twenty one (No. 221)—with the house, grist-mill, butter factory and other buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, including the water power, flumes, dams, millstones, separator, gasolene engine, and other machines, tools and accessories used for the operating of the said mill and butter factory.

2. A lot of land situate in the third range of the said Seigniory, containing about fifteen arpents, seventy three perches and eighty seven feet in area, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish of Saint Paschal under number two hundred and twenty nine (No. 229), save and to be deducted from the said immoveable the lot of land formerly occupied by Dame Widow Louis Levesque.

3. Un autre terrain situé en le quatrième rang de la dite seigneurie, contenant environ vingt à trente arpents en superficie, borné au nord à la terre ci-dessus désignée en premier lieu, au sud au chemin du quatrième rang, à l'est à Auguste Hébert ou représentant, et à l'ouest à Napoléon Rivard; lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Paschal, sous le numéro cinq cent trente-quatre (Ptie No 534).

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Paschal, comté et district de Kamouraska, JEUDI, le ONZIEME jour de MAI 1933, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, le 4 avril 1933.
[Première publication, 8 avril, 1933]
2267—14-2-o

3. Another lot of land situate in the fourth range of the said Seigniory, containing about from twenty to thirty arpents in area, bounded on the North by the land hereinabove firstly designated, on the South by the road of the fourth range, on the East by Auguste Hebert, or representatives, and on the West by Napoleon Rivard; said lot of land forming part of that lot of land known and designated on the official cadastre for the said parish of Saint Paschal, under number five hundred and thirty four (Pt. No. 534).

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Paschal, county and district of Kamouraska, on THURSDAY, the ELEVENTH day of MAY, 1933, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, April 4, 1933.
[First publication, April 8th., 1933]
2268—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: No 12805*a*. } DESIRE ST-PIERRE, journalier, de la paroisse de Notre-Dame du Lac, demandeur; contre LA CORPORATION DE LA MUNICIPALITE DE LA PAROISSE DE NOTRE-DAME DU LAC, dans le comté de Témiscouata, défenderesse-saisissante pour frais et dépens.

Le lot de terre portant le numéro vingt-huit (No 28) du plan du département des Terres de la Couronne, pour la paroisse de Saint-Juste du Lac, dans le deuxième rang du canton communément appelé "Canton de la Couronne", sujet aux droits de réméré de Polydore St-Pierre, en vertu d'un acte de vente à réméré par ce dernier au demandeur, en date du 15 août 1932, enrégistré le 17 du même mois—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Juste du Lac, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL 1933, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif
Bureau du shérif, JOS. HAMEL.
Rivière-du-Loup, 15 mars 1933.
[Première publication, 18 mars, 1933]
1797—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Rivière du Loup, to wit: No. 12805*a*. } DESIRE ST-PIERRE, labourer, of the parish of Notre-Dame du Lac, plaintiff; against THE CORPORATION OF THE MUNICIPALITY OF THE PARISH OF NOTRE DAME DU LAC, in the county of Temiscouata, defendant seizing for costs and expenses.

That lot of land bearing number twenty eight (No. 28) on the plan of the Crown Lands Department for the parish of Saint Juste du Lac, in the second range of the township commonly called "Canton de la Couronne", subject to the redemption rights of Polydore St Pierre, in virtue of a deed of sale with right of redemption by the latter to the plaintiff, dated August 15, 1932, registered on the 17th., of the same month—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Juste du Lac, county of Temiscouata, district of Kamouraska, on the EIGHTEENTH day of APRIL, 1933, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. HAMEL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière du Loup, March 15th, 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1798—11-2

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 35228. } LA CITÉ DE WESTMOUNT, demanderesse; vs DAME ANNIE MURGATROYD, veuve de feu Robert Henry Bartholomew, défenderesse.

Un emplacement ayant front sur le chemin de la Côte Saint-Antoine, en la cité de Westmount, comprenant une partie de la résubdivision 2 de la subdivision 3 du lot originaire 210 et une partie de la résubdivision 2 de la subdivision 4 du dit lot originaire 210 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, borné au sud-est par le chemin de la Côte Saint-Antoine, au nord-ouest par les lots 210-3-1 et 210-4-1, au

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 35228. } CITY OF WESTMOUNT, plaintiff; vs DAME ANNIE MURGATROYD, widow of the late Robert Henry Bartholomew, defendant.

An emplacement fronting on Côte Saint Antoine Road in the city of Westmount, comprising part of resubdivision 2 of subdivision 3 of original lot 210 and part of resubdivision 2 of subdivision 4 of the said original lot 210 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, bounded to the Southeast by Côte Saint Antoine Road, to the Northwest by lots 210-3-1 and 210-4-1, to the Southwest by lot 210-2, and

sud-ouest par le lot 210-2, et au nord-est par la partie non-subdivisée du dit lot originaire 210, et contenant une superficie de 6183 pieds carrés.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce ONZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 avril 1933. 2285—14-2
[Première publication, 8 d'avril, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No F-107011. \ ALFRED BAULIEU, demandeur; vs PETER BAUMGARTEN, défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Paul de la cité de Montréal, et connu et désigné sous les numéros trois mille quatre cent trente-huit et trois mille quatre cent trente-neuf (3438-3439) aux plan et livre de renvois officiels de la paroisse de Montréal, mesurant chacun desdits lots quarante-huit pieds de largeur, par quatre-vingt-seize pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 4884 et 4886 de la rue Dunn.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 avril 1933. 2283—14-2-o
[Première publication, 8 avril, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No E-118143. \ DELLE ARMELIA DAGENAIS ET AL., demanderesses; vs ADANAC REALTY CO., LTD., défenderesse; et AIME LOZEAU, curateur au délaissement.

Un immeuble ayant front sur la rue Hampton, dans le quartier Notre-Dame de Grâce, en la cité de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-huit pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, connu sous le numéro sept cent vingt-trois de la subdivision du lot numéro cent soixante-neuf, (169-723) des plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la Paroisse de Montréal—avec maison portant les Nos 2251 et 2253 de la dite rue Hampton, et autres bâtisses dessus érigées, ainsi que tous droits et servitudes y attachées.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 4 avril 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 avril 1933. 2287—14-2-o
[Première publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No A-114053. \ INSURANCE HOLDING & INVESTMENT, LTD., demanderesse; vs MORRIS BALINSKY, en fiducie, défendeur.

Ces certains deux lots ayant front sur la rue Sanguinet, dans le quartier Crémazie, en la cité de Montréal, (autrefois quartier Saint-Louis), et composés des lots numéros trois et quatre de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept

to the Northeast by the unsubdivided part of said original lot 210, and containing a superficial area of 6183 square feet.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 4th., 1933. 2286—14-2-o
[First publication, April 8th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. F-107011. \ ALFRED BAULIEU, plaintiff; vs PETER BAUMGARTEN, defendant.

An emplacement situate in Saint Paul ward, in the city of Montreal, and known and designated under numbers three thousand four hundred and thirty eight and three thousand four hundred and thirty nine (3438-3439) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, each of said lots measuring forty eight feet in width by ninety six feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 4884 and 4886 of Dunn Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 4, 1933. 2284—14-2
[First publication, April 8th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. E-118143. \ MISS ARMELIA DAGENAIS ET AL., plaintiffs; vs ADANAC REALTY CO., LTD., defendant; and AIME LOZEAU, curator to the surrender.

An immovable fronting on Hampton Street, in Notre Dame de Grâce Ward, in the city of Montreal, measuring twenty five feet in width by eighty eight feet in depth, English measure and more or less, known under number seven hundred and twenty three of the subdivision of lot number one hundred and sixty nine (169-723), on the official plan and book of reference for the Municipality of the parish of Montreal,—with a house bearing Nos. 2251 and 2253 of said Hampton Street, and other buildings thereon erected, and also all rights and servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $400.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated April 4, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 4, 1933. 2288—14-2
[First publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. A-114053. \ INSURANCE HOLDING & INVESTMENT, LTD., plaintiff; vs MORRIS BALINSKY, in trust, defendant.

Those certain two lots facing on Sanguinet Street, in the Cremazie Ward, of the city of Montreal, (formerly Saint Louis Ward), and composed of lots numbers three and four of the official subdivision of original lot number seven

cent quarante (No 740-3 et 4) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, en la cité de Montréal—avec les édifices sus-érigés, portant les nouveaux numéros civiques 1701 à 1711 (anciens numéros civiques 287 à 293), de la rue Sanguinet, et avec droit de passage dans la ruelle en arrière du dit emplacement et en commun avec d'autres y ayant droit.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce ONZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,400.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. Juge P. Cousineau, en date du 31 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 avril 1933. 2289—14-2
[Première publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No D-111521. LA SOCIETE DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS, demanderesse; vs WILFRID PITRE, défendeur.

Un lot de terre situé en la cité de Montréal, sur la rue Girard, maintenant rue Hochelaga, portant le numéro treize cent cinquante de la subdivision du lot numéro huit (8-1350) des plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, contenant quarante-cinq pieds de largeur par cent dix-sept pieds et six pouces de profondeur, donnant une superficie de cinq mille deux cent quatre-vingt-sept pieds et cinq dixièmes de pied, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses y érigées, et avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit, dans les ruelles desservant le dit lot, aux conditions ordinaires d'entretien et sans pouvoir les obstruer. A distraire dudit emplacement une certaine partie dudit lot, mesurant quarante-cinq pieds de largeur, par six pieds de profondeur, plus ou moins, mesure anglaise, bornée en front par la dite rue Girard, maintenant rue Hochelaga, en arrière, par le résidu dudit lot No 1350 de la dite subdivision, d'un côté, par la ruelle No 8-1349, et de l'autre côté, par le terre No 7 aux dits plan et livre de renvoi officiels. A distraire de plus dudit emplacement, la partie qui en a été expropriée par la cité de Montréal, pour l'élargissement de la dite rue Hochelaga. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes active, et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble avec maisons construites sur le dit emplacement portant les numéros civiques 4319 à 4333 de la dite rue Hochelaga.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 avril 1933. 2291—14-2-o
[Première publication, 8 'avril, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No A-102394. DAME MERIZA MOREAU, épouse séparée de biens de David Beaupré, demanderesse; vs DAVID BEAUPRE, défendeur.

Un lot de terre ayant front sur le côté nord de la rue Laurier-Est, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent soixante et treize

hundred and forty (No. 740-3 and 4), on the official plan and book of reference of the Saint Louis Ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected bearing the new civic Nos. 1701 to 1711 (old civic Nos. 287 to 293) of Sanguinet Street and with the right of way in the lane in rear of said emplacements and in common with others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,400.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated March 31st, 1933.

OMER LAPIERRE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 4th, 1933. 2290—14-2-o
[First publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. D-111521. LA SOCIETE DES ARTISANS CANADIENS-FRANÇAIS, plaintiff; vs WILFRID PITRE, defendant.

A lot of land situate in the city of Montreal, on Girard Street, now Hochelaga Street, bearing number thirteen hundred and fifty of the subdivision of lot number eight (8-1350) of the official plan and book of reference for the village of Hochelaga, measuring forty five feet in width by one hundred and seventeen feet and six inches in depth, giving an area of five thousand two hundred and eighty seven feet and five tenths of a foot, English measure, more or less—with the buildings thereon erected, and with right of way in common with all others having a right thereto, in the lanes leading to the said lot, subject to the ordinary conditions of maintenance and without power to encumber same. To be deducted from the said lot of land a certain part of said lot measuring forty five feet in width by six feet in depth, in depth, more or less, English measure, bounded in front by the said Girard Street, now Hochelaga Street, in rear by the residue of said lot No. 1350 of said subdivision, on one side by the lane No. 8-1349 and on the other side by the lot of land No. 7 of the said official plan and book of reference. To be further deducted from the said lot of land, that part thereof which has been expropriated by the city of Montreal, for the widening of the said Hochelaga Street. As the whole presently subsists with the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable with houses erected on the said lot of land bearing civic numbers 4319 to 4333 of the said Hochelaga Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 4, 1933. 2292—14-2
[First publication, April 8th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. A-102394. DAME MERIZA MOREAU, wife separate as to property of David Beaupré, plaintiff; vs DAVID BEAUPRE, defendant.

A lot of land fronting on the North side of Laurier Street East, in the city of Montreal, known and designated under number one hun-

de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois cent trente-neuf (339-173) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par une profondeur de cent pieds, mesure anglaise, et plus ou moins—avec droit de passage en commun avec tous autres y ayant droit dans la ruelle située en arrière dudit immeuble et avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de $900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge P. Cousineau, en date du 29 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 4 avril 1933. 2293—14-2-o
[Première publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: THE CITY ICE COMPANY, LIMITED, demanderesse; vs ODILON-EMERIC DESROCHERS, défendeur.
No C-110968.

1. Un lot de terre situé dans cette partie de la cité de Montréal autrefois connue comme étant la cité de Saint-Henri, ayant front sur l'avenue Green, autrefois rue Jean, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille deux cent trente-huit aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant quarante pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins;

2. Un autre lot de terre situé au même endroit, connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille deux cent trente-neuf aux dits plan et livre de renvoi officiels, borné en front par l'avenue Green, autrefois rue Jean, contenant quarante pieds de largeur par quatre-vingt-dix de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'honorable juge Curran, en date du 3 avril 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 4 avril 1933. 2295—14-2
[Première publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs SALVATORE MAROTTA, défendeur; et CHARLES-B. LAFOND, curateur au délaissement.
No C-116245.

Un emplacement situé à l'encoignure sud-est des avenues Ducharme et Davaar, en la cité d'Outremont, et composé comme suit:

a. Du lot de terre connu et désigné comme étant le numéro un de la subdivision du lot numéro quatre cent onze de la subdivision officielle du lot numéro trente-huit (38-411-1) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

dred and seventy three of the official subdivision of original lot number three hundred and thirty nine (339-173) of the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte Saint Louis, measuring twenty five feet in width by a depth of one hundred feet, English measure and more or less—with right of way in common with all others having a right thereto in the lane situate in rear of the said immovable and with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $900.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice P. Cousineau, dated March 29, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 4, 1933. 2294—14-2
[First publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE CITY ICE COMPANY, LIMITED, plaintiff; vs ODILON EMERIC DESROCHERS, defendant.
No. C-110968.

1. A lot of land situate in that part of the city of Montreal formerly known as the city of Saint Henry, fronting on Green Ave., formerly John Street, known and designated as lot number two thousand two hundred and thirty eight on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, containing forty feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less;

2. Another lot of land situate at the same place, known and designated as lot number two thousand two hundred and thirty nine on said official plan and book of reference, bounded in front by Green Avenue, formerly John Street, containing forty feet in width by ninety feet in depth, English measure, more or less.

With the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc", at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,800.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 3rd, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 4th, 1933. 2296—14-2-o
[First publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court—District of Montreal.

Montreal, to wit: ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs SALVATORE MAROTTA, defendant; and CHARLES B. LAFOND, curator to the surrender.
No. C-116245.

An emplacement situate at the Southeast corner of Ducharme and Davaar Avenues, in the city of Outremont, and composed of the following:

a. The lot of land known and designated as being number one of the subdivision of lot number four hundred and eleven of the official subdivision of lot number thirty eight (38-411-1) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal.

b. Du lot de terre connu et désigné comme portant le numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre cent onze de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-huit (38-411-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal;

c. Du lot de terre connu et désigné comme portant le numéro un de la subdivision du lot numéro quatre cent douze de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-huit (38-412-1) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $2,700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 4 avril 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1933. 2321—14-2-o
[Première publication, 8 avril, 1933]

b. The lot of land known and designated as bearing number two of the subdivision of lot number four hundred and eleven of the official subdivision of said lot number thirty eight (38-411-2) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal.

c. The lot of land known and designated as bearing number one of the subdivision of lot number four hundred and twelve of the official subdivision of said lot number thirty eight (38-412-1) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $2,700.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 4, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1933. 2322—14-2
[First publication, April 8th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No C-116279. \ JOSEPH CHEVALIER, demandeur; vs ROMÉO BÉLIVEAU, défendeur; et ALFRED ASSELIN, curateur au délaissement.

Le lot numéro trois mille huit cent quatre-vingt-quatre (3884), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées, y compris les appareils d'éclairage et d'électricité, le dit lot ayant front sur la rue Beaulieu en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $450.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 3 avril 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 avril 1933.
[Première publication, le 8 avril 1933]
2323—14-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. C-116279. \ JOSEPH CHEVALIER, plaintiff; vs ROMEO BELIVEAU, defendant; and ALFRED ASSELIN, curator to the surrender.

Lot number three thousand eight hundred and eighty four (3884) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings thereon erected, including the lighting and electric fixtures, the said lot fronting on Beaulieu Street in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $450.00 will be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 3rd., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5th., 1933.
[First publication, April 8th., 1933]
2324—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No E-106138. \ HENRI LABRECQUE, demandeur; vs J.-N. ROCHETTE, défendeur.

Des lots de terre portant respectivement le No 6 de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent quatre-vingt-quatre (3984-6) et les Nos 1 et 2 de la subdivision officielle du lot originaire numéro trois mille neuf cent quatre-vingt-cinq (3985-1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec les bâtisses dessus érigées, et portant les Nos 5651 et suivants de la rue Laurendeau à Montréal, lesdits lots ayant front sur ladite rue Laurendeau.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1933. 2325—14-2-o
[Première publication, 8 avril, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. E-106138. \ HENRI LABRECQUE, plaintiff; vs J. N. ROCHETTE, defendant.

The lots of land bearing respectively No. 6 of the official subdivision of original lot number three thousand nine hundred and eighty four (3984-6) and Nos. 1 and 2 of the official subdivision of original lot number three thousand nine hundred and eighty five (3985-1 and 2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal—with the buildings thereon erected and bearing Nos. 5651 and following of Laurendeau Street, Montreal, the said lots fronting on the said Laurendeau Street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1933. 2326—14-2
[First publication, April 8th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } PAUL ROBITAILLE *et*
No C-92207. } *al.*, demandeurs en garantie; vs ALEXANDRE BELANGER *et al.*, défendeurs en garantie; et MOLLEUR, ALLARD et CHARNESS, avocats distrayants.

Comme appartenant à Alexandre Bélanger, l'un des dits défendeurs en garantie.

Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-André en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No quinze-B de la subdivision officielle du lot No quatre cent quatre-vingt-huit (488-15*b*) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet—avec les bâtisses dessus construites et les servitudes actives et passives, occultes ou apparentes attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le TREIZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1933. 2327—14–2–o
[Première publication, 8 avril, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } PAUL ROBITAILLE *et al.*,
No. C-92207. } plaintiffs in warranty; vs ALEXANDRE BELANGER *et al.*, defendants in warranty; and MOLLEUR, ALLARD and CHARNESS, advocates distracting for costs

As belonging to Alexandre Belanger, one of the said defendants in warranty.

A lot of land fronting on Saint André Street, in the city of Montreal, known and designated under No. fifteen-B of the official subdivision of lot No. four hundred and eighty eight (488-15-B) on the official plan and book of reference for the parish of Sault au Récollet—with the buildings thereon erected and the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTEENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon'

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1933. 2328—14–2
[First publication, April 8th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THOMAS KIRK, de-
No B-109197. } mandeur; vs HERCULE LEMIRE *et al.*, défendeurs.

Un certain emplacement situé en la cité de Montréal, et borné en front par la rue Versailles, connu et désigné comme la subdivision officielle No 47 du lot originaire No 466 des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, comprenant vingt-trois pieds et quatre pouces (23′ 4″) de largeur par quatre-vingt-dix-huit pieds (98′) de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec l'usage d'une ruelle en arrière, connue sous le No de subdivision 69 du lot originaire 466 dudit cadastre, en commun avec d'autres et avec les bâtisses dessus érigées et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures ET DEMIE de l'après-midi.

Un dépôt de $800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 5 avril 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 avril 1933. 2329—14–2–o
[Première publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS..

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THOMAS KIRK, plaintiff;
No. B-109197. } vs HERCULE LEMIRE *et al.*, defendants.

A certain emplacement situate in the city of Montreal, and bounded in front by Versailles Street, known and designated as official subdivision No. 47 of the original lot No. 466 on the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward, measuring twenty three feet and four inches (23′ 4″) in width by ninety eight feet (98′) in depth, English measure and more or less—with use of a lane at the rear, known under subdivision No. 69 of the original lot 466 of said cadastre, in common with others, and with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at HALF PAST THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $800.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated April 5, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5, 1933. 2330—14–2
[First publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THOMAS KIRK, de-
No C-110197. } mandeur; vs HERCULE LEMIRE *et al.*, défendeurs.

(*a*) Deux lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions officielles 25 et 26 du lot originaire No 209 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, dans la cité de Montréal, bornés en front par la rue Saint-Denis—avec bâtisses et dépendances.

(*b*) Quatre lots de terre connus et désignés comme étant les subdivisions Nos 126, 127, 128 et 129, du lot originaire officiel No 196 des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis dans la cité de Montréal,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THOMAS KIRK, plain-
No. C-110197. } tiff; vs HERCULE LEMIRE *et al.*, defendants.

(*a*) Two lots of land known and designated as being official subdivisions 25 and 26 of original lot No. 209 of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Cote Saint Louis, in the city of Montreal, bounded in front by Saint Denis Street—with buildings and dependencies.

(*b*) Four lots of land known and designated as being subdivisions Nos. 126, 127, 128 and 129, of official original lot No. 196 of the official plan and book of reference for the Incorporated Village of Cote Saint Louis, in the city of Montreal,

bornés en front par la rue Saint-Denis—avèc les bâtisses dessus érigées et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $1,430.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 5 avril 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 avril 1933.

[Première publication, le 8 avril 1933]
2331—14-2-o

bounded in front by Saint Denis Street—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWELFTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $1,430.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated April 5th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 5th., 1933.

[First publication, April 8th., 1933]
2332—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 4148. COMMERCIAL LOAN CO., LTD., demanderesse; vs E. MONTBRIAND, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Visitation, à Montréal, connu et désigné comme formant la plus grande partie vers le nord-ouest du lot numéro sept cent cinquante (750) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, mesurant quarante et un pieds et deux pouces de largeur, soixante-cinq pieds de profondeur, mesure anglaise, et plus ou moins, tenant devant à la rue Visitation, en arrière par partie du lot No 751, et autre partie du lot No 752 dudit plan, d'un côté au sud-est par le résidu du lot No 750, et de l'autre côté au nord-ouest par le lot No 755 des dits plans—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $480.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran en date du 10 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1933. 1703—11-2-o

[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 4148. COMMERCIAL LOAN CO., LTD., plaintiff; vs E. MONTBRIAND, defendant.

An emplacement situate on Visitation Street, Montreal, known and designated as forming the greater Northwestern part of lot number seven hundred and fifty (750) on the official plan and book of reference for Saint Mary's ward, measuring forty one feet and two inches in width, sixty five feet in depth, English measure, and more or less, bounded in front by Visitation Street, in rear by part of lot No. 751, and another part of lot No. 752 of said plan, on one side to the Southeast by the residue of lot No. 750, and on the other side to the Northwest by lot No. 755 of said plan—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $480.00 will be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 10, 1933.

OMER LAPIERRE.
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1933. 1704—11-2

[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 109394. LA SOCIETE SAINT-JEAN - BAPTISTE DE MONTREAL, (Caisse Nationale d'Economie), demanderesse; vs DAME EVA BOURGOUIN, épouse contractuellement séparée de biens de Louis Chicoine, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, défenderesse.

Un immeuble situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame ouest, dans le quartier Saint-Henri, de la cité de Montréal, portant le No 183 de la subdivision officielle du lot originaire No 1704 (1704-183), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins—avec toutes les constructions dessus érigées, étant entre autres les numéros civiques 4847, 4849, 4851, 4853 (anciennement 2445, 2447, 2455 et 2457) de la dite rue Notre-Dame ouest, ainsi que tous les autres droits actifs et passifs qui peuvent y être inhérents, le tout sans réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 13 mars 1933. 1705—11-2-o

[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 109394. LA SOCIETE SAINT JEAN BAPTISTE DE MONTREAL (Caisse Nationale d'Economie), plaintiff; vs DAME EVA BOURGOUIN, wife separate as to property by marriage contract of Louis Chicoine, and the latter to authorize his wife for the purposes hereof, defendant.

An immovable situate on the Northwest side of Notre Dame Street West, in Saint Henry Ward, in the city of Montreal, bearing No. 183 of the official subdivision of the original lot No. 1704 (1704-183) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure and more or less—with all the buildings thereon erected, being amongst others, civic numbers 4847, 4849, 4851, 4853 (formerly 2445, 2447, 2455 and 2457) of said Notre Dame Street West, and also any other active or passive rights which may be attached thereto, the whole without any reserve.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13, 1933. 1706—11-2

[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } M. H. AXELRAD, de-
No A-114166. } mandeur; vs JOSEPH SMITH et SAM SMITH, marchands, tous deux des cité et district de Montréal, y faisant affaires ensemble sous les noms et raison sociale de "Smith Bros", défendeurs.

La moitié indivise des immeubles suivants:

a. Un certain lot de terre ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent, en les cité et district de Montréal, connu et désigné comme étant le lot No 1058 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis, de la dite cité de Montréal, et l'édifice susérigé et spécialement les Nos civiques 3961, 3963, 3965 du dit boulevard Saint-Laurent, avec droit de passage existant pour communiquer du dit immeuble à la rue Saint-Dominique dans un certain passage tel qu'il se trouve actuellement et étant connu comme étant une lisière de terrain de 8 pieds en largeur par 74 pieds 6 pouces en profondeur, plus ou moins, borné en front par la rue Saint-Dominique, en arrière par le dit lot No 1058 ci-dessus décrit, et des deux côtés par l'excédent du lot No 1057 aux dits plan et livre de renvoi officiels et sur lequel le dit passage se trouve.

b. Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Notre-Dame, Montréal, connu et désigné sous le numéro quarante et un aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Hochelaga, contenant environ quarante-cinq pieds en front par quatre-vingt-dix pieds en profondeur, plus ou moins, moins la partie prise du dit emplacement pour l'élargissement de la rue Notre-Dame. Avec les édifices sus-érigés portant les nouveaux numéros civiques 3231-3245 inclusivement de la dite rue Notre-Dame-Est.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1709—11–2
[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } M. H. AXELRAD, plain-
No. A-114166. } tiff; vs JOSEPH SMITH and SAM SMITH, merchants, both of the city and district of Montreal, carrying on business together therein under the firm name and style of Smith Bros., defendants.

The undivided half of the following immoveables:

a. A certain lot of land fronting on Saint Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal, being known and described as lot No. 1058 upon the official plan and book of reference of Saint Louis Ward, of the said city of Montreal, and the building thereon erected and especially civic Nos. 3961, 3963, 3965 of said Saint Lawrence Boulevard, with the right of passage existing to communicate from said immoveable to Saint Dominique Street in a certain passage as it actually exists and being known as a certain strip of land 8 feet in width by 74 feet 6 inches in depth, more or less, bounded in front by Saint Dominique Street, in rear by said lot No. 1058 herein above described, and on both sides by the surplus of lot No. 1057 of the said official plan and book of reference on which said passage exists.

b. An emplacement situated on the Northwest side of Notre Dame Street, Montreal, known and designated under number forty one on the official plan and book of reference of the village of Hochelaga, containing about forty five feet in front by ninety feet in depth, more or less, less the part taken from the said emplacement for the widening of Notre Dame Street. With the buildings thereon erected bearing the new civic numbers 3231-3245 inclusive of the said Notre Dame Street East.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1710—11–2–c
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MURIEL M. GURD,
No C-110547. } demandeur; vs LLEWELLYN E. KIMPTON, défendeur.

L'emplacement situé sur l'avenue Oak en la cité de Saint-Lambert, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, comme étant le lot de subdivision numéro dix-huit cent quatre-vingt-treize du lot numéro cent soixante et deux (No 162-1893).

Avec la résidence semi-détachée sus-érigée connue sous le No 42 de la dite Avenue Oak, et avec les autres droits et appartenances inhérents à la dite propriété sans exception ou réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement pour le comté de Chambly, à Longueuil, ce VINGTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $480.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'hon. Juge Curran, en date du 6 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1713—11–2
[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MURIEL M. GURD, plain-
No. C-110547. } tiff; vs LLEWELLYN E. KIMPTON, defendant.

The emplacement situate on Oak Avenue in the city of Saint Lambert, which is known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, as subdivision lot number eighteen hundred and ninety three of lot number one hundred and sixty two (No 162-1893).

With the semi-detached residence erected thereon known as No. 42 of said Oak Avenue, and with all other rights and appurtenances belonging to the said property without exception or reserve.

To be sold at the Registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTIETH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $480.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 6th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1714—11–2–o
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MURIEL - M. GURD,
No C-110436. } demandeur; vs LLEWELLYN - E. KIMPTON, défendeur.

L'emplacement situé sur l'avenue Oak, en la cité de Saint-Lambert, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, dans le comté de Chambly, comme étant les lots de subdivision numéros quatorze cent soixante et huit et quatorze cent soixante et neuf du lot originaire numéro cent soixante et deux (Nos 162-1468 et 1469) mesurant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les édifices sus-érigés comprenant maisons duplex avec garage, portant les Nos civiques 427 et 429 de la dite avenue Oak, et avec le droit de passage en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière, et avec les droits, membres et appartenances inhérents sans exception ou réserve.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, ce VINGT-IEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures ET DEMIE du matin.

Un dépôt de $550.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 6 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1711—11-2
[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MURIEL M. GURD,
No. C-110436. } plaintiff; vs LLEWELLYN E. KIMPTON, defendant.

The emplacement situate on Oak Avenue, in the city of Saint Lambert, which is known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Antoine de Longueuil, in the county of Chambly, as subdivision lots numbers fourteen hundred and sixty eight and fourteen hundred and sixty nine of the original lot number one hundred and sixty two (Nos. 162-1468 and 1469) measuring, each of the said lots, twenty five feet in width by eighty five feet in depth, the whole English measure and more or less.

With the buildings thereon erected consisting of duplex dwellings and garage, bearing the Civic Nos. 427 and 429 of said Oak Avenue, and with the right of passage in common with others in the lane in rear, and with the rights, members and appurtenances thereto belonging, without exception or reserve.

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, on the TWENTIETH day of APRIL next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $550.00 shall be exacted from each and every bidder, before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated March 6th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1712—11-2-o
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } MICHEL BESNER, de-
No D-111932. } mandeur; vs ROMUALD RANGER, défendeur.

Trois terres contiguës, connues et désignées sous les numéros deux cent huit, deux cent neuf et deux cent dix (Nos 208, 209 et 210), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, les dites terres étant situées du côté sud de la concession Saint-George—avec bâtisses dessus érigées; à distraire cependant du dit numéro deux cent dix, un petit morceau de terre contenant environ un quart d'arpent en superficie à être pris à l'arrière du dit lot et dans sa ligne Est, et tel que le dit morceau de terre est actuellement enclos et possédé par Arthur Park.

Pour être vendu en "bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Madeleine-de-Rigaud, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $180.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 6 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 mars 1933.
[Première publication, le 18 mars 1933]
1773—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } MICHEL BESNER,
No. D-111932. } plaintiff; vs ROMUALD RANGER, defendant.

Three contiguous farms, known and designated under numbers two hundred and eight, two hundred and nine and two hundred and ten (Nos. 208, 209 and 210) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, the said farms being situate on the South side of the Saint George concesssion—with buildings thereon erected; to be deducted however from said number two hundred and ten, a small parcel of land containing about one quarter of an arpent in area, to be taken at the rear of the said lot and in its Eastern line, and as the said parcel of land is actually fenced in and owned by Arthur Park.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of Sainte Madeleine de Rigaud, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $180.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Curran, dated March 6th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 14th., 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1774—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LE SECRETAIRE ET
No 115117. } LE SYNDIC DE L'ASSOCIATION DU FONDS DE RETRAITE ET DE PREVOYANCE DE LA COMPA-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE SECRETARY &
No. 115117. } TRUSTEE OF THE GRAND TRUNK RAILWAY OF CANADA SUPERANNUATION & PROVIDENT FUND

GNIE DU GRAND TRONC DE CHEMIN DE FER DU CANADA, demanderesse; vs NORMAN-B. CAPES, défendeur.

Un emplacement situé en la cité de Westmount, étant la partie nord-est du lot connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent vingt-neuf (Ptie N.-E. 229) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, contenant vingt-cinq pieds de largeur par deux cent douze pieds de profondeur dans la ligne de côté nord-est et deux cent vingt-six pieds de profondeur dans la ligne de côté sud-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, et borné comme suit: En front par le chemin de la Côte Saint-Antoine, en arrière par une partie du lot officiel numéro deux cent trente, du côté nord-est par une partie du lot officiel numéro deux cent trente-six appartenant aux représentants de la Succession William Murray et du côté sud-ouest par une autre portion du dit lot numéro deux cent vingt-neuf appartenant à Dame Winnifred M. Clark, épouse de Hugh Glassford.

Avec la résidence connue sous le numéro trois cent seize (316) chemin de la Côte Saint-Antoine, sus-érigée, dont le mur de pignon sud-ouest est mitoyen, avec les dépendances adjacentes.

Telle que la dite propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 13 mars 1933. 1715—11-2
[Première publication, le 18 mars 1933]

ASSOCIATION, plaintiff; vs NORMAN B. CAPES, defendant.

An emplacement situate in the city of Westmount, being the North East part of the lot known and designated as lot number two hundred and twenty nine (N. E. pt. 229) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, containing twenty five feet in width by two hundred and twelve feet in depth in the North East side line and two hundred and twenty six feet in depth in the South West side line, all English measure and more or less, and bounded as follows: In front by Côte Saint Antoine road, in rear by part of official lot number two hundred and thirty, on the North East side by part of official lot number two hundred and thirty six belonging to the representatives of the Estate William Murray and on the South West side by another portion of said lot number two hundred and twenty nine, belonging to Dame Winnifred M. Clark, wife of Hugh Glassford.

With the dwelling house known as number three hundred and sixteen (316) Côte Saint Antoine Road, thereon erected, whereof the South West gable wall is *mitoyen* with the adjoining premises.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 13th., 1933. 1716—11-2-o
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-113935. VASSILIUS KALFAS, buandier, faisant affaire seul, à Montréal, district de Montréal, sous le nom et raison sociale de "Atlantic Toilet Supply Company", demandeur; vs G. KALFAS ALIAS KALFAKIS, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Viateur, en la cité d'Outremont—avec bâtisses dessus construites, ledit emplacement décrit comme suit:

1. La partie sud-ouest du lot numéro cent quatre-vingt-un de la subdivision officielle du lot originaire numéro trente-six (36-p. 181) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 21 pieds 4-10 en largeur et 207 pieds en profondeur dans la ligne nord-est et 204 pieds dans la ligne sud-ouest et bornée en front par la rue Saint-Viateur, en arrière par partie du lot numéro 36A-138 et partie du lot numéro 36-37-7 aux plan et livre de renvoi susdits, du côté nord-est par le résidu dudit lot numéro 36-181, du côté sud-ouest par la partie du lot numéro cent quatre-vingt de la subdivision officielle du dit lot numéro trente-six (36-180) aux plan et livre de renvoi officiels ci-après décrits;

2. La partie nord-est du lot cent quatre-vingt de la subdivision officielle du lot numéro trente-six (36-180) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant 10 pieds de largeur par 204 pieds de profondeur sur le côté nord-est et 203 pieds et 3 pouces sur le côté sud-ouest et bornée en front par la rue Saint-Viateur, en arrière par partie du lot numéro 36-34-7 aux plan et livre de renvoi officiels susdits, sur le côté

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-113935. VASSILIUS KALFAS, laundryman, carrying on business alone in Montreal, district of Montreal, under the firm name and style of "Atlantic Toilet Supply Company", plaintiff; vs G. KALFAS ALIAS KALFAKIS, defendant.

An emplacement fronting on Saint Viateur Street, in the city of Outremont—with buildings thereon erected, the said emplacement described as follows:

1. The Southwest part of lot number one hundred and eighty one of the official subdivision of original lot number thirty six (36-pt. 181) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring 21 feet 4-10 in width and 207 feet in depth in the Northeast line and 204 feet in the Southwest line and bounded in front by Saint-Viateur Street, in rear by part of lot number 36A-138 and part of lot number 36-37-7 of the aforesaid plan and book of reference on the Northeast side by the residue of said lot number 36-181, on the Southwest side by part of lot number one hundred and eighty of the official subdivision of said lot number thirty six (36-180) of the official plan and book of reference hereinafter described;

2. The Northeastern part of lot one hundred and eighty of the official subdivision of lot number thirty six (36-180) of the official plan and book of reference for the parish of Montreal, measuring 10 feet in width by 204 feet in depth on the Northeast side and 203 feet and 3 inches on the Southwest side and bounded in front by Saint Viateur Street, in rear by part of lot number 36-34-7 of the aforesaid official plan and book

nord-est par partie du dit lot numéro 36-181 plus haut décrit et sur le côté sud-ouest par le résidu du dit lot numéro 36-180.

Avec toutes les servitudes actives et passives.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT ET UNIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 14 mars 1933. 1779—11-2-o

[Première publication, le 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No C-116086. } EMILE GILBERT, demandeur; vs JOHN M. DOWNING, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Dorchester-ouest, dans les cité et district de Montréal, connu et désigné sous numéro quatre du lot numéro seize cent quarante-trois (1643-4) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine-de-Montréal, mesurant vingt-trois pieds de largeur par cent pieds de profondeur, dans la partie sud-ouest, et cent huit pieds et onze pouces de profondeur, dans la partie nord-est, ayant une superficie totale de deux mille quatre cent deux pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et portant le numéro civique 2155 de la rue Dorchester,ouest, dont les murs sont mitoyens avec la propriété voisine, avec droit de passage, en commun, dans la ruelle, en arrière, connue sous numéro cinq du lot numéro seize cent quarante-trois (1643-5) avec les autres ayant le même droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif.
Montréal, 14 mars 1933. 1777—11-2-o

[Première publication, 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. C-116086. } EMILE GILBERT, plaintiff; vs JOHN M. DOWNING, defendant.

An emplacement fronting on Dorchester Street West, in the city and district of Montreal, known and designated under number four of lot number sixteen hundred and forty three (1643-4) on the official plan and book of reference for Saint Antoine ward, of Montreal, measuring twenty three feet in width by one hundred feet in depth, in the Southwest part, and one hundred and eight feet and eleven inches in depth in the Northeast part, containing a total area of two thousand, four hundred and two square feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic number 2155 of said Dorchester Street West, the walls whereof being party walls with the neighbouring property—with right of way, in common, in the lane at the rear, known under number five of lot number sixteen hundred and forty three (1643-5) with the others having the same right.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office.
Montreal, March 14th, 1933. 1778—11-2

[First publication, March 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: / No 113747. } THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY, demanderesse; vs LES HÉRITIERS DE FEU CHARLES ALVIN WINTERS, en son vivant des cité et district de Montréal, bourgeois, savoir: REUBEN A. WINTERS, FRED VERNON WINTERS, JAMES ROY WINTERS, ALVIN WINTERS et THELMA WINTERS, cette dernière tant personnellement qu'en sa qualité de tutrice de Madge Winters, mineure, tous des cité et district de Montréal, FRANK A. WINTERS, de la ville d'Aultsville, province d'Ontario; MILDRED E. WINTERS, de la cité de Toronto, province d'Ontario, épouse séparée de biens d'Alexandre N. MacIntosh, du même endroit et ce dernier pour autoriser sa dite épouse; PAUL WINTERS, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François; en leur qualité d'héritiers sous bénéfice d'inventaire du dit feu Charles Alvin Winters, et DAME ELISA JANE WICKENS, veuve dudit feu Charles Alvin Winters, des cité et district de Montréal, défendeurs.

Un certain emplacement ayant front sur l'avenue Walkley, quartier Notre-Dame-de-Grâce, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No deux cent soixante et douze, subdivision officielle du lot originaire No cent cinquante-deux (152-272) aux plan et livre de renvoi officiels de la pa-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: / No. 113747. } THE CANADA LIFE ASSURANCE COMPANY, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE CHARLES ALVIN WINTERS, in his lifetime of the city and district of Montreal, gentleman, namely: REUBEN A. WINTERS, FRED VERNON WINTERS, JAMES ROY WINTERS, ALVIN WINTERS, and THELMA WINTERS, the latter personally as well as in her quality of tutrix to Madge Winters, a minor, all of the city and district of Montreal, FRANK A. WINTERS, of the Town of Aultsville, Province of Ontario; MILDRED E. WINTERS, of the City of Toronto, Province of Ontario, wive separate as to property of Alexander N. MacIntosh, of the same place and the latter for the purpose of authorizing his said wife; PAUL WINTERS, of the City of Sherbrooke, district of Saint Francis; in their qualities of heirs under benefit of inventory of the said late Charles Alvin Winters, and DAME ELISA JANE WICKENS, widow of the said late Charles Alvin Winters, of the city and district of Montreal, defendants.

A certain emplacement fronting on Walkley avenue, Notre Dame de Grace Ward, in the city of Montreal, known and designated as No. two hundred and seventy two, official subdivision of the original lot No one hundred and fifty two (152-272) on the official plan and book of refer-

roisse de Montréal, contenant le dit lot, quarante pieds en largeur par une profondeur de cent dix-sept pieds; mesure anglaise et plus ou moins.

Avec tous les édifices sus-érigés, à savoir, une maison à deux étages, portant les numéros civiques 4326 et 4328, avenue Walkley, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal.

Et avec tous les droits actifs y inhérents.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures et DEMIE du matin.

Un dépôt de $900.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 8 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 mars 1933.
[Première publication, 18 mars 1933]
1783—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No 31689. CITÉ DE WESTMOUNT, demanderesse; vs GAGE INVESTMENTS, INC., défenderesse.

Un emplacement ayant front sur les rues Sherbrooke et Vignal et le chemin Barat, en la cité de Westmount, étant la subdivision 176*b* du lot originaire 376 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal—avec l'édifice sus-érigé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif. OMER LAPIERRE.
Montréal, le 14 mars 1933. 1781—11-2
[Première publication, 18 mars 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: No F-107942. DAME MARGUERITE DUBOIS, veuve de Herménégilde Robillard, demanderesse; vs MICHAEL ADELSTEIN, défendeur.

Un emplacement situé sur la rue Waverly, en la cité de Montréal, et composé:

1. De la totalité du lot numéro sept cent huit de la subdivision officielle du lot numéro onze au plan et sur le livre de renvoi officiel du Village incorporé de la Côte Saint-Louis;

2. De la partie nord-ouest du lot numéro sept cent sept de la subdivision officielle dudit lot numéro onze, au plan et sur le livre de renvoi officiel susdits, contenant vingt-cinq pieds de largeur par toute la profondeur du lot, borné en front par la rue Waverly, en arrière par une ruelle, d'un côté par le lot ci-dessus décrit, et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision.

Avec les bâtisses y érigées et portant les numéros civiques 5993 à 6015 de la dite rue Waverly, et avec droit dans la ruelle en arrière, en commun avec tous autres y ayant droit.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

Un dépôt de $2,000.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 9 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1933. 1793—11-2-o
[Première publication, le 18 mars 1933]

ence of the parish of Montreal, containing, said lot forty feet in width by a depth of one hundred and seventeen feet; English measure and more or less.

With all the buildings thereon erected, namely, a two storey house, bearing the civic Nos. 4326 and 4328 Walkley avenue, Notre Dame de Grâce, Montreal.

And with all active rights belonging thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $900.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated the 8th day of March 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 14th., 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1784—11-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. 31689. CITY OF WESTMOUNT, plaintiff; vs GAGE INVESTMENTS, INC., defendant.

An emplacement fronting on Sherbrooke Street, Vignal Street and Barat Road in the city of Westmount, being subdivision 176*b* of original lot 376 on the official plan and book of reference of the parish of Montreal—with the building thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, March 14th, 1933. 1782—11-2-o
[First publication, March 18th, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: No. F-107942. DAME MARGUERITE DUBOIS, widow of Hermenegilde Robillard, plaintiff; vs MICHAEL ADELSTEIN, defendant.

An emplacement situate on Waverly Street, in the city of Montreal, and composed of:

1. The whole of lot number seven hundred and eight of the official subdivision of lot number eleven on the official plan and book of reference for the incorporated Village of Côte Saint Louis.

2. The Northwest part of lot number seven hundred and seven of the official subdivision of said lot number eleven on the aforesaid official plan and book of reference, measuring twenty five feet in width by the whole depth of the lot, bounded in front by Waverly Street, at the rear by a lane, on one side by the lot hereinabove described, and on the other side by the residue of said subdivision.

With the buildings thereon erected, and bearing civic numbers 5993 to 6015 of said Waverly Street, and with right in the lane at the rear in common with all others having rights therein.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $2,000.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice Curran, dated March 9, 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15, 1933. 1794—11-2
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } LA VILLE LA SALLE,
No 32321. } demanderesse; vs PAUL ROY, défendeur.

Deux terrains connus et désignés sous les Nos cent quatre-vingt-dix et cent quatre-vingt-onze (190-191) de la subdivision officielle du lot No 996 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant ensemble cinq mille huit cent cinquante-deux pieds en superficie mesure anglaise et plus ou moins, bornés en front par la rue Edouard, en la ville LaSalle, district de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 mars 1933. 1789—11-2-o
[Première publication, 18 mars, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE TOWN OF LA SALLE, plaintiff; vs PAUL ROY, defendant.
No. 32321. }

Two lots of land known and designated under numbers one hundred and ninety and one hundred and ninety one (190-191) of the official subdivision of lot No. 996 on the official plan and book of reference for the parish of Lachine, in the county of Jacques Cartier, containing together five thousand eight hundred and fifty two feet in area, English measure and more or less, bounded in front by Edouard Street, in the town of LaSalle, district of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15, 1933. 1790—11-2
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALLIANCE NATIONALE, demanderesse; vs HARRY-CHARLES ORGAN, défendeur; et CHARLES-B. LAFOND, curateur au délaissement.
No 110981. }

Un emplacement situé sur l'Avenue Ducharme, en la cité d'Outremont, et composé des trois lots de terre, ci-après décrits.

a. Du lot de terre connu et désigné comme portant le numéro deux de la subdivision du lot numéro quatre cent quatorze de la subdivision officielle du lot numéro trente-huit (38-414-2) sur le plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal.

b. De deux lots de terre respectivement connus et désignés comme portant les numéros un et deux de la subdivision du lot quatre cent quinze, de la subdivision officielle dudit lot numéro trente-huit (38-415-1 et 38-415-2) sur le plan et au livre de renvoi officiels susdits—avec les maisons et les autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $2,700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge P. Cousineau, en date du 4 mars 1933.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 mars 1933.
[Première publication, le 18 mars 1933]
1791—11-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALLIANCE NATIONALE, plaintiff; vs HARRY CHARLES ORGAN, defendant; and CHARLES B. LAFOND, curator to the Surrender.
No. 110981. }

An emplacement situate on Ducharme Avenue, in the city of Outremont, and composed of the three lots of land hereinafter described:

a. That lot of land known and designated as bearing number two of the subdivision of lot number four hundred and fourteen of the official subdivision of lot number thirty eight (38-414-2) on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal.

b. Those two other lots of land respectively known and designated as bearing numbers one and two of the subdivision of lot number four hundred and fifteen of the official subdivision of said lot number thirty eight (38-415-1 and 38-415-2) on the aforesaid official plan and book of reference—with the houses and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $2,700.00 shall be required from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to judgment of Hon. Justice P. Cousineau, dated March 4th., 1933.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 15th., 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1792—11-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } HALPIN'S INCORPORATED, demanderesse; vs PATRICK HEAGERTY *es-qual.*, et DAME MARY BRESSLOW, veuve de John McAvoy, en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs *et al.*, défendeurs.
No B-109342. }

Cinq lots de terre situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros 558, 559, 560, 561 et 562, subdivisions du lot numéro 207, aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte de la Visitation—avec bâtisses portant le numéro 6501, 1ère avenue, Rose-

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } HALPIN'S INCOPORATED, plaintiff; vs PATRICK HEAGERTY, *es-qual.*, and DAME MARY BRESSLOW, widow of John McAvoy, in her quality of tutrix to her minor children *et al.*, defendants.
No. B-109342. }

Five lots of land situate in the city of Montreal, known and designated under numbers 558, 559, 560, 561 and 562, subdivisions of lot number 207, on the official plan and book of reference for the incorporated village of Côte de la Visitation—with buildings bearing number 6501, 1st Avenue,

mont, quartier Rosemont, et dépendances dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
OMER LAPIERRE.

Bureau du shérif,
Montréal, 15 mars 1933. 1795—11-2-o

[Première publication, 18 mars, 1933]

Rosemount, Rosemount Ward, and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the NINETEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, March 15, 1933. 1796—11-2

[First publication, March 18th., 1933]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: BRITISH AMERICAN OIL COMPANY, LIMITED, corporation commerciale ayant sa principale place d'affaires en la cité de Toronto, Province d'Ontario, et un bureau d'affaires en la cité de Montréal, Province de Québec; contre LOUIS-D. HUDON, de la cité de Québec; et CANADIAN CREDIT MEN'S TRUST ASSOCIATION, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Winnipeg, dans la Province du Manitoba, et un bureau d'affaires en la cité de Montréal, en leur qualité de Syndics dûment nommés à la faillite de Joseph-Arcade-Théodore Lambert, à savoir:

No 26140.

1. Les lots Nos 1176 (onze cent soixante-seize), 1177 (onze cent soixante-dix-sept), 1178 (onze cent soixante-dix-huit), 1179 (onze cent soixante-dix-neuf), 1180 (onze cent quatre-vingt), 1181 (onze cent quatre-vingt-un) et 1182 (onze cent quatre-vingt-deux) du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, étant des emplacements situés sur la rue Sainte-Hélène.

2. Partie du lot No 1162 (onze cent soixante-deux), du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, située dans la rue Dorchester, mesurant 2 pieds de largeur par environ 42 pieds en profondeur; bornée au sud-ouest par la rue Dorchester, au nord-est par le lot No 1163 (onze cent soixante-trois) au sud-est par le lot No 1162 (onze cent soixante-deux) du dit cadastre et au nord-ouest par le résidu du dit lot No 1162, appartenant à Charles Robitaille ou représentants.

3. Partie du lot No 1163 (onze cent soixante-trois) du cadastre officiel du quartier Jacques-Cartier, maintenant quartier Saint-Roch, de la cité de Québec, située à l'arrière du lot No 1181 déjà décrit, mesurant un pied et six pouces en largeur et bornée au sud-ouest par le lot No 1162 du dit cadastre, au nord-est par le lot No 1164 du dit cadastre, au sud-est par les lots Nos 1162 et 1182 et au nord-ouest par le résidu du dit lot 1163, appartenant à Jean-B. Lamontagne ou représentants.

Avec les bâtisses et autres constructions dessus construites et tous les droits y appartenant, sans exception ni réserve. Vendus en bloc.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour de MAI prochain à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
CLEOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,
Québec, 5 avril 1933. 2339—14-2-o

[Première publication, le 8 avril 1933]
[Deuxième publication, le 22 avril 1933]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: BRITISH AMERICAN OIL COMPANY, LIMITED, a body politic and corporate having its head office in the city of Toronto, Province of Ontario, and a place of business in the city of Montreal, Province of Quebec; against LOUIS D. HUDON, of the city of Quebec, and CANADIAN CREDIT MEN'S TRUST ASSOCIATION, a body politic and corporate having its head office at Winnipeg, in the Province of Manitoba, and a place of business in the city of Montreal, in their quality of Trustees duly appointed to the estate of Joseph Arcade Théodore Lambert, to wit:

No. 26140.

1. Lots Nos. 1176 (eleven hundred and seventy six), 1177 (eleven hundred and seventy seven), 1178 (eleven hundred and seventy eight), 1179 (eleven hundred and seventy nine), 1180 (eleven hundred and eighty), 1181 (eleven hundred and eighty one) and 1182 (eleven hundred and eighty two) of the official cadastre for Jacques-Cartier Ward now Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being emplacements situate on Sainte Hélène Street.

2. Part of lot No. 1162 (eleven hundred and sixty two) of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, now Saint Roch ward, of the city of Quebec, situate on Dorchester Street, measuring 2 feet in width by about 42 feet in depth; bounded on the Southwest by Dorchester Street, on the Northeast by lot No. 1163 (eleven hundred and sixty three) on the Southeast by lot No. 1162 (eleven hundred and sixty two) of said cadastre and on the Northwest by the residue of said lot No. 1162, belonging to Charles Robitaille or representatives.

3. Part of lot No. 1163 (eleven hundred and sixty three) of the official cadastre for Jacques-Cartier ward, now Saint Roch ward, of the city of Quebec, situate in rear of lot No. 1181 already described, measuring one foot and six inches in width and bounded on the Southwest by lot No. 1162 of said cadastre, on the Northeast by lot No. 1164 of said cadastre, on the Southeast by lots Nos. 1162 and 1182 and on the Northwest by the residue of said lot 1163, belonging to Jean B. Lamontagne or representatives.

With the buildings and other constructions thereon erected and all the rights attached thereto, without exception or reserve. To be sold "en bloc".

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 5, 1933. 2340—14-2

[First publication, April 8, 1933]
[Second publication, April 22, 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 24749. GUILLAUME DECHENE, prêtre, de la cité de Québec, en sa qualité d'exécuteur testamentaire à la succession de feu Joseph Brodrigue, en son vivant, rentier, de la cité de Québec: contre CHARLES-M. LETARTE, du même lieu, à savoir:

Le lot No 932 (neuf cent trente-deux) du cadastre officiel pour le quartier Saint-Roch de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Saint-François—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
CLÉOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,
Québec, le 5 avril 1933. 2341—14–2–o

[Première publication, le 8 avril 1933]
[Deuxième publication, le 22 avril 1933]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 24749. GUILLAUME DECHENE, priest, of the city of Quebec, in his quality of testamentary executor of the estate of the late Joseph Brodrigue, in his lifetime, annuitant, of the city of Quebec; against CHARLES M. LETARTE, of the same place, to wit:

Lot No. 932 (nine hundred and thirty two) of the official cadastre for Saint Roch Ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Saint François Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 5th., 1933. 2342—14–2

[First publication, April 8th., 1933]
[Second publication, April 22nd., 1933]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 26148. MICHEL MARCOUX, du village de Charny, comté de Lévis, gentilhomme; contre THOMAS COTÉ, du village de Charny, comté de Lévis, à savoir:

1. Le lot No 252-61 (deux cent cinquante-deux-soixante et un), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant un emplacement situé maintenant dans la paroisse de Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny, mesurant 50 pieds de front sur 97 pieds de profondeur, mesure anglaise.

2. Partie du lot No 252-66 (deux cent cinquante-deux-soixante-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Lévis, étant une lisière de terrain située maintenant dans la paroisse de Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny, mesurant 3 pieds anglais de front sur toute la profondeur, au sud du lot ci-dessus décrit; bornée au sud au vendeur, Vital Ouellet, aux termes d'un acte de vente par ce dernier au défendeur, en date du 2 février 1920, devant Raoul Demers, N. P., à l'ouest à la rue Saint-Jean, et à l'est à une rue et au dit vendeur.

Le tout avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Et sujet à une rente foncière annuelle de $10.00 et payable aux représentants légaux de Gabriel Lemieux, de Charny.

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Perpétuel Secours de Charny, comté de Lévis, le DOUZIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin (heure solaire).

Le shérif,
CLÉOPHAS BLOUIN.

Bureau du shérif,
Québec, le 5 avril 1933. 2167—14–2–o

[Première publication, le 8 avril 1933]
[Deuxième publication, le 22 avril 1933]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 26148. MICHEL MARCOUX, of the village of Charny, county of Levis, gentleman; against THOMAS COTE, of the village of Charny, county of Levis, to wit:

1. Lot No. 252-61 (two hundred and fifty two-sixty one), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Levis, being an emplacement now situate in the parish of Notre Dame du Perpetuel Secours de Charny, measuring 50 feet in front by 97 feet in depth, English measure.

Part of lot No. 252-66 (two hundred and fifty two-sixty six), of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Levis, being a strip of land now situate in the parish of Notre Dame du Perpetuel Secours de Charny, measuring 3 feet, English measure, in front by the whole depth, to the South of the hereinabove described lot; bounded on the South by the vendor, Vital Ouellet, as per a deed of sale by the latter to the defendant, dated February 2nd., 1920, before Raoul Demers, N. P., on the West by Saint Jean Street and on the East by a street and by the said vendor.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. And subject to an anual ground rent of $10.00 payable to the lawful representatives of Gabriel Lemieux, of Charny.

To be sold "en bloc", at the church door of the parish of Notre Dame du Perpetuel Secours de Charny, county of Levis, on the TWELFTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, April 5th., 1933. 2168—14–2

[First publication, April 8th., 1933]
[Second publication, April 22nd., 1933]

FIERI FACIAS.
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: No 3349/29. LA CITÉ DE QUEBEC; contre ALPHONSE BERTRAND, de notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 15 (quinze) de la partie 4 (quatre) du lot No 431 (quatre cent trente et un) du cadastre officiel de Saint-Roch-Nord, maintenant quartier Jacques-Cartier, de la cité de Qué-

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: No. 3349/29. THE CITY OF QUEBEC, against ALPHONSE BERTRAND, of Our city of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 15 (fifteen) of part 4 (four), of lot No. 431 (four hundred and thirty one) of the official cadastre for Saint Roch North, now Jqcques Cartier ward of the city of Quebec,

bec, étant un immeuble situé sur la rue de la Paix —avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 22 mars 1933. 1935—12-2-o
[Première publication, le 25 mars 1933]
[Deuxième publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS.
Cour du Recorder.

Québec, à savoir: No 1729/29. LA CITE DE QUEBEC; contre TANGUAY, LIMITEE, corps politique et légalement érigé en corporation, ayant son siège social dans notre cité de Québec, dans notre district de Québec, à savoir:

La subdivision No 54 (cinquante-quatre) du lot No 2346 (deux mille trois cent quarante-six) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec étant un emplacement situé sur la rue Père Arnaud—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, CLEOPHAS BLOUIN.
Québec, 23 mars 1933. 1987—12-2-o
[Première publication, le 25 mars 1933]
[Deuxième publication, le 8 avril 1933]

being an immoveable situate on "de la Paix" Street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, March 22, 1933. 1936—12-2
[First publication, March 25, 1933]
[Second publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit: No. 1729/29. THE CITY OF QUEBEC; against TANGUAY LIMITEE, a body politic and corporate duly incorporated, having its head office in Our city of Quebec, in Our district of Quebec, to wit:

Subdivision No. 54 (fifty four) of lot No. 2346 (two thousand three hundred and forty six) of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being an emplacement situate on Père Arnaud Street —with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, March 23, 1933. 1988—12-2
[First publication, March 25, 1933]
[Second publication, April 8, 1933]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8769. JOSEPH - ALBERT LEMIRE, rentier, domicilié au village de Baieville, district de Richelieu, demandeur; contre ANTONIO PEPIN, domicilié en la paroisse de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, district de Richelieu, défendeur, à savoir:

a. Un terrain situé en la première concession, de la dite paroisse de La Baie, de la contenance de trois arpents et demi de largeur sur trente et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins. Borné en front au nord-ouest à la concession nord-est des seize, du côté nord-est, à Alfred-C. Pepin, du côté sud-ouest à la route publique dite Pépin et au bout sud-est à Philippe et Elie Côté. Lequel terrain connu et décrit comme étant le bout nord-ouest des lots de terre numéro quatre cent vingt-trois, (Ptie N.-O. 423) et le bout nord-ouest du côté latéral et longitudinal sud-ouest du lot de terre numéro quatre cent vingt-deux (Ptie N.-O. du côté S.-O. No 422) du cadastre officiel de la dite paroisse de La Baie;

b. Un autre terrain situé en la concession de la commune, de la contenance de deux arpents de front sur seize arpents de profondeur, plus ou moins. Borné au nord à la commune, au sud aux terres sus-désignées, du côté sud-ouest à Joseph-P. Grammont et du côté nord-est à G. Lemire. Lequel terrain connu et désigné sous les numéros trois cent douze et partie du numéro trois cent treize, (No 312 et ptie 313) du dit cadastre de La Baie. A distraire l'emplacement d'école situé sur le terrain ci-dessus désigné en premier lieu, et

RICHELIEU

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8769. JOSEPH ALBERT LEMIRE, annuitant, residing in the village of Baieville, district of Richelieu, plaintiff; against ANTONIO PEPIN, residing in the parish of Saint Antoine de la Baie du Febvre, district of Richelieu, defendant, to wit:

a. A lot of land situate in the first concession of the said parish of La Baie, measuring three arpents and one half in width by thirty one arpents in depth, the whole more or less. Bounded in front on the Northwest by the Northeast Concession Des Seize, on the Northeast side by Alfred C. Pepin, on the Southwest side by the public road called "Pepin" and at the Southeast end by Philippe and Élie Côté. The said lot of land is known and described as being the Northwest end of the lots of land number four hundred and twenty three (N.W. Pt. 423) and the Northwest end of the Southwest lateral and longitudinal side of the lot of land number four hundred and twenty two (N. W. Pt. of S. W. side No. 422) of the official cadastre for the said parish of La Baie;

b. Another lot of land situate in the concession of the Common, measuring two arpents in front by sixteen arpents in depth, more or less. Bounded on the North by the Common, on the South by the lands hereinabove designated, on the Southwest side by Joseph P. Grammont and on the Northeast side by G. Lemire. The said lot of land is known and designated under numbers three hundred and twelve and part of number three hundred and thirteen (No. 312 and Pt. 313) of said cadastre of La Baie. To be deducted the

aussi la partie du terrain de la compagnie du chemin de fer située dans ce même premier terrain;

c. Un autre terrain situé en la première concession de la dite paroisse de La Baie, de la contenance de deux arpents de largeur sur sept arpents de profondeur, le tout plus ou moins. Borné en front au chemin public de la première concession, du côté nord-est à la route publique dite Pépin et une petite partie au terrain ci-dessus désigné en premier lieu, au bout sud-est au terrain de la compagnie du chemin de fer et du côté sud-ouest à Joseph-P. Grammont. Lequel terrain connu et décrit comme étant partie du lot de terre numéro quatre cent vingt-quatre (Ptie No 424) du cadastre officiel de la dite paroisse de La Baie;

d. Un morceau de terre de un quart d'arpent de largeur sur seize arpents de profondeur, connu et désigné comme étant le lot numéro trois cent quatorze (No 314) du cadastre officiel de la dite paroisse de La Baie du Febvre;

e. Un droit de commune dans la commune de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, laquelle commune est désignée par le numéro un (No 1) du cadastre officiel du comté d'Yamaska, pour la dite paroisse de La Baie du Febvre.

Pour être vendus, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Antoine de la Baie du Febvre, MARDI; le DIX-HUITIEME jour du mois d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 14 mars 1933.

[Première publication, 18 mars 1933]
1765—11-2-o

FIERI FACIAS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Richelieu, No 8356. } FÉLIX LEMOINE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Robert, district de Richelieu, demandeur; contre NAPOLÉON CARON, ci-devant cultivateur et actuellement entrepreneur, du village de Saint-Guillaume, dit district, défendeur, à savoir:

1. Une portion de terre située dans le village de Saint-Guillaume, contenant cinquante pieds de largeur par cent vingt pieds de profondeur; bornée en front, par la rue principale, en arrière par Adélard Taillon, d'un côté par Adélard Taillon, de l'autre côté par Melle M. Taillon; étant le lot de terre décrit au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comme étant la partie du numéro cinq cent trente-deux, (Ptie No 532);

2. Une portion de terre située dans le village de Saint-Guillaume, mesurant trente-cinq pieds de largeur par soixante pieds de profondeur, bornée en front à la rue Saint-Basile, en profondeur et d'un côté à William Parent et de l'autre côté à Eugène Proulx, étant le lot de terre décrit au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, sous partie du numéro six cent trente-deux (Ptie No 632);

3. Une portion de terre située en la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton—avec bâtisses y érigées, contenant cinquante arpents, plus ou moins, bornée en front, par le chemin public du sixième rang, en profondeur, par les terres de la paroisse de Saint-Edmond, du côté nord-est par Fortunat Dauphinais et du côté sud-ouest, par Noé Lanoix; étant les lots de terre décrits au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Guil-

emplacement of the school situate on the land hereinabove firstly designated, and also that part of the lot of land belonging to the Railway company situate in the same first lot of land;

c. Another lot of land situate in the first concession of the said parish of La Baie, measuring two arpents in width by seven arpents in depth, the whole more or less. Bounded in front by the public road of the first concession, on the Northeast side by the public road called "Pepin" and a small part by the lot of land hereinabove firstly designated, at the Southeast end by the land of the Railway company and on the Southwest side by Joseph P. Grammont. The said lot of land is known and described as being part of the lot of land number four hundred and twenty four (Pt. No. 424) of the official cadastre of the said parish of La Baie;

d. A parcel of land of one quarter of an arpent in width by sixteen arpents in depth, known and designated as being lot number three hundred and fourteen (No. 314) of the official cadastre of the said parish of La Baie du Febvre;

e. A common right in the Common of Saint Antoine de la Baie du Febvre, the said Common is designated under number one (No. 1) of the official cadastre of the county of Yameska, for the said parish of La Baie du Febvre.

To be sold *en bloc*, at the parochial church door of Saint-Antoine de la Baie du Febvre, on TUESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three (1933) at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, March 14, 1933.

[First publication, March 18th., 1933]
1766—11-2

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Richelieu, No. 8356. } FELIX LEMOINE, farmer, of the parish of Saint Robert, district of Richelieu, plaintiff; against NAPOLEON CARON, heretofore farmer and actually contractor, of the village of Saint Guillaume, said district, defendant, to wit:

1. A parcel of land situate in the village of Saint Guillaume, measuring fifty feet in width by one hundred and twenty feet in depth; bounded in front, by Principale street, in rear by Adelard Taillon, on one side by Adelard Taillon and on the other side by Miss M. Taillon; being the lot of land described in the official cadastre for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being part of number five hundred and thirty two (Pt. No. 532);

2. A parcel of land situate in the village of Saint Guillaume, measuring thirty five feet in width by sixty feet in depth, bounded in front by Saint Basile street, in depth and on one side by William Parent and on the other side by Eugene Proulx, being the lot of land described on the official cadastre for the parish of Saint Guillaume d'Upton, under part of number six hundred and thirty two (Pt. No. 632);

3. A parcel of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton—with the buildings thereon erected, containing fifty arpents, more or less, bounded in front by the public road of the sixth range, in depth by the lands of the parish of Saint Edmond, on the Northeast side by Fortunat Dauphinais and on the Southwest side by Noe Lanoix; being the lots of land described on the official cadastre for the parish of Saint Guil-

laume d'Upton, comme étant les parties des numéros trois cent vingt-six et trois cent vingt-sept (Pties Nos 326-327);

4. Une portion de terre située dans la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton—avec bâtisses y érigées; étant les lots de terre décrits au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Guillaume d'Upton, comme étant les numéros trois cent soixante et quatorze et trois cent soixante-quinze (Nos 374-375).

Pour être vendues, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Guillaume d'Upton, VENDREDI, le VINGT ET UNIEME jour du mois d'AVRIL mil neuf cent trente-trois (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 14 mars 1933.
[Première publication, le 18 mars 1933]
1767—11-2-o

laume d'Upton, as being the part of numbers three hundred and twenty six and three hundred and twenty seven (Pts. Nos. 326-327);

4. A parcel of land situate in the parish of Saint Guillaume d'Upton—with buildings thereon erected, being the lots of land described on the official cadastre for the parish of Saint Guillaume d'Upton, as being numbers three hundred and seventy four and three hundred and seventy five (Nos. 374-375).

To be sold at the parochial church door of Saint Guillaume d'Upton, on FRIDAY, the TWENTY FIRST day of the month of APRIL, nineteen hundred and thirty three, (1933), at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, March 14th., 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1768—11-2

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 3883. } OCTAVE CORBIN, Saint-Luc; vs J.-B. LEVESQUE, savoir:

Le lot No cinquante-A, rang 7, au cadastre officiel du canton McNider, paroisse de Saint-Damase—avec bâtisses, à charge des termes à échoir sur la répartition pour l'église.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Damase, le VINGTIEME jour d'AVRIL, 1933, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS. D'ANJOU.
Rimouski, 15 mars 1933. 1815—11-2-o
[Première publication, 18 mars, 1933]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 3883. } OCTAVE CORBIN, Saint Luc; vs J. B. LEVESQUE, to wit:

The lot number fifty-A, range 7, on the official cadastre for the township of McNider, parish of Saint Damase—with buildings, subject to the payment of future instalments for church apportionment.

To be sold at the church door of Saint Damase, on the TWENTIETH day of APRIL, 1933 at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, March 15, 1933. 1816—11-2
[First publication, March 18th., 1933]

ROBERVAL

FIERI FACIAS
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Québec, No 26073. } LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, corps politique et incorporé ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la cité de Montréal, et un bureau et une place d'affaires dans les cité et district de Québec, demandeur; vs AUGUSTE LAROUCHE, cultivateur, de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, dans le comté du Lac Saint-Jean, district de Roberval, défendeur, à savoir:

Le lot de terre maintenant connu et désigné sous le numéro vingt (No 20) du deuxième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon—avec ensemble les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Henri de Taillon, JEUDI le VINGTIEME jour d'AVRIL prochain (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 15 mars 1933. 1817—11-2-o
[Première publication, le 18 mars 1933.

ROBERVAL

FIERI FACIAS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Quebec, No. 26073. } LE CREDIT FONCIER FRANCO CANADIEN, a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city of Montreal, and an office and place of business in the city and district of Quebec, plaintiff; vs AUGUSTE LAROUCHE, farmer, of the parish of Saint Henri de Taillon, in the county of Lake Saint John, district of Roberval, defendant, to wit:

That lot of land now known and designated under number twenty (No. 20) in the second range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Taillon—together with the buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Saint Henri de Taillon, on THURSDAY, the TWENTIETH day of APRIL next, 1933, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, March 15, 1933. 1818—11-2
[First publication, March 18th., 1933]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 8080.

ISIDORE VERRET, de Saint-Casimir, ancien cultivateur; demandeur; vs L.-A. RAINVILLE, JOSEPH PLOURDE, HECTOR GRENIER et EMILE PLOURDE, de Roberval, défendeurs; et HENRI DELISLE, en sa qualité de syndic à la faillite du dit Emile Plourde, de Roberval, mis-en-cause; et FELIX MARCOUX, de Saint-Prime, en sa qualité de curateur au délaissement des immeubles des défendeurs L.-Arthur Rainville, Joseph Plourde et de Hector Grenier, curateur au délaissement, à savoir:

Tous les terrains ci-dessous désignés faisant partie du lot numéro douze-A (Ptie No 12-A), pour le deuxième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Ashuapmouchouan.

Contre le curateur au délaissement:

1. Comme venant de L.-Arthur Rainville: Un terrain d'une superficie de quatre-vingt-seize pieds de profondeur sur cent quatre-vingt-deux pieds de largeur, borné au nord-est à une partie du même lot occupée par le même L.-A. Rainville, commençant à environ cent soixante et onze pieds du chemin public, au sud-ouest en profondeur au résidu du même lot douze-A; au sud-est au lot numéro onze des mêmes rang et canton et au nord-ouest au terrain de Joseph Plourde.

2. Comme venant de Joseph Plourde: Un terrain contigu à celui décrit au paragraphe 1, d'une superficie de quatre-vingt-seize pieds de profondeur sur une largeur de soixante-deux pieds, borné en front au nord-est au terrain de Dame Evans Lindsay, en profondeur à une autre partie du même lot numéro douze-A occupée par Emile Plourde, au nord-ouest au chemin mitoyen qui se trouve actuellement entre le terrain de Joseph Plourde et celui de Hector Grenier et au sud-est au terrain de L.-A. Rainville sus-décrit.

3. Comme venant de Hector Grenier: Un terrain contigu au chemin susdit, d'une superficie de quatre-vingt-douze pieds de profondeur sur une largeur de quarante-cinq pieds, borné au sud-est au chemin mitoyen sus-décrit, en front à une autre partie du même lot douze-A occupée par le même Hector Grenier, au nord-ouest à la partie du même lot douze-A s'étendant entre ce terrain et le lot douze-C des mêmes rang et canton, en profondeur au résidu du même lot douze-A occupé par le défendeur Emile Plourde, s'étendant jusqu'à l'extrémité sud-ouest du chemin susdit auquel il est contigu.

4. Contre Emile Plourde personnellement: Toute cette partie de lot numéro douze-A, des mêmes deuxième rang et canton, étant la balance du dit lot sur toute sa largeur et profondeur, à partir des terrains ci-dessus décrits jusqu'à l'extrémité sud-ouest du dit lot, c'est-à-dire jusqu'à la ligne de séparation des rangs deux et trois, du canton Ashuapmouchouan—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Prime, MERCREDI, le DIXIEME jour de MAI prochain (1933) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 3 avril 1933.

[Première publication, 8 avril 1933]

2255—14—2-o

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 8080.

ISIDORE VERRET, of Saint Casimir, formerly a farmer; vs L. A. RAINVILLE, JOSEPH PLOURDE, HECTOR GRENIER and EMILE PLOURDE, of Roberval, defendants; and HENRI DELISLE, in his quality of trustee of the Estate of the said Emile Plourde, of Roberval, *mis-en-cause*; and FELIX MARCOUX, of Saint Prime, in his quality of curator to the surrender of the immovables of the defendants L. Arthur Rainville, Joseph Plourde and of Hector Grenier, Curator to the surrender, to wit:

All the lots of land hereinbelow designated forming part of lot number twelve-A (Pt. No. 12-A) for the second range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Ashuapmouchouan.

Against the Curator to the surrender:

1. As belonging to L. Arthur Rainville: A lot of land measuring ninety six feet in depth by one hundred and eighty two feet in width, bounded on the Northeast by a part of the same lot occupied by the said L. A. Rainville, starting at about one hundred and seventy one feet from the public road, on the Southwest in depth, the residue of said lot twelve-A; on the Southeast lot number eleven of same range and township and on the Northwest the land of Joseph Plourde.

2. As belonging to Joseph Plourde: A lot of land contiguous to the one described in paragraph 1, measuring ninety six feet in depth by a width of sixty two feet, bounded in front on the Northeast by the land of Dame Evans Lindsay, in depth by another part of same lot number twelve-A, occupied by Emile Plourde, on the Northwest by a *mitoyen* road which presently lies between the land of Joseph Plourde and that of Hector Grenier and on the Southeast by the land of L. A. Rainville hereinabove described.

3. As belonging to Hector Grenier: A lot of land contiguous to the aforesaid road, measuring ninety two feet in depth by a width of forty five feet, bounded on the Southeast by the *mitoyen* road above described, in front by another part of same lot twelve-A occupied by said Hector Grenier, on the Northwest by a part of same lot twelve-A extending between the said lot of land and lot twelve-C of same range and township, in depth by the residue of same lot twelve-A occupied by the defendant Emile Plourde, extending to the Southwest extremity of the aforesaid road to which it is contiguous.

4. Against Emile Plourde personally: All that part of lot number twelve-A, of the same second range and township, being the residue of said lot for its whole width and depth, starting at the hereinabove described lots of land up to the Southwest extremity of said lot, that is to say to the divisional line of ranges two and three, of the township of Ashuapmouchouan—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Prime, on WEDNESDAY, the TENTH day of MAY next (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, April 3, 1933.

[First publication: April 8, 1933]

2256—14-2

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Roberval, No 8131. } DAME LUCE GAGNON, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Guay, fils de Gédéon, d'Alma, et ce dernier en cause pour autoriser et assister son épouse; demanderesse; vs LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE STE-LUCIE D'ALBANEL, corporation légale ayant sa place d'affaires en la paroisse de Sainte-Lucie d'Albanel, défenderesse, à savoir:

1. Le lot maintenant connu et désigné au cadastre officiel du village d'Albanel sous le numéro trente-deux-deux (No 32-2), du septième rang, faisant partie du lot primitif numéro trente-deux, du septième rang, au cadastre officiel du canton d'Albanel—avec la fromagerie-beurrerie dessus construite, ainsi que tout le mécanisme et outillage servant à la fabrication du beurre et du fromage, appartenances et dépendances, tel que le tout est actuellement. Cependant à distraire un stérilisateur immobilisé appartenant à V. Dionne & Fils.

2. Un terrain-emplacement mesurant cent pieds de front sur cent dix pieds de profondeur, mesures précises, faisant partie du lot numéro quarante-sept-B (Ptie No 47-B), du rang sept, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Albanel, borné en front par le chemin public, au nord-ouest par la route conduisant au moulin, Edouard Néron, au sud-ouest et au sud-est par Auguste Néron—avec fromagerie dessus construite et dépendances ainsi que tout l'outillage servant à la fabrication du fromage, sans exception ni réserve, tel que le tout se trouve actuellement.

3. Un terrain-emplacement mesurant cinquante pieds de front par cent pieds de profondeur, connu et désigné comme la partie nord-ouest du lot numéro trente-cinq-C (Ptie N. O. No 35-C), du sixième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Albanel—circonstances et dépendances. Lequel terrain est borné en front au sud-ouest au chemin public, au nord-ouest et au nord-est au lot 35-A des dits rang et canton.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Lucie d'Albanel, SAMEDI, le TREIZIEME jour de MAI prochain, (1933), à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE
Roberval, le 5 avril 1933.

[Première publication, le 8 avril 1933]

2253—14-2-o

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, District of Roberval, No. 8131. } DAME LUCE GAGNON, wife separate as to property by marriage contract of Joseph Guay, son of Gedeon, of Alma, and the latter "en cause" to authorize and assist his wife, plaintiff; vs LA SOCIETE COOPERATIVE AGRICOLE DE STE. LUCIE D'ALBANEL, a body politic and corporate, having its place of business in the parish of Sainte Lucie d'Albanel, defendant, to wit:

1. That lot now known and designated on the official cadastre for the Village of Albanel, under number thirty two-two (No. 32-2) in the seventh range, forming part of the original lot number thirty two, in the seventh range on the official cadastre for the township of Albanel—with the butter and cheese factory thereon erected and all the machinery and equipment, without any exception or reserve, used for the manufacturing of butter and cheese, appurtenances and dependencies, as the whole presently subsists. To be deducted however a permanently installed sterilizer belonging to V. Dionne & Fils.

2. A lot of land or emplacement measuring one hundred feet in front by one hundred and ten feet in depth, exact measurement, forming part of lot number forty seven-B (Pt. 47-B) in range seven on the official cadastral plan and book of reference for the township of Albanel, bounded in front by the public road, on the Northwest by the by-road leading to mill of Edouard Neron, on the Southwest and Southeast by Auguste Neron—with a cheese factory thereon erected, and dependencies, and also all the equipment used in the manufacturing of cheese, without any exception or reserve, as the whole presently subsists.

3. A lot of land or emplacement measuring fifty feet in front by one hundred feet in depth, known and designated as the Northwest part of lot number thirty five-C (N. W. Pt. No. 35-C) in the sixth range, on the official cadastral plan and book of reference for the township of Albanel—circumstances and dependencies. Which lot of land is bounded in front to the Southwest by the public road, on the Northwest and Northeast by lot 35-A of said range and township.

To be sold separately at the church door of the parish of Sainte Lucie d'Albanel, on SATURDAY, the THIRTEENTH day of MAY next, (1933), at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, April 5th., 1933.

[First publication, April 8th., 1933]

2254—14-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 893. } LA CITE DE SHERBROOKE, corporation légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; contre WILLIAM GORDON MURRAY ROBERTSON, de la ville de Winnipeg, province du Manitoba, et KENNETH GEORGE ROBERTSON, de la ville de Toronto province d'Ontario, et KATHLEEN ROBERTSON, épouse de James Noble, de la ville de Vancouver, Colombie Britannique, et ledit JA-

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 893. } THE CITY OF SHERBROOKE, a body politic and corporate, having its head office in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff; against WILLIAM GORDON MURRAY ROBERTSON, of the city of Winnipeg, Province of Manitoba, and KENNETH GEORGE ROBERTSON, of the city of Toronto, Province of Ontario; and KATHLEEN ROBERTSON, wife of James Noble, of the city of Vancouver, British Columbia and the said JAMES NOBLE to authorize his

MES NOBLE pour autoriser sa dite épouse à ester en justice aux fins des présentes, défendeurs;

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs:

Cette partie du lot de terre numéro cinq (pt. 5) du plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour le quartier Est de la cité de Sherbrooke, bornée vers le nord par le lot numéro sept (7) et la subdivision du lot numéro neuf (9); vers l'est par les limites est de la cité de Sherbrooke; vers le sud par partie non-subdivisée du lot numéro quatre (4) et la subdivision d'une partie du lot numéro quatre (4); vers l'ouest par la rue Bowen-Sud; et portant le numéro civique deux cent soixante-six (266) de la rue Bowen Sud—avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, MERCREDI, le DIXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le député-shérif,

Bureau du shérif, GEORGES BEAUCHESNE.
Sherbrooke, le 3 avril 1933. 2257—14-2-o
[Première publication, 8 avril, 1933]

said wife to *ester en justice* for the purposes hereof, defendants.

Seized as belonging to the said defendants:

That part of the lot of land number five (Pt. 5) on the official cadastral plan and book of reference for the East ward of the city of Sherbrooke, bounded on the North by lot number seven (7) and the subdivision of lot number nine (9); on the East by the Eastern limits of the city of Sherbrooke; on the South by the unsubdivided part of lot number four (4) and the subdivision of a part of lot number four (4); on the West by Bowen Street South, and bearing civic number two hundred and sixty six (266) of Bowen Street South—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the Court house of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, on WEDNESDAY, the TENTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

GOERGES BEAUCHESNE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Sherbrooke, April 3, 1933. 2258—14-2
[First publication, April 8th., 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 966. WILLIAM - W. CURTIS, du village de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, agissant en sa qualité de seul exécuteur du dernier testament d'Albert Ebenezer Lincoln, de son vivant de ce même endroit, fait devant témoins et produit à la Cour Supérieure, dans le dit district, demandeur; contre JOSEPH-ALFRED ROY, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François, défendeur.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Le lot numéro soixante et deux (62) sur les plan et livre de renvoi du cadastre officiel, pour le village de Rock Island, —avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, avec le pouvoir d'eau et les droits qui y sont inhérents.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Merci, de Rock Island, JEUDI, le ONZIEME jour de MAI prochain, à TROIS heures de l'après-midi, heure solaire.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, GEORGES BEAUCHESNE.
Sherbrooke, le 3 avril 1933. 2259—14-2-o
[Première publication, le 8 avril 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 966. WILLIAM W. CURTIS, of the Village of Stanstead Plain, in the district of Saint Francis, acting in his quality of sole executor to the last will and testament of Albert Ebenezer Lincoln, in his lifetime of the same place, made before witnesses, and fyled in the Superior Court, in the said district, plaintiff; against JOSEPH ALFRED ROY, of the Village of Rock Island, in the district of Saint Francis, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

The lot number sixty two (62) on the official cadastral plan and book of reference, for the Village of Rock Island—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, with the water power, and the rights attached thereto.

To be sold at the church door of Notre Dame de la Merci, de Rock Island, on THURSDAY, the ELEVENTH day of MAY next, at THREE o'clock in the afternoon, Standard Time.

GEORGES BEAUCHESNE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, April 3, 1933. 2260—14-2
[First publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 961. LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social en la cité de Québec, pour la Province de Québec, demanderesse; contre ULDERIC BLOUIN, de Fitch Bay, dans le comté de Stanstead, défendeur.

Saisi comme appartenant audit défendeur:

Le lot numéro vingt-quatre-D (24-D) dans le huitième rang et le lot numéro vingt-cinq-A (25-A), dans le neuvième rang du cadastre officiel pour le canton de Compton.

La moitié ouest du lot numéro vingt-quatre (24) du neuvième rang du dit cadastre—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 961. THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a body politic and corporate, existing in virtue of a Federal Act and having, pursuant to the said Act, its head office in the city of Quebec, for the Province of Quebec, plaintiff; vs ULDERIC BLOUIN, of Fitch Bay, in the county of Stanstead, defendant.

Seized as belonging to the said defendant:

Lot number twenty four-D (24-D), in the eighth range and lot number twenty five-A (25-A) in the ninth range on the official cadastre for the township of Compton.

The Western half of lot number twenty four (24) of the ninth range of the said cadastre—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas de Compton, MARDI, le NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures de l'avant-midi, (heure solaire).

Le député-shérif,

Bureau du shérif, GEORGES BEAUCHESNE.
Sherbrooke, le 3 avril 1933. 2261—14–2–o
[Première publication, le 8 avril 1933]

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas de Compton, on TUESDAY, the NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

GEORGES BEAUCHESNE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, April 3, 1933. 2262—14–2
[First publication, April 8, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 38. { WILLIAM L. SHURTLEFF, avocat, et ALFRED L. PARKER,

cultivateur, tous deux de la ville de Coaticook, dans le district de Saint-François, et CASSIUS H. REMICK, du village de Frelighsburg, dans le district de Bedford, gérant, agissant en leur qualité d'exécuteurs, en vertu du dernier testament de feu John Thornton, et les codicilles d'icelui reçus devant John Fraser, notaire, demandeurs; contre EMMA PARÉ, du village de Stanstead Plain, dans le district de Saint-François, en sa qualité de légataire universelle de son époux, feu Hector Lavarière, en vertu de son dernier testament reçu devant Aristide Cournoyer, notaire, défenderesse.

Saisi comme appartenant à ladite défenderesse:

Les lots numéros sept, onze, douze, et treize (7-11-12-13) sur les plans et livre de cadastre officiel pour le village de Stanstead—avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Stanstead, à Stanstead Plain, JEUDI, le ONZIEME jour de MAI prochain, à UNE heure de l'après-midi, heure solaire.

Le député-shérif,

Bureau du shérif, GEORGES BEAUCHESNE.
Sherbrooke, le 3 avril 1933. 2263—14–2–o
[Première publication, 8 avril, 1933]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 38. { WILLIAM L. SHURTLEFF, advocate, and ALFRED L. PARKER, farmer, both of the Town of Coaticook, in the district of Saint Francis, and CASSIUS H. REMICK, of the village of Frelighsburg, in the district of Bedford, manager, acting as executors, in virtue of the last will and testament of the late John Thornton, and the codicils thereto, received before John Fraser, notary, plaintiffs; against EMMA PARE, of the village of Stanstead Plain, in the district of Saint Francis, in her quality of universal legatee of her husband, the late Hector Lavarière, in virtue of his last will and testament received before Aristide Cournoyer, notary, defendant.

Seized as belonging to said defendant:

The lots numbers seven, eleven, twelve and thirteen (7-11-12-13) on the official cadastral plan and book of reference for the village of Stanstead—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus de Stanstead, at Stanstead Plain, on THURSDAY, the ELEVENTH day of MAY next, at ONE o'clock in the afternoon, Standard Time.

GEORGES BEAUCHESNE,

Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
Sherbrooke, April 3, 1933. 2264—14–2
[First publication, April 8th., 1933]

SAINT-HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 1582. { MAURICE DESLAURIERS,

demandeur; contre LOUIS RIVARD *et al.*, défendeurs.

Saisie comme appartenant au dit défendeur, Louis Rivard.

Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Saint-Patrick, de la contenance de trois arpents et un quart de largeur sur vingt et un arpents de profondeur, le tout plus ou moins, connue et désignée comme étant le lot numéro deux cent seize (216) et partie du lot numéro deux cent quinze (p. 215) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse,—avec les bâtisses y érigées; laquelle terre bornée en front par le chemin du dit rang, en profondeur aux terres du rang Saint-Georges, d'un côté Adélard Paré, et de l'autre côté au terrain de l'ancien chemin de fer Intercolonial.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, MARDI, le NEUVIEME jour de MAI prochain (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
Saint-Hyacinthe, 5 avril 1933.
[Première publication, le 8 avril 1933]
2309—14–2–o

SAINT HYACINTHE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 1582. { MAURICE DESLAURIERS,

plaintiff; against LOUIS RIVARD *et al.*, defendants.

Seized as belonging to the said defendant, Louis Rivard.

A land situate in the parish of Saint Liboire, on Saint Patrick range, containing three arpents and a quarter in width by twenty one arpents in depth, the whole more or less, known and designated as being lot number two hundred and sixteen (216) and a part of lot number two hundred and fifteen (p. 215), on the official plan and book of reference of the said parish—with buildings thereon erected; the said land bounded in front by the road of said range, in depth by the lands of Saint George range, on one side Adelard Paré, and on the other side by the ground of the old Intercolonial railway.

To be sold at the parochial church door of Saint Liboire, TUESDAY, on the NINTH day of MAY next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinthe, April 5th, 1933.
[First publication, April 8, 1933]
2310—14–2–o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

No 2056. { ISIDORE BENOIT, demandeur; contre JOSEPH LAPIERRE, défendeur, et HERMAS PERRAS, syndic à la faillite du défendeur, mis-en-cause.

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Un lopin de terre sis et situé au village de Sainte-Madeleine, sur le chemin de Saint-Jean-Baptiste, côté nord-ouest, faisant partie du lot numéro quarante-trois (p. 43) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Madeleine, de la contenance de trois cent quatre-vingt-cinq pieds de front par cent soixante et douze pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, tenant en front le dit chemin, en profondeur le terrain d'Omer Dansereau, le fossé qui se trouve à la profondeur servant de ligne, d'un côté un emplacement de cent huit pieds de front, mesure anglaise, appartenant à Omer Dansereau et voisin de celui de Delphis Jodoin, et de l'autre côté une autre partie du dit lot appartenant à Omer Dansereau—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église du village de Sainte-Madeleine, MARDI, le DIX-HUITIEME jour d'AVRIL prochain (1933), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, ce 14 mars 1933.

[Première publication, le 18 mars 1933]

1785—11-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

No. 2056. { ISIDORE BENOIT, plaintiff; against JOSEPH LAPIERRE, defendant, and HERMAS PERRAS, trustee to the bankruptcy of the defendant, *mis-en-cause*.

Seized as belonging to the said defendant.

A piece of ground situate in the village of Sainte Madeleine, on the North West side of Saint Jean Baptiste road, being a part of lot number forty three (p. 43), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Madeleine, containing 385 feet in front by 172 feet in depth, the whole more or less, english measure, bounded in front by the said road, in depth the Omer Dansereau's ground, the ditch found at the depth is used as the line, on one side an emplacement of 108 feet in width, english measure, belonging to Omer Dansereau and neighboring to Delphis Jodoin, and on the other side another part of said lot belonging to Omer Dansereau—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the village of Sainte Madeleine, TUESDAY, on the EIGHTEENTH day of APRIL next, (1933), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Sheriff.

Saint Hyacinthe, March 14th, 1933.

[First publication, March 18, 1933]

1786—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.

Saint-Hyacinthe, à savoir: No 2130. { JOSEPH DUFRESNE ET AL., demandeurs; contre OSCAR LAROCQUE, défendeur.

1. Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Liboire, sur le rang Penelle, de la contenance d'un arpent de largeur sur environ dix arpents de profondeur, borné en front à la rivière Noire, à l'autre bout aux terres d'Upton, du côté sud au terrain décrit au paragraphe trois, et de l'autre côté au terrain décrit au paragraphe deux, ce terrain étant le tiers nord du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (p. 497) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses y érigées.

2. Un terrain sis et situé au même lieu, étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (498) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses y érigées.

3. Une terre sise et située au même lieu, de la contenance de cinq arpents de largeur sur environ dix arpents de profondeur, plus ou moins, bornée par un bout à la rivière Noire, par l'autre bout aux terres d'Upton, du côté sud à Napoléon Harnois, et de l'autre côté aux deux terrains décrits aux paragraphes 1 et 2, ce terrain étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize (496), et les deux tiers sud du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept (497) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Liboire—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Liboire, MERCREDI, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL prochain, (1933), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.

Saint-Hyacinthe, 14 mars 1933.

[Première publication, le 18 mars 1933]

1787—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinthe.

Saint Hyacinthe, to wit: No. 2130. { JOSEPH DUFRESNE ET AL., plaintiff; against OSCAR LAROCQUE, defendant.

1. A piece of ground situate in the parish of Saint Liboire, on the Penelle range, containing one arpent in width by about ten arpents in depth, bounded in front by the Black River, at the other end by the lands of Upton, on the South side by the lots described at the paragraph 3, and on the other side by the ground described at paragraph two; that piece of ground being the North third part of lot number four hundred and ninety seven (p. 497) on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with the buildings thereon erected.

2. A piece of ground situate at the same place, being lot number four hundred and ninety eight (498), on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with buildings thereon erected.

3. A land situate at the same place, containing five arpents in width by about ten arpents in depth, more or less, bounded at one end by the Black River, at the other end by the lands of Upton, on the South side by Napoleon Harnois, and on the other side by the two pieces of ground described at paragraphs 1 and 2; that land being lot number four hundred and ninety six (496) and the two South third parts of lot number four hundred and ninety seven (p. 497), on the official cadastre of the parish of Saint Liboire—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Liboire, WEDNESDAY, on the NINETEENTH day of APRIL next, (1933), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Saint Hyacinthe, March 14th, 1933.

[First publication, March 18, 1933]

1788—11-2-o

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne, No 4771.

CHARLES GUINDON, de Saint-Joseph du Lac, district de Terrebonne, demandeur; vs ADELARD DENIS, de Saint-Benoit, dit district, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur les immeubles suivants, savoir:

1. Les trois lots de terre situés en la paroisse de Saint-Benoit, connus et désignés sous les numéros trois cent trente-quatre, trois cent quarante-huit et trois cent cinquante-sept (334-348-357) des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse—avec les bâtisses dessus érigées.

2. La partie ouest du lot No deux cent vingt-six (Pt. O. 226) des plan et livre de renvoi officiels de Saint-Placide, telle que décrite dans les actes enregistrés au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes, sous les Nos 37122 et 38075;

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale catholique de la paroisse de Saint-Benoît, comté des Deux-Montagnes, district de Terrebonne le NEUVIEME jour de MAI mil neuf cent trente-trois à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
J.-W. CYR.

Bureau du shérif,
Saint-Jérôme le 4 avril 1933. 2297—14-2-o

[Première publication, le 8 avril 1933]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne, No. 4771.

CHARLES GUINDON, of Saint-Joseph du Lac, district of Terrebonne, plaintiff; vs ADELARD DENIS, of Saint Benoit, said district, defendant.

As belonging to said defendant the following immovables, to wit:

1. Those three lots of land situate in the parish of Saint Benoit, known and designated under numbers three hundred and thirty four, three hundred and forty eight and three hundred and fifty seven (334-348-357) on the official plan and book of reference for the said parish—with the buildings thereon erected.

2. The West part of lot number two hundred and twenty six (W. Pt. 226) on the official plan and book of reference for Saint Placide, as described in the deeds registered in the Registry Office of the county of Two Mountains, under Nos. 37122 and 38075;

To be sold at the Catholic parochial church door of the parish of Saint Benoit, county of Two Mountains, District of Terrebonne, on the NINTH day of MAY, nineteen hundred and thirty three, at THREE o'clock in the afternoon.

J. W. CYR,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Saint Jérôme, April 4, 1933. 2298—14-2

[First publication, April 8th., 1933]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 319.

DANS une cause dans laquelle: ROCH BOURNIVAL, comptable, des cité et district des Trois-Rivières, était demandeur; vs THOMAS BOURNIVAL, des cité et district des Trois-Rivières, était défendeur; et Le dit THOMAS BOURNIVAL, opposant à jugement; et Le dit ROCH BOURNIVAL demandeur en reprise d'instance; et EDGAR BOURNIVAL, des cité et district des Trois-Rivières, défendeur en reprise d'instance; Le dit ROCH BOURNIVAL demandeur en reprise d'instance, le dit EDGAR BOURNIVAL, défendeur en reprise d'instance.

1. Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, à l'encoignure des rues Bonaventure et de l'Evêque, étant le lot numéro mille six cent soixante-neuf (1669) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant cinquante-neuf pieds de front sur une profondeur de cent treize pieds, dans la ligne nord-ouest et de cent sept pieds dans celle du sud-est, formant une superficie de six mille quatre-cent soixante-dix (6470) pieds, mesure française, équivalant à sept mille trois cent soixante-dix-neuf pieds mesure anglaise, borné en front vers le sud-ouest par la rue Bonaventure, en profondeur vers le nord-est par le No 1670 d'un côté vers le nord-ouest par la rue

TROIS RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 319.

IN a cause wherein: ROCH BOURNIVAL, accountant, of the city and district of Trois-Rivières, was plaintiff; vs THOMAS BOURNIVAL, of the city and district of Trois-Rivières, was defendant; and the said THOMAS BOURNIVAL, opposant to judgment; and the said ROCH BOURNIVAL, plaintiff in continuance of suit; and EDGAR BOURNIVAL, defendant in continuance, of suit; The said ROCH BOURNIVAL, plaintiff in continuance of suit; the said EDGAR BOURNIVAL, defendant in continuance of suit.

1. An emplacement situate in the city of Trois-Rivières, at the corner of Bonaventure and de l'Evêque Streets, being lot number sixteen hundred and sixty nine (1669), on the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring fifty nine feet in front by a depth of one hundred and thirteen feet in the Northwest line and one hundred and seven feet in the Southeast line, containing an area of six thousand four hundred and seventy feet (6470) French measure, equivalent to seven thousand three hundred and seventy nine feet English measure, bounded in front on the Southwest by Bonaventure Street, on the depth, towards the Northeast by lot No.

de l'Evêque, et de l'autre côté vers le sud-est par le No 2157—avec maison dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une terre située dans le 2ième rang de Caxton, dans la paroisse de Saint-Barnabé, contenant environ un arpent et quart de largeur sur environ vingt-huit arpents de profondeur connue et désignée sous le lot numéro quatre cent soixante-deux (462) du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Barnabé—avec les bâtisses y construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu—l'immeuble décrit au paragraphe "1", au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le ONZIEME jour de MAI mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi, et l'immeuble décrit au paragraphe "2", à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le DOUZIEME jour de MAI mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 5 avril 1933.
[Première publication, le 8 avril 1933]
2333—14-2-o

1670, on one side, on the Northwest, by de l'Evêque Street, and on the other side, on the Southeast, by No. 2157—with a house thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the 2nd range of Caxton, in the parish of Saint Barnabé, measuring about one and one quarter arpent in width by about twenty eight arpents in depth, known and designated as lot number four hundred and sixty two (462) on the official cadastre for the parish of Saint Barnabé—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold: The immovable described in paragraph "1", at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois-Rivières, on the ELEVENTH day of MAY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon, and the immovable described in paragraph "2" at the church door of the parish of Saint Barnabé, on the TWELFTH day of MAY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 5, 1933.
[First publication, April 8, 1933]
2334—14-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1359. } WILFRID ST-LOUIS, cultivateur, de la paroisse de Bécancourt, *es-qualité;* de tuteur à Joseph-Raymond Monfette et Marie-Rose Monfette, tous deux enfants mineurs de feu Patrice Monfette, demandeur *es-qualité* vs JOSEPH CARIGNAN, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Gertrude, district des Trois-Rivières, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Sainte-Gertrude, connue et désignée au cadastre officiel de Sainte-Gertrude, comté de Nicolet, par les numéros quatre-cent-soixante-neuf et quatre-cent soixante-dix (469 et 470)—avec une maison, grange et étable dessus construites et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Gertrude, le DIXIEME jour de MAI, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 4 avril 1933.
[Première publication, le 8 avril 1933]
2299—14-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 1359. } WILFRID ST-LOUIS, farmer, of the parish of Becancourt, in his quality of tutor to Joseph Raymond Monfette and Marie Rose Monfette, both minor children of the late Patrice Monfette, plaintiff *es-qualité*; vs JOSEPH CARIGNAN, farmer, of the parish of Sainte Gertrude, district of Trois Rivières, defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Gertrude, known and designated on the official cadastre for Sainte Gertrude, county of Nicolet, under numbers four hundred and sixty nine and four hundred and seventy (469 and 470)—with a house, barn and stable thereon erected, and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Gertrude, on the TENTH day of MAY, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, April 4th., 1933.
[First publication, April 8th., 1933]
2300—14-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

CANADA, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1485. } ELIE BELANGER, rentier, de Sainte-Flore, district des Trois-Rivières, Province de Québec, demandeur; vs JOSAPHAT LEBLANC, autrefois de Grand'Mère et maintenant de Pentecost River, district de Saguenay, Province de Québec, défendeur.

1. Un certain terrain ou emplacement situé en la ville de Grand'Mère, contenant soixante-cinq pieds de front sur la profondeur de cent vingt pieds, mesure anglaise, borné en front par la rue Angus, en profondeur par "The Laurentide Paper Company", du côté nord-ouest par une

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 1485. } ELIE BELANGER, annuitant, of Sainte Flore, district of Trois-Rivières, Province of Quebec, plaintiff; vs JOSAPHAT LEBLANC, heretofore of Grand'Mère, and now of Pentecost River, district of Saguenay, Province of Quebec, defendant.

1. A certain lot of land or emplacement situate in the town of Grand'Mère, measuring sixty five feet in front by a depth of one hundred and twenty feet English measure, bounded in front by Angus Street, in depth by The Laurentide Paper Company, on the Northwest side by a

ruelle, et du côté sud-est par Wilfrid Gringras, et connu et désigné comme étant les lots numéros cent treize et cent quatorze de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-treize (93-113 et 114) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Saint-Maurice, pour la paroisse de Sainte-Flore, et comme faisant partie des lots numéros vingt et vingt et un de la subdivision du lot numéro quatre-vingt-dix (90-20 et 21) du susdit cadastre—avec bâtisses dessus construites.

2. Un terrain à Grand'Mère, mesurant soixante-huit pieds de largeur sur soixante pieds de profondeur, plus ou moins, étant partie du numéro soixante-neuf de la subdivision numéro quatre-vingt-dix (90 p. 69) du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore, borné en front par rue Jarves, en arrière par le numéro de subdivision soixante-huit du dit No 90, d'un côté par une ruelle, et d'un autre côté par le surplus du dit No 69 de la dite subdivision appartenant à Albert Villemure—avec maison et bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'Eglise de Saint-Paul de Grand'Mère, en la cité de Grand'Mère, le DIX-NEUVIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 7 mars 1933. 1721—11-2-o
[Première publication, le 18 mars 1933]

lane, and on the Southeast side by Wilfrid Gringras, and known and designated as being lots numbers one hundred and thirteen and one hundred and fourteen of the subdivision of lot number ninety three (93-113 and 114), of the official cadastral plan and book of reference for the county of Saint Maurice, for the parish of Sainte Flore, and as forming part of lots numbers twenty and twenty one of the subdivision of lot number ninety (90-20 and 21) of the aforesaid cadastre—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land at Grand'Mère, measuring sixty eight feet in width by sixty feet in depth, more or less, being part of number sixty nine of the subdivision number ninety (90 Pt. 69) of the official cadastre for Sainte Flore, bounded in front by Jarves Street, in rear by subdivision number sixty eight of said No. 90, on one side by a lane, and on the other side by the surplus of said No. 69 of said subdivision belonging to Albert Villemure—with the house and buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Saint Paul de Grand'Mère, in the city of Grand'Mère, on the NINETEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, March 7, 1933. 1722—11-2
[First publication, March 18, 1933]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 1808.

HENRI-H PAILLE, rentier, des cité et district des Trois-Rivières, demandeur; vs HENRI JULIEN, forgeron, de la paroisse de Saint-Léon, district des Trois-Rivières, et EVELINA JULIEN, fille majeure et usant de ses droits, du même endroit. défendeurs.

Un emplacement situé au côté sud-est de la rue Haut-Boc, en la cité des Trois-Rivières, mesurant trente-cinq pieds de largeur sur environ cent pieds de profondeur, le tout à mesure anglaise, connu et désigné comme étant partie du lot numéro seize cent quatre-vingt-deux (1682) et partie du lot numéro seize cent soixante-dix-huit (1678) du cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; borné en front par la dite rue Haut-Boc; en profondeur par le terrain de l'École Anglaise: du côté sud-ouest par l'emplacement d'Alfred Gauthier et le résidu du dit lot numéro 1678 et du côté nord-est par le numéro seize cent quatre-vingt-trois et partie du lot numéro seize cent soixante-seize.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le Palais de Justice, en la cité des Trois-Rivières, le VINGTIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 11 mars, 1933.
[Première publication, 18 mars, 1933]
1771—11-2-o

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 1808.

HENRI H. PAILLE, annuitant, of the city and district of Trois Rivières, plaintiff; vs HENRI JULIEN, blacksmith, of the parish of Saint Léon, district of Trois Rivières, and EVELINA JULIEN, spinster of age and in use of her rights, of the same place, defendants.

An emplacment situate on the Southeast side of "Haut-Boc" Street, in the city of Trois Rivières, measuring thirty five feet in width by about one hundred feet in depth, the whole English measure, known and designated as being part of lot number sixteen hundred and eighty two (1682) and part of lot number sixteen hundred and seventy eight (1678) on the official cadastre for the said city of Trois Rivières—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front by said Haut-Boc Street; on the depth by the land of the English School; on the Southwest side by the emplacement of Alfred Gauthier and the residue of said lot number 1678, and on the Northeast side by number sixteen hundred and eighty three and part of lot number sixteen hundred and seventy six.

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivières, on the TWENTIETH day of APRIL, nineteen hundred and thirty three, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivières, March 11, 1933.
[First publication, March 18th., 1933]
1772—11-2

Index de la Gazette officielle de Québec, No 14

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Larocque vs Choma..... 1609
" Levin vs Cooper..... 1609
" Raymerman vs Handelman..... 1609

ANNONCEURS:—Avis aux..... 1559

ASSEMBLÉES:—

Montreal Tramways Company..... 1608
Quebec Central Railway Co..... 1608

ASSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Thècle..... 1613
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel..... 1613

AVIS DIVERS:—

D.-E. Drolet & Fils, Inc..... 1612
Reitman's, Inc..... 1612
Rivière-Bleue, corporation scolaire..... 1613

BUREAUX-CHEFS:—

Association des Propriétaires de Québec, Inc..... 1611
Suburban Properties, Limited..... 1611
Superior Theatres, Limited..... 1611

CHARTES—ABANDON DE:—

D.-E. Drolet & Fils, Inc..... 1614
La Pâtisserie Française, Ltée..... 1614

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Commissaires d'écoles de la Présentation de la Sainte-Vierge..... 1610
La Colonie des Vacances des Grèves.... 1610
L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire..... 1610
Plage Laval, ville de..... 1610
The Montreal Stock Exchange *et al*..... 1610

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—

Sainte-Jeanne-d'Arc, paroisse..... 1614

LETTRES PATENTES:—

A. B. C. Auto Salvage, Limited..... 1560
Alvyn & Joyce Co..... 1562
American Laundry, Limited..... 1561
Bassel's, Incorporated..... 1565
Canadian Girl's First Aid and Life Saving Corps, Inc..... 1566
Central Jobbing Company..... 1568
Chief Designer Shop, Ltd..... 1569
Classy Dress, Incorporated..... 1571
Crescent Finance Corporation..... 1574
Duroc, Ltd..... 1577
Fleming-Thompson Gold Mines, Ltd.... 1578
George H. Brown, Limited..... 1579
Inventors Association & Manufacturing Co., Ltd..... 1582

Index of the Quebec Official Gazette, No. 14

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Larocque vs Choma..... 1609
" Levin vs Cooper..... 1609
" Raymerman vs Handelman..... 1609

ADVERTISERS:—Notice to..... 1559

MEETINGS:—

Montreal Tramways Company..... 1608
Quebec Central Railway Co..... 1608

INSURANCES:—

Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Sainte-Thècle..... 1613
Cie d'ass. mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel..... 1613

MISCELLANEOUS NOTICES:—

D.-E. Drolet & Fils, Inc..... 1612
Reitman's, Inc..... 1612
Riviere Bleue, school corporation..... 1613

CHIEF-OFFICES:—

Association des Propriétaires de Québec, Inc..... 1611
Suburban Properties, Limited..... 1611
Superior Theatres, Limited..... 1611

CHARTERS—SURRENDER OF:—

D.-E. Drolet & Fils, Inc..... 1614
La Pâtisserie Française, Ltée..... 1614

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

School Commissioners of Presentation de la Sainte-Vierge..... 1610
La Colonie des Vacances des Grèves.... 1610
L'Institut Roy des Dominicaines du Rosaire..... 1610
Plage Laval, town of..... 1610
The Montreal Stock Exchange *et al*..... 1610

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION:—

Sainte Jeanne d'Arc, parish..... 1614

LETTERS PATENT:—

A. B. C. Auto Salvage, Limited..... 1560
Alvyn & Joyce Co..... 1562
American Laundry, Limited..... 1561
Bassel's, Incorporated..... 1565
Canadian Girl's First Aid and Life Saving Corps, Inc..... 1566
Central Jobbing Company..... 1568
Chief Designer Shop, Ltd..... 1569
Classy Dress, Incorporated..... 1571
Crescent Finance Corporation..... 1574
Duroc, Ltd..... 1577
Fleming-Thompson Gold Mines, Ltd.... 1578
George H. Brown, Limited..... 1579
Inventors Association & Manufacturing Co., Ltd..... 1582

J.-E. Lafrance, Ltée 1586
La Cie de l'Exposition Provinciale de Québec 1589
La Rosa Company, Limited 1590
Louis Pickard & Co., Inc. 1592
Mallek's Gent's Furnishing Co., Ltd. 1593
M. G. S. Realty Corporation 1595
Montreal Upholstering Co., Ltd. 1596
Moonlight Grill, Incorporated 1599
Old Country Inn, Incorporated 1597
Plaza Tea Room Coy., Ltd. 1599
R.-R. Dupéré, Limitée 1601
Samuels & Company, Limited 1602
Silk Distributors, Incorporated 1604
Universal Trading Co., Ltd. 1604

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Paul Gonthier & Cie, Ltée 1607

MINUTES DE NOTAIRES:—

Brien, Armand 1614

NOMINATIONS:—

Diverses 1612

ORDRE DE COUR:—

St-Jean *et al* vs Ménard 1609

PROCLAMATION:—

Leeds, munic. de la partie est du canton 1607

SOUMISSIONS:—

Lac-des-Iles, municipalité scolaire 1615

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian National Express 1615
Canadian Pacific Express Co. 1615

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Allard, Déus 1620
Bénard, Maurice 1625
Boivin, Calixte 1616
Cantin, Hector 1627
Cinq-Mars, Ephrem 1627
Dionne, Louis 1620
Farley, Télesphore 1616
Gagnon, Adrien 1623
Hamel, Arthur 1618
Labrecque, Arthur 1619
Larouche, Alfred 1626
Masse, Aristide 1619
Metthé-Paquette, Dame Amanda 1617
Mignault, Thomas 1621
O. Goulet & Fils, Inc. 1617
Paquet, Albert 1616
Succession Jos. Galarneau 1624

VENTE PAR LICITATION:—

Dini *et al* vs Dini *et al* 1628

VENTES POUR TAXES:—

Hampstead, ville de 1639
Jonquière, ville de 1629

J.-E. Lafrance, Ltée 1586
La Cie de l'Exposition Provinciale de Québec 1589
La Rosa Company, Limited 1590
Louis Pickard & Co., Inc. 1592
Mallek's Gent's Furnishing Co., Ltd. 1593
M. G. S. Realty Corporation 1595
Montreal Upholstering Co., Ltd. 1596
Moonlight Grill, Incorporated 1599
Old Country Inn, Incorporated 1597
Plaza Tea Room Coy., Ltd. 1599
R.-R. Dupéré, Limitée 1601
Samuels & Company, Limited 1602
Silk Distributors, Incorporated 1604
Universal Trading Co., Ltd. 1604

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Paul Gonthier & Cie, Ltée 1607

NOTARIAL MINUTES:—

Brien, Armand 1614

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous 1612

RULE OF COURT:—

St-Jean *et al* vs Ménard 1609

PROCLAMATION:—

Leeds, munic. of the east part of the township 1607

TENDERS:—

Lac des Iles, school municipality 1615

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian National Express 1615
Canadian Pacific Express Co. 1615

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Allard, Déus 1620
Bénard, Maurice 1625
Boivin, Calixte 1616
Cantin, Hector 1627
Cinq-Mars, Ephrem 1627
Dionne, Louis 1620
Farley, Télesphore 1616
Gagnon, Adrien 1623
Hamel, Arthur 1618
Labrecque, Arthur 1619
Larouche, Alfred 1626
Masse, Aristide 1619
Metthé-Paquette, Dame Amanda 1617
Mignault, Thomas 1621
O. Goulet & Fils, Inc. 1617
Paquet, Albert 1616
Estate Jos. Galarneau 1624

SALE BY LICITATION:—

Dini *et al* vs Dini *et al* 1628

SALES FOR TAXES:—

Hampstead, town of 1639
Jonquière, town of 1629

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

Drennan vs Deschesnes..... 1639

ARTHABASKA:—

Nolette vs Beaudoin..... 1639

BEAUHARNOIS:—

Lamarre vs Tessier..... 1640

BEDFORD:—

St-Jean *et al* vs Ménard..... 1640

CHICOUTIMI:—

Levesque vs Emond..... 1641

JOLIETTE:—

Baril vs Héroux..... 1641
Boileau vs Laporte..... 1642

KAMOURASKA:—

Dionne *et al* vs Chouinard..... 1642
St-Pierre vs paroisse de Notre-Dame-du-Lac..... 1643

MONTRÉAL:—

Alliance Nationale vs Marotta..... 1646
Alliance Nationale vs Organ..... 1655
Axelrad vs Smith *et al*..... 1650
Baulieu vs Baumgarten..... 1644
Besner vs Ranger..... 1651
Chevalier vs Beliveau..... 1647
Cité de Westmount vs Gage Investments, Inc..... 1654
Cité de Westmount vs Murgatroyd..... 1643
Commercial Loan Co., Ltd. vs Montbriand..... 1649
Dagenais *et al* vs Adanac Realty Co., Ltd..... 1644
Dubois vs Adelstein..... 1654
Gilbert vs Downing..... 1653
Gurd vs Kimpton..... 1650
Gurd vs Kimpton..... 1651
Halpin's, Inc. vs Heagerty *et al*..... 1655
Insurance Holding & Investment, Ltd. vs Balinsky..... 1644
Kalfas vs Kalfas..... 1652
Kirk vs Lemire *et al*..... 1648
Kirk vs Lemire *et al*..... 1648
Labrecque vs Rochette..... 1647
La Société des Artisans Canadiens-Français vs Pitre..... 1645
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Bourgouin *et vir*..... 1649
Le secrétaire et le syndic de l'Association du fonds de retraite et de prévoyance de la compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada vs Capes..... 1651
Moreau vs Beaupré..... 1645
Robitaille *et al* vs Bélanger *et al*..... 1648
The Canada Life Ass. Co. vs Héritiers C. A. Winters..... 1653
The City Ice Co., Ltd. vs Desrochers..... 1646
Ville La Salle vs Roy..... 1655

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

Drennan vs Deschesnes..... 1639

ARTHABASKA:—

Nolette vs Beaudoin..... 1639

BEAUHARNOIS:—

Lamarre vs Tessier..... 1640

BEDFORD:—

St-Jean *et al* vs Ménard..... 1640

CHICOUTIMI:—

Levesque vs Emond..... 1641

JOLIETTE:—

Baril vs Héroux..... 1641
Boileau vs Laporte..... 1642

KAMOURASKA:—

Dionne *et al* vs Chouinard..... 1642
St-Pierre vs parish of Notre Dame du Lac..... 1643

MONTREAL:—

Alliance Nationale vs Marotta..... 1646
Alliance Nationale vs Organ..... 1655
Axelrad vs Smith *et al*..... 1650
Baulieu vs Baumgarten..... 1644
Besner vs Ranger..... 1651
Chevalier vs Beliveau..... 1647
City of Westmount vs Gage Investments, Inc..... 1654
City of Westmount vs Murgatroyd..... 1643
Commercial Loan Co., Ltd. vs Montbriand..... 1649
Dagenais *et al* vs Adanac Realty Co., Ltd..... 1644
Dubois vs Adelstein..... 1654
Gilbert vs Downing..... 1653
Gurd vs Kimpton..... 1650
Gurd vs Kimpton..... 1651
Halpin's, Inc. vs Heagerty *et al*..... 1655
Insurance Holding & Investment, Ltd. vs Balinsky..... 1644
Kalfas vs Kalfas..... 1652
Kirk vs Lemire *et al*..... 1648
Kirk vs Lemire *et al*..... 1648
Labrecque vs Rochette..... 1647
La Société des Artisans Canadiens-Français vs Pitre..... 1645
La Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal vs Bourgouin *et vir*..... 1649
The Secretary & Trustee of the Grand Trunk Railway of Canada Superannuation & Provident Fund Association vs Capes..... 1651
Moreau vs Beaupré..... 1645
Robitaille *et al* vs Bélanger *et al*..... 1648
The Canada Life Ass. Co. vs Heirs C. A. Winters..... 1653
The City Ice Co., Ltd. vs Desrochers..... 1646
Town La Salle vs Roy..... 1655

QUÉBEC:—

British American Oil Co., Ltd. vs Hudon *et al* 1656
Cité de Québec vs Bertrand 1657
Cité de Québec vs Tanguay, Ltée 1658
Dechêne vs Letarte 1657
Marcoux vs Côté 1657

RICHELIEU:—

Lemire vs Pépin 1658
Lemoine vs Caron 1659

RIMOUSKI:—

Corbin vs Lévesque 1660

ROBERVAL:—

Gagnon *et vir* vs La Société Coopérative agricole de Sainte-Lucie-d'Albanel 1662
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Larouche 1660
Verret vs Rainville *et al* 1661

SAINT-FRANÇOIS:—

Cité de Sherbrooke vs Robertson *et al* ... 1662
Curtis vs Roy 1663
La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Blouin 1663
Shurtleff *et al* vs Paré 1664

SAINT-HYACINTHE:—

Benoit vs Lapierre 1665
Deslauriers vs Rivard *et al* 1664
Dufresne *et al* vs Larocque 1665

TERREBONNE:—

Guindon vs Denis 1666

TROIS-RIVIÈRES:—

Bélanger vs Leblanc 1667
Bournival vs Bournival 1666
Paille vs Julien *et al* 1668
St-Louis vs Carignan 1667

QUEBEC:—

British American Oil Co., Ltd. vs Hudon *et al* 1656
City of Quebec vs Bertrand 1657
City of Quebec vs Tanguay, Ltée 1658
Dechêne vs Letarte 1657
Marcoux vs Côté 1657

RICHELIEU:—

Lemire vs Pépin 1658
Lemoine vs Caron 1659

RIMOUSKI:—

Corbin vs Lévesque 1660

ROBERVAL:—

Gagnon *et vir* vs La Société Coopérative agricole de Sainte-Lucie-d'Albanel 1662
Le Crédit Foncier Franco-Canadien vs Larouche 1660
Verret vs Rainville *et al* 1661

SAINT FRANCIS:—

City of Sherbrooke vs Robertson *et al* ... 1662
Curtis vs Roy 1663
The Canadian Farm Loan Board vs Blouin 1663
Shurtleff *et al* vs Paré 1664

SAINT HYACINTHE:—

Benoit vs Lapierre 1665
Deslauriers vs Rivard *et al* 1664
Dufresne *et al* vs Larocque 1665

TERREBONNE:—

Guindon vs Denis 1666

TROIS-RIVIERES:—

Bélanger vs Leblanc 1667
Bournival vs Bournival 1666
Paille vs Julien *et al* 1668
St-Louis vs Carignan 1667

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC.—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.